

## M. Bush à la traîne

LES États-Unis vivront-ils, le 3 novembre, un scrutin sans suspense ? A cinq semaines de l'élection présidentielle, l'écart reste immense entre George Bush et son challenger démocrate Bill Clinton, ce dernier étant crédité, selon les sondages, de dix à vingt points d'avance. Il faut remonter, dans les annales de la Maison Blanche, à 1948 pour retrouver un président sortant - Harry Truman - en aussi mauvaise posture, si près de l'échec. Truman l'avait cependant emporté, au prix d'un énorme effort, en fin de course. M. Bush aura beaucoup de mal à réussir semblable exploit.

Certes, la campagne républicaine a pris sa vitesse de croisière. Formidable organisateur, M. James Baker - l'ami de toujours - est désormais solidement installé à la barre, aux côtés du président. Il a mis de l'ordre à la Maison Blanche et clarifié les grands thèmes censés séduire tardivement l'électorat. Mais l'ancien secrétaire d'Etat n'est pas un magicien. Et son ordre de campagne n'a pas suffi à éloigner le spectre de la défaite.

AUCUN argument républicain ne semble à même, à ce stade, d'amorcer un renversement de tendance. Les attaques incessantes, et souvent peu glorieuses, portées contre Bill Clinton et son épouse Hillary - décrite sous les traits caricaturaux de « lady Macbeth » - semblent « glisser » sur le candidat démocrate, sans l'atteindre. Quatre Américains sur cinq jugent même secondaire la querelle qui lui est faite sur son passé militaire. Au total, la « publicité négative » anti-Clinton a bien peu d'effet.

En vérité, un souci majeur hante l'Amérique : la mauvaise santé de l'économie. Or, sur ce chapitre, M. Bush n'a, hélas, rien de bon à attendre des prochaines semaines. La croissance, reste trop anémique - 1,5 % - pour laisser espérer une embellie sensible sur le front de l'emploi. Comme il est d'usage en pareille période, M. Bush - le président multiplie les petites « cadeaux » aux électeurs, sous la forme notamment d'allègements fiscaux, pour améliorer les chances de M. Bush - le candidat.

MAIS ces petites ruses suffisent-elles à illusionner ? Dans l'espoir d'en finir avec douze ans de règne républicain, le Congrès, à majorité démocrate, ne fera, lui, aucun cadeau au président. Le Sénat vient de rétablir - chez nous - une majorité des deux tiers pour rejeter un veto de M. Bush à propos d'une proposition de loi sur les congés familiaux sans solde. En outre, la perspective de voir resurgir sur la scène électorale le candidat indépendant Ross Perot ne peut que réduire un peu plus les chances du président.

Certes, si M. Bush et M. Clinton ne sont habités d'une « grande vision » susceptible d'apaiser les angoisses de l'Amérique - en ces temps incertains de marasme économique et d'après-guerre froide - et de redonner l'espoir à une classe moyenne désenchantée. Mais le style et l'image des deux adversaires jouent en faveur du leader démocrate. Même si son programme est souvent fou - voire contradictoire. - M. Clinton incarne le renouveau. Grâce à lui - et aux erreurs de M. Bush - l'enthousiasme et l'énergie ont bel et bien changé de camp.

Lire page 20 l'article d'ALAIN FRACHON

00146 - 0928 0 - 7.00 F



## Un entretien avec le président Nazarbaev

### Le Kazakhstan plaide la cause de la Russie

M. Noursoultan Nazarbaev, président du Kazakhstan - la plus grande République d'Asie centrale et l'une des quatre puissances nucléaires issues de l'URSS - a achevé samedi 26 septembre une visite d'Etat en France. Dans un entretien accordé au « Monde », il confirme les divergences entre les pays membres de la CEI sur l'avenir des armements nucléaires, dont l'Occident aimerait voir la Russie seule détentrice. Evoquant le partage de la dette soviétique et les difficultés économiques de la Russie, il plaide la cause de cette République, demandant à l'Occident de l'aider « en priorité » à rééchelonner sa dette.

« Le report du sommet de la CEI prévu à Bichkek, le 25 septembre, a mis en lumière les difficultés d'intégration des anciennes Républiques d'URSS, notamment en raison des divergences des Etats nucléaires sur le statut des armements stratégiques. Qu'entendez-vous faire de vos armes nucléaires ? »

« Ce sommet a été reporté au 9 octobre parce que les principales propositions que j'avais soumises, celles d'une union interbancaire et la création d'un conseil de coordination économique, n'avaient pas fait l'objet d'une préparation suffisante. En

ce qui concerne les armements nucléaires, notre position n'a pas changé : nous avons créé des forces armées unifiées, et le Kazakhstan a placé ses armements stratégiques sous commandement unifié [de la CEI - NDLR].

« Mais l'Ukraine, qui revendique le contrôle administratif des armes nucléaires placées sur son territoire, a une position différente ? »

« C'est le problème de l'Ukraine. Propos recueillis par SYLVIE KAUFFMANN Lire la suite page 3 »

## Au lendemain des élections sénatoriales

### La droite va se disputer la succession de M. Poher

La renouvellement triennal du Sénat, qui concerne, dimanche 27 septembre, cent trois sièges dans trente et un départements métropolitains, un département d'outre-mer (la Réunion) et un territoire d'outre-mer (la Nouvelle-Calédonie), se double d'un enjeu particulier : la succession de M. Alain Poher qui, après vingt-quatre ans passés à la tête du Palais du Luxembourg, a décidé, tout en demeurant sénateur, de ne pas briguer un nouveau mandat de président. Le fauteuil restera acquis à la droite, majoritaire au Sénat, mais celle-ci n'a pu encore se mettre d'accord sur le nom d'un candidat.

### Passage de témoin

par Gilles Paris

Il faudra s'y habituer. Le 3 octobre prochain, M. Alain Poher ne sera plus président du Sénat. Après vingt-quatre années d'exercice - un record - ponctuées par deux brefs interims à l'Elysée, en 1969 et en 1974, on avait presque fini par confondre l'homme et la fonction, la lassitude du premier, aujourd'hui âgé de quatre-vingt-trois ans, rejettant sur la seconde. Les perspec-

tives ouvertes au Palais du Luxembourg par le départ de M. Poher constituent en fait le seul enjeu des élections sénatoriales du 27 septembre.

En effet, la carte politique du Sénat ne devrait pas être bouleversée par le renouvellement du tiers des sénateurs. De part et d'autre, on s'attend à des gains ou à des pertes modestes.

Lire la suite et nos informations page 6

## Le permis à points assoupli

Le gouvernement a annoncé, vendredi 25 septembre, plusieurs modifications de la réglementation sur le permis à points. Suivant les recommandations du rapport demandé à M. Roché, président de la commission de suivi de l'application du permis à points, le total des points est porté de 6 à 12.

La loi du 10 juillet 1989, qui a institué le permis à points, prévoyait que le Parlement devait se pencher, six mois après l'application de la nouvelle réglementation, sur ses conséquences. MM. Jean-Louis Bianco, ministre de l'équipement et des transports, et Georges Sarre, secrétaire d'Etat aux transports routiers, ont choisi, moins de trois mois après l'entrée en vigueur du nouveau système, de modifier sensiblement plusieurs règles de ce dispositif.

Lire la suite et nos informations page 13

## M. Rao, ce surprenant brahmane...

Au pouvoir depuis un peu plus d'un an, le premier ministre de l'Inde arrive, lundi 28 septembre, à Paris en visite officielle

NEW-DELHI

de notre correspondant

Contre toute attente, quinze mois après son arrivée au pouvoir dans des conditions dramatiques, le premier ministre indien, M. Narasimha Rao, a réussi à s'imposer dans la plus « grande » mais aussi la plus ingouvernable démocratie.

Quand il a accédé à la fonction suprême, le 21 juin 1991, personne n'aurait parié sur sa survie. Ce septuagénaire vient de subir une opération cardiaque et il n'aspire qu'à une paisible retraite dans son Sud natal. Après une longue carrière dans l'ombre de la

famille Nehru-Gandhi, comme fidèle serviteur du Parti du Congrès et ministre intègre (1), M. Rao ne dispose d'aucune base politique qui lui permettrait de se prévaloir d'un mandat populaire : un sérieux handicap dans un pays où la chose publique est affaire de clientèle et de fiefs régionaux.

Après leur victoire aux élections de juin, les dirigeants du Congrès, traumatisés par l'assassinat, un mois plus tôt, de leur leader Rajiv Gandhi, choisissent pourtant M. Rao. Dans le désarroi du parti, l'entourage de Rajiv avait un moment tenté d'imposer sa veuve, Sonia. Baroud sans lendemain ! En nommant président du

parti un politicien presque ignoré du public, les « poids lourds » du Congrès ont, en fait, choisi de mettre un terme provisoire à leurs rivalités personnelles, histoire de fournir leurs armes. Narasimha Rao, candidat de consensus, devient premier ministre presque « par défaut ».

« Il a surpris tout le monde parce qu'il a survécu », résume Dileep Padgaonkar, rédacteur en chef du Times of India.

BRUNO PHILIP Lire la suite page 5

(1) M. Rao a été ministre de la défense, de l'intérieur, des affaires étrangères et de la culture.

## Rencontre avec le chef de l'OLP



M. Yasser Arafat redoute un accord séparé entre Israël et la Syrie. Lire page 4 les propos recueillis par PHILIPPE BERNARD

### HEURES LOCALES

#### Spécial Limoges

■ La confiance retrouvée ■ Une multinationale fidèle ■ Porcelaine et matière grise ■ Trois hommes et un parti ■ Un label culturel fort pages 7 à 12

### LOIN DES CAPITALES

Quand Médée accueille en héros ses « barbus »... page 4

### CHRONIQUES DES MARCHÉS

■ Devises et or : « Le franc vainqueur aux points », par François Renard. ■ Marché monétaire et obligataire : « Espoir débridé » ■ Marché international des capitaux : « Comment attirer les emprunteurs japonais », par Christophe Vetter ■ Bourse de Paris : « Retour à la réalité », par François Bostneve-ron. page 19

M. Pierre Bérégovoy invité du « Grand jury RTL-le Monde »

M. Pierre Bérégovoy, premier ministre, invité de l'émission hebdomadaire le « Grand jury RTL-le Monde », dimanche à partir de 18 h 30.

Le sommaire complet se trouve page 20

**PREMIER VOLUME DE LA COLLECTION "SAVOIRS"**

**les mers, avenir de l'Europe**

132 pages en couleurs 48 francs

**POUR UNE POLITIQUE DU GRAND LARGE**

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

**Tentative de coup d'Etat aux Comores**

Une action fomentée par deux fils de l'ancien président Abdallah page 20

**Référendum en Suisse**

Les citoyens sont appelés à se prononcer notamment sur une nouvelle voie ferroviaire à travers les Alpes page 17

**Les communes sinistrées du Vaucluse pensent leurs plaies**

Le dernier bilan provisoire de la catastrophe dans le sud-est de la France fait état de 36 morts et 24 disparus page 13

**La perspective d'un remaniement ministériel**

M. Brice Lalonde exclut toute participation des écologistes au gouvernement page 6





Face aux attermolements britanniques

## Cinq dirigeants européens réaffirment leur ferme engagement envers le traité de Maastricht

Après la semaine assez tourmentée qui a suivi le référendum français, le projet d'Union européenne inscrit dans le traité de Maastricht a recueilli, vendredi 25 septembre, le soutien quasi unanime des responsables politiques allemands lors d'un débat roboratif au Bundestag, ainsi que l'appui sans équivoque des dirigeants de cinq pays de la Communauté, lors d'une réunion des chefs de parti et de gouvernement démocrates-chrétiens à Bruxelles.

« Le traité de Maastricht reste une base adéquate et fiable pour l'unification européenne. Nous excluons une renégociation », ont déclaré dans un communiqué commun MM. Jean-Luc Dehaene (Belgique), Ruud Lubbers (Pays-Bas), Constantinos Mitsotakis (Grèce), Jacques Santer (Luxembourg) et le chancelier Helmut Kohl. Ils ont insisté sur « une ratification rapide du traité, si possible avant la fin de l'année » et

se sont déclarés « fermement déterminés » à faire aboutir l'Union économique et monétaire selon les conditions et délais prévus dans le traité.

M. Helmut Kohl, à qui l'on demandait à son arrivée à Bruxelles si l'on s'acheminait vers une Europe « à deux vitesses » a répondu : « Non, où êtes-vous en train de pêcher cette idée ? » Le gouvernement fédéral avait auparavant opposé un démenti formel aux informations selon lesquelles M. Kohl et Mitterrand auraient examiné secrètement cette éventualité, lors de leur rencontre du 22 septembre à Paris.

Point n'est besoin en fait de discussions secrètes pour imaginer une Europe à plusieurs vitesses. Comme le rappelle récemment M. Guigou, cette possibilité est inscrite dans le traité lui-même qui, outre la dérogation qu'il accorde à la Grande-Bretagne et la faculté pour le Dan-

mark de consulter ses électeurs avant le passage à la monnaie unique, stipule qu'il faudra apprécier le degré de convergence réelle des économies avant que les uns et les autres n'entrent dans cette phase ultime. La ratification par les Douze n'exclut donc pas des rythmes différents chez les uns et les autres.

### Question de tactique

Ce que stipule en revanche le traité, c'est que l'objectif de l'Union économique et monétaire est commun (sauf les réserves de la Grande-Bretagne) et suppose donc une solidarité entre les Douze pour permettre aux moins avancés de rejoindre le peloton de tête. Quant à l'hypothèse selon laquelle certains États membres ne ratifieraient pas le traité, M. Kohl et Mitterrand l'ont envisagée tout à fait publiquement et depuis plusieurs mois.

BOSNIE-HERZÉGOVINE

## « Purification ethnique » à Banja-Luka

Les deux coprésidents de la conférence sur l'ex-Yugoslavie, M. Cyrus Vance et lord Owen, se sont rendus, vendredi 25 septembre, à Banja-Luka, au cœur de la région autonome serbe de Bosanska-Krajina, dans le nord-ouest de la Bosnie, pour vérifier des rapports « alarmants » relatifs à des opérations de « purification ethnique » en cours.

Selon plusieurs sources dignes de foi, une série d'explosions, d'arrestations et d'incidents sanglants ont provoqué une campagne serbe de purification ethnique dans cette ville de 195 000 habitants (dont 40 % de Croates et de Musulmans) jusqu'ici épargnée par une pratique qui a frappé durement les petites villes et villages de la Bosanska-Krajina, où sont situés les principaux camps de détention serbes, contrôlés par les organisations paramilitaires. Le signal de la campagne, selon des

témoins, a été donné après des déclarations à la télévision locale de responsables serbes, affirmant qu'il y avait à Banja-Luka « place pour 1 000 Musulmans et Croates loyaux », alors que leur nombre en ville se montait avant la guerre à quelque 60 000. « Tous les départs sont volontaires », a affirmé à l'AFP M. Radislav Vukic, président du Parti démocratique serbe de la région, tandis que le dirigeant des

3 000 Musulmans auraient été tués dans des camps serbes. Selon le New York Times, du samedi 26 septembre, les États-Unis possèdent des informations sûres sur le meurtre de près de trois mille Musulmans tués, en mai et juin derniers, dans des camps de détention serbes près de Brcko, à 120 kilomè-

tres au nord de Sarajevo. Le journal, qui cite de hauts responsables du gouvernement américain, écrit que les forces serbes ont tué, par groupes de cinquante, des hommes, femmes et enfants musulmans après avoir occupé la ville. Les corps des victimes étaient évacués secrètement la nuit. (AFP)

tres au nord de Sarajevo. Le journal, qui cite de hauts responsables du gouvernement américain, écrit que les forces serbes ont tué, par groupes de cinquante, des hommes, femmes et enfants musulmans après avoir occupé la ville. Les corps des victimes étaient évacués secrètement la nuit. (AFP)

RUSSIE : conséquence du conflit en Abkhazie

## Manifestations contre Moscou dans le nord du Caucase

Le sud de la Fédération de Russie - le Caucase du nord - était gagné, samedi 28 septembre, par l'agitation antirussse, à la suite de l'arrestation, sur ordre de Moscou, du président de la « Confédération des peuples montagnards » du Caucase, solidaires de leurs parents ethniques, les Abkhazes, contre les Géorgiens. Dans le Haut-Karabakh en revanche, un nouveau cessez-le-feu devait intervenir samedi.

### MOSCOU

de notre envoyé spécial  
Un nouveau foyer d'agitation s'est allumé dans le Caucase, menaçant cette fois-ci l'intégrité de la Fédération de Russie, dont font partie les Républiques du nord du Caucase : à Nalchik, capitale de la Kabardino-Balkarie - une ville de 250 000 habitants dont la moitié au moins sont russes - quelques milliers de Kabardins manifestent depuis mercredi 23 septembre pour exiger la libération d'un de leurs dirigeants, arrêté sur ordre du parquet de Moscou, M. Mossa Chabibov. Il s'agit du président de la « Confédération des peuples montagnards du Caucase » du Nord, une organisation non reconnue par Moscou créée en 1990 et regroupant les activistes d'une quinzaine de ces peuples qui rêvent, eux aussi, d'indépendance, à la suite des Tchétchènes qui ont imposé de fait la leur et jouent un rôle moteur dans la Confédération.

Les Kabardins, comme les Tcherkesses et les Adygués, sont de la même famille ethnique que les Abkhazes. Lorsque les troupes géorgiennes ont commencé, à la mi-août, à soumettre brutalement la rébellion de leur petite minorité abkhaze, des manifestations de soutien dans les villes du nord du Caucase ont abouti à l'envoi, à l'initiative de la Confédération, de volontaires armés en Abkhazie, malgré l'opposition des dirigeants locaux, des apparatchiks plus ou moins convertis. Ces derniers ont participé à Moscou aux négocia-

tions qui ont abouti, le 3 septembre, à l'accord de cessez-le-feu entre Géorgiens et Abkhazes sous l'égide de la Russie.

Mais le cessez-le-feu n'est toujours pas respecté, alors que les dirigeants des Républiques du Caucase du Nord affirment que les volontaires ont été rappelés et ont réellement quitté l'Abkhazie, laissant leurs armes au sud d'une frontière où des troupes russes ont été déployées. Dans ces conditions, l'arrestation de M. Chabibov, accusé d'« incitation à la haine ethnique », n'a pu que jeter de l'huile sur le feu et paraît d'autant moins compréhensible que au même moment, Moscou recevait le vice-président de la Confédération, un dirigeant tchéchène, pour reprendre langue avec cette « République rebelle » boycottée depuis des mois.

La Russie de Boris Eltsine manifeste en tout cas un nouvel activisme dans le Caucase où, depuis des années, elle semblait continuellement perdre ses positions. Mais sa « médiation » en Abkhazie tourne de plus en plus au soutien à la Géorgie d'Edouard Chevardnadze, qui a clairement déclaré, vendredi à la tribune de l'Assemblée générale de l'ONU, qu'il souhaitait le maintien des troupes russes sur son territoire jusqu'à la formation d'une armée géorgienne.

Les desseins caucasiens de M. Eltsine semblent se manifester aussi dans le Haut-Karabakh : l'accord de cessez-le-feu signé « en secret » il y a une semaine à Sotchi, sur la mer Noire, par les ministres de la défense d'Arménie et d'Azerbaïdjan en présence du ministre de la défense de Russie pourrait être moins abstrait que les précédents. En effet, un représentant arménien du Haut-Karabakh s'est joint vendredi, pour la première fois, à des négociations ouvertes à Moscou. Et alors qu'à Bakou comme à Erevan on annonçait un ordre de cessez-le-feu pour vendredi à minuit, le commandant en chef des forces de la CEI, le maréchal Chapochnikov, déclarait que c'était là une dernière chance, avant l'appel aux forces d'opposition de la CEI, voire de l'ONU.

SOPHIE SHIHAB

## Un entretien avec M. Nazarbaev

Suite de la première page

— Mais c'est aussi celui de la CEI, donc le vôtre...

— Les questions de nature à modifier l'accord d'Almaty (constitutif de la CEI - NDLR) sur le fond doivent être réglées par l'ensemble des signataires. Cela dit, les problèmes qui préoccupent la communauté internationale ne proviennent pas du Kazakhstan : le Kazakhstan est partisan de la réduction des armements et a signé tous les accords en ce sens. C'est bien involontairement que le Kazakhstan est devenu un Etat nucléaire, personne ne nous a demandé notre avis... A présent, nous voulons devenir un Etat dénucléarisé. Donc, dans une période de sept ans, nous allons, conformément aux accords START, procéder à la réduction des armements stratégiques. Nous avons en outre signé avec la Russie un accord de défense collective, en vertu duquel les parties décident elles-mêmes où elles vont déployer leurs armements, et sur quel territoire. La Biélorussie a décidé de transférer ses forces nucléaires sous juridiction russe, c'est son droit. Si l'Ukraine - et je respecte le processus qui l'y ont conduit, ce n'est pas simple - décide de prendre sous son contrôle toutes les armes nucléaires qui se trouvent sur son territoire, alors elle doit déclarer si elle est une puissance nucléaire ou non. Pour autant que je sache, l'Ukraine a signé l'accord de Washington, elle a signé l'accord de Lisbonne... qui prévoient d'en faire un pays démocratique. Maintenant, si la communauté internationale veut connaître les intentions de l'Ukraine, qu'elle le lui demande ! Nous, le Kazakhstan, nous restons membres des forces armées unifiées, il me semble que cela est clair.

— Comment entendez-vous résoudre la question de la répartition de la dette de l'ex-URSS ?  
— Des quotas ont été déterminés au sein de la CEI pour chaque République. Le Kazakhstan va s'acquitter de sa part de la dette de façon indépendante (1). Les États de la CEI vivent actuellement des temps difficiles, mais la Russie tout particulièrement. Et la situation de tous ces Etats dépendra dans une large mesure de la manière dont la Russie parviendra à mettre en œuvre ses réformes économiques. Il faut donc que les Etats occidentaux aident en priorité la Russie à rééchelonner sa dette. Car si la Russie ne peut pas payer, - et elle ne peut pas payer - c'est la faillite pour tout le monde, y compris pour les créanciers.

— Pensez-vous que la CEI puisse survivre ? Ne risque-t-elle pas de se limiter à la Russie et aux Républiques d'Asie centrale ?  
— Je suis convaincu que tous ces peuples de l'ex-URSS, qui ont des affinités, finiront par constituer une communauté normale, avec des relations politiques et économiques normales. Personnellement je ne souhaite pas une division entre pays slaves et pays asiatiques, c'est pour cela que je prône l'intégration de tous.

— Quand la société Elf-Aquitaine pourra-t-elle commencer à travailler au Kazakhstan ?  
— Nous avons signé avec Elf un contrat portant sur la prospection d'un gisement extrêmement prometteur et sur la production de pétrole. Nous élaborons actuellement les détails de cet accord et Elf commencera la prospection l'année prochaine. Ce pétrole sera acheminé par les voies traditionnelles, c'est-à-dire par les oléoducs qui passent par l'ex-URSS, d'autant plus que actuellement, la production de pétrole ayant baissé, la capacité de transport est plus grande. Nous sommes en train de construire un oléoduc qui aboutira à Novorossiisk sur la mer Noire : nous aurons ainsi deux voies d'acheminement du pétrole. Le Sultanat d'Oman est également inté-

La visite en France du président du Kazakhstan

ressé par le prolongement de l'oléoduc vers le sud, pour créer un débouché sur le golfe Persique, mais cette question est encore à l'étude.

— La communauté russe constitue 40 % de la population du Kazakhstan. Craignez-vous les répercussions des conflits ethniques qui ont éclaté un peu partout dans l'ex-URSS ?  
— Nous n'avons pas seulement des Russes, mais des Allemands, des Ukrainiens, etc. C'est pour cela que nous menons une politique de traitement égal pour tous, et c'est ce qui nous assure une stabilité politique.

— Vous seriez donc la seule ex-République soviétique épargnée par les tensions ethniques ?  
— Oui, et je touche du bois !  
— La situation au Tadjikistan vous inquiète-t-elle ?  
— C'est une question extrêmement grave. Le Tadjikistan est un pays d'Asie centrale, donc proche de nous. La position qu'occupe le parti islamiste là-bas est à l'origine des troubles, qui ont évolué en une guerre entre les provinces. Les partis islamistes et les Etats-tiers ont joué un rôle funeste au Tadjikistan. Tout cela peut dégénérer en un très grand malheur pour toute la région. La Russie, le Kazakhstan, l'Ouzbékistan et le Kirghizistan ont uni leurs forces pour fermer la frontière d'Afghanistan, par laquelle arrivent les armes au Tadjikistan ; nous disposons en effet d'informations selon lesquelles, sous couvert d'aide humanitaire, on livre par voie aérienne des armes aux belligérants. Il faut fermer cette route des armes. Tout Etat-tiers, quel qu'il soit, qui encouragerait la livraison d'armes aux belligérants provoquerait l'incompréhension et l'inimitié du Kazakhstan et de l'Asie centrale. Le Kazakhstan et toutes les Républiques d'Asie centrale doivent tout faire pour stabiliser la situation dans ce pays.

Propos recueillis par SYLVIE KAUFFMANN

(1) La Russie a récemment suggéré de prendre en charge toute la dette de l'ex-URSS en échange de ses avoirs en Occident.

ALLEMAGNE

## Les grands partis unanimes pour pousser les feux de l'Europe

Le chancelier Helmut Kohl a reçu, vendredi 25 septembre à Bonn, l'appui officiel du chef de l'opposition, le président du Parti social-démocrate, M. Björn Engholm, pour défendre les objectifs du traité de Maastricht et pousser sans attendre les feux de l'Europe.

### BONN

de notre correspondant  
Avant même que le Bundestag ne se saisisse officiellement du traité, début octobre, une très large majorité s'y dessine en sa faveur, comme en a témoigné le débat qui a suivi la déclaration gouvernementale faite par le chancelier sur les résultats du référendum français. Au Bundestag, les dirigeants des Länder ont, dans une résolution, qualifié le traité de « pas important vers l'unification de l'Europe » et se sont engagés à achever le processus de ratification le 1er décembre. Seul le Parti du socialisme démocratique (PDS), héritier des communistes est-allemands, a fait entendre une voix discordante. Il réclame un référendum, rejette le traité de Maastricht et « l'Europe des capitalistes ».

Le débat de vendredi au Bundestag se résume donc par un « oui » unanime de tous les grands partis pour ne pas laisser s'enliser l'Union européenne.

Attendre, c'est reculer

La majorité et l'opposition s'applaudissent mutuellement pour défendre cette Europe que les leaders politiques allemands appellent plus que jamais de leurs vœux malgré le scepticisme d'une bonne partie de l'opinion publique. Le maigre « oui » des Français a été présenté aussi bien par le chancelier Kohl que par le président des sociaux-démocrates, M. Björn Engholm, comme un succès.

« Dans les jours qui ont suivi la chute du mur, l'Europe a dit oui à l'unité allemande. Maintenant l'Allemagne doit dire oui à l'Europe », a proclamé le leader du SPD, en

appelant « les hésitants, les sceptiques » à se souvenir que précisément au moment où « les tendances nationalistes redevenaient visibles » il est important de prouver l'Europe contre un retour de l'histoire. « Qui dit non risque l'éclatement de la Communauté européenne et le retour aux égoïsmes nationaux », a-t-il répondu en écho au chancelier Kohl, qui avait lui-même défendu dans sa déclaration la nécessité de maintenir le rythme de la construction européenne. « Attendre serait la mauvaise réponse, le surplace serait un retour en arrière », a affirmé le chancelier.

Dans son long plaidoyer pour le traité, M. Kohl a réaffirmé que l'objectif de Maastricht était de construire « une Europe démocratique et proche des citoyens, qui prenne en compte et enrichisse l'identité nationale, la culture de tous les pays membres et de leurs régions ». Soulignant qu'il comprenait la crainte des gens devant une « frénésie de réglementations », il a assuré que les correctifs nécessaires seraient pris. Atténuant ses critiques du début de la semaine contre Bruxelles, il a souligné que la Commission n'était pas seule en cause et que les administrations nationales et régionales devaient, elles aussi, balayer devant leur porte.

Evocant les remous monétaires de ces deux dernières semaines, le chancelier a pris la défense du système monétaire européen. Il a affirmé que ces remous monétaires bien que « pas un [pays] en Europe - et je le souligne, pas un - ne devaient se laisser aller à l'illusion qu'il peut tout seul » défendre sa stabilité économique et monétaire, son bien-être. Le chancelier s'est gardé de faire des reproches directs aux Britanniques, mais son message n'en était pas moins clair.

Le gouvernement allemand avait démenti que le chancelier et le président Mitterrand aient évoqué au cours de leur rencontre de mardi la possibilité de constituer un nouveau européen réunissant avec ceux qui veulent progresser dans l'intégration.

HENRI DE BRESSON

## Paris et Alma-Ata ont signé un accord de protection des investissements

Le président du Kazakhstan, M. Noursoultan Nazarbaev, a conclu vendredi 25 septembre avec la France un accord de protection des investissements. Mercredi, à l'Elysée, il avait signé le texte de la Charte de Paris de la CSCE (Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe) ainsi qu'un traité d'amitié, d'entente et de coopération franco-kazakh. Aucune ligne de crédit n'a en revanche été déblocquée en sa faveur. Les autorités françaises paraissent réticentes à en accorder au Kazakhstan tant que la question du partage de la dette de l'ex-URSS n'aura pas été réglée, et tant qu'Alma-Ata n'aura pas totalement clarifié sa position au sujet des armes nucléaires déployées sur son territoire.

### De vastes réserves pétrolières

Le premier ministre, M. Pierre Bérégovoy, a ainsi fait part à M. Nazarbaev de la volonté française de voir le Kazakhstan signer au plus vite le traité de non-prolifération des armes nucléaires, en tant qu'Etat non détenteur de tels armements. En outre, le Kazakhstan fait preuve d'une grande prudence en matière de relations économiques extérieures, pris entre la volonté d'affirmer sa nouvelle indépendance et celle de ménager les sentiments de son importante population d'origine russe (40 % des 17 millions d'habitants de l'Etat).

Néanmoins, Paris, comme la plupart des capitales occidentales, souhaite maintenir des contacts étroits avec le Kazakhstan, qui produit actuellement 27 millions de tonnes de pétrole et possède de vastes réserves de brut ainsi que de matières premières.

Elf-Aquitaine a obtenu l'an dernier un contrat d'exploration et de production.



## PROCHE-ORIENT

Un entretien avec le chef de l'OLP

## M. Arafat redoute un accord séparé entre Israël et la Syrie

L'amélioration du dialogue israélo-syrien lors de la sixième session des négociations de paix qui vient de s'achever à Washington inquiète l'OLP. La centrale palestinienne redoute de faire les frais d'une paix séparée, alors que les discussions qu'elle a engagées avec Israël ne semblent guère progresser. M. Yasser Arafat a exprimé ces appréhensions dans l'entretien qu'il a accordé au Monde ainsi qu'à trois autres journaux français, jeudi 24 septembre, à Tunis, après avoir reçu une délégation du Comité des socialistes de culture musulmane.

TUNIS

de notre envoyé spécial

«Voulez-vous la paix ou la capitulation?» Cette interpellation résume le dépit du chef de l'OLP, après la clôture de la nouvelle série de négociations bilatérales israélo-arabes. A son avis, ces pourparlers «ont abouti à une impasse» parce qu'Israël est «le seul Etat au monde, créé par une décision de l'ONU, qui ne respecte pas les décisions de l'ONU», en l'occurrence «la résolution 242, applicable aux Palestiniens». Les Israéliens refusent d'admettre que la Cisjordanie et Gaza sont des territoires occupés, insiste-t-il. Il reproche aux Occidentaux de «regarder ça de loin» alors qu'est bafoué, selon lui, le principe de base des discussions en cours : «la paix contre la terre».

M. Arafat renvoie dos à dos M. Itzhak Rabin et son prédécesseur. Il s'empare contre la décision du premier ministre israélien de reporter la réforme - annoncée avant les récentes élections législatives - de la loi antiterroriste qui punit de prison tout citoyen ayant des contacts avec l'OLP. «Un dirigeant qui trahit ainsi son peuple, peut-il être honnête avec nous?» lance M. Arafat.

## Le précédent de Camp David

«Maintenant, M. Rabin envisage de faire la paix avec les Syriens, lui qui avait basé sa campagne électorale sur la promesse de faire la paix avec les Arabes, et en particulier avec les Palestiniens, déclare le chef de l'OLP. Une telle attitude peut-elle amener la paix? Carter, Sadate et Begin ont fait Camp David. Est-ce que ça a apporté la paix dans la région? Et que sont devenus depuis les droits politiques et nationaux du peuple palestinien? Et ils vont répéter Camp David!» M. Arafat s'exclame alors : «Nous ne sommes pas les Indiens d'Amérique. Nous sommes sept millions de Palestiniens. On ne peut pas nous

exterminer». Pourtant, Palestiniens et Israéliens continuent de négocier un statut provisoire d'autonomie pour la Cisjordanie et Gaza. «C'est vrai, admet-il, jusqu'à présent, la décision de la direction palestinienne est que les négociations continuent. Début octobre, le conseil central palestinien sera appelé à débattre de la situation». M. Arafat se dit «très fier» de ses négociateurs. «Ils ont très bien représenté la Palestine. D'ailleurs, ils déclarent tous appartenir clairement à la délégation de l'OLP, précise-t-il. Pendant la dernière session, ils sont venus, à trois reprises, me faire rapport et prendre des directives auprès de moi. J'ai une ligne directe pour pouvoir m'entretenir avec eux à n'importe quel moment».

## Les «islamistes fanatiques»

«J'accepte pour le territoire palestinien ce que les Israéliens proposent pour le territoire syrien, insiste le chef de l'OLP. Car pourquoi appliqueraient-ils la résolution 242 au Golan et pas aux territoires occupés? Rabin vient de le dire à ses compatriotes : «N'oubliez pas que les Arabes vont donner la paix en échange de rien. Ils vont donner la paix contre la terre. C'est clair.»

Croît-il possible d'aboutir sur la question du statut des territoires occupés d'ici au 1<sup>er</sup> novembre, comme cela était prévu au départ? «Ce point est de la responsabilité des pays européens et du Conseil de sécurité de l'ONU», répond M. Arafat, qui rend évidemment le camp adverse responsable du blocage des négociations. «Les Israéliens ont plusieurs pistes de négociations, syrienne, jordanienne, libanaise. Ils ne veulent pas nous suivre la piste palestinienne, explique-t-il. Ils veulent de provoquer des fissures au sein des délégations arabes. Mais il n'y aura ni paix, ni stabilité, ni sécurité, ni solution négociée - tant que règnera cette confusion».

A l'adresse des pays occidentaux, le chef de l'OLP désigne les islamistes palestiniens, opposés aux pourparlers de paix, comme de nouveaux trublions au Proche-Orient. «Les groupes islamistes fanatiques sont financés par les pays du Golfe et à présent par les Français, déclare-t-il. Si la paix ne se fait pas, ils auront un prétexte pour se multiplier non seulement en Palestine, mais dans tous les pays arabes. Ce serait alors le chaos total dans la région!» La Communauté européenne pourrait-elle constituer un modèle d'organisation pour un Proche-Orient pacifié? Pour le chef de l'OLP, «tout dépend si Israël veut être à l'avant-garde [d'une] future fédération ou en être exclu».

Propos recueillis par PHILIPPE BERNARD

■ L'Irak est condamné pour son refus de démanteler son arsenal nucléaire. La Conférence générale de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) a «vigoureusement condamné» l'Irak, vendredi 25 septembre, à Vienne, pour son manque de coopération dans la neutralisation et la destruction de son programme nucléaire militaire clandestin. Dans une résolution adoptée par 67 voix pour, une contre (l'Irak) et 11 abstentions, la plus haute instance de l'AIEA a «exigé» que Bagdad se conforme «immédiatement et pleinement» à toutes les obligations résultant de son accord avec l'Agence et présente une déclaration complète sur son programme nucléaire. (AFP)

## EN BREF

■ ALGÉRIE : assassinat de deux gendarmes. Deux gendarmes en permission, qui appartenaient à la brigade de Baraki, située dans la banlieue est d'Alger, ont été tués, jeudi 24 septembre, par des inconnus armés de fusils-mitrailleurs. Douze gendarmes ont été assassinés depuis le début du mois de septembre. (AFP)

■ CAMEROUN : huit candidats à l'élection présidentielle. Sept dirigeants de l'opposition ont déposé leur candidature à l'élection présidentielle du 11 octobre contre l'actuel chef de l'Etat, M. Paul Biya, a annoncé, vendredi 25 septembre, le ministre de l'Administration territoriale à Yaoundé. Les observateurs estiment que seuls MM. Bello Bouba Maigari (Union nationale pour le progrès et la démocratie) et

John Fru Ndi (Front social démocratique) sont en mesure d'inquiéter le président en exercice. D'autre part, selon l'association Reporters sans frontières, la police camerounaise a saisi, le 22 septembre, les 30 000 exemplaires du numéro 4 de l'hebdomadaire indépendant l'Expression. Cette saisie fait suite à la suspension, en juillet, de Galaxie, et du Messenger, début septembre. (AFP)

■ ETATS-UNIS : le maire de Los Angeles prend sa retraite. M. Tom Bradley, le premier maire noir élu dans une grande ville américaine, a annoncé, jeudi 24 septembre, qu'il ne briguerait pas, à soixante-quatorze ans, un sixième mandat, après avoir passé près de vingt années à la tête de la deuxième ville des Etats-Unis.

Sous la gouverne de cet ancien policier, fils de paysan, Los Angeles aura connu ses jours les plus brillants lors des Jeux olympiques de 1984 et ses moments les plus sombres durant les émeutes du printemps dernier. Les élections municipales auront lieu en juin 1993. (AFP, Reuters)

■ «Magic» Johnson démissionne de la commission nationale sur le sida. La vedette du basket-ball américain, Earvin «Magic» Johnson, a adressé à la Maison Blanche, vendredi 25 septembre, sa lettre de démission de la commission nationale sur le sida, où il avait été nommé en janvier. Il reproche au président Bush de ne pas s'engager plus activement dans la lutte contre cette maladie. «Je ne peux pas, en toute conscience, continuer à ser-

vir dans cette commission, dont les importants travaux sont complètement ignorés par votre administration», écrit le héros de «l'équipe de rêve», qui a décroché la médaille d'or aux Jeux olympiques de Barcelone. Il avait révélé en novembre être porteur du virus du sida. (AFP, Reuters)

■ ITALIE : nouvelles manifestations contre l'austérité. Environ soixante mille personnes, pour la plupart des employés de Fiat, ont manifesté, vendredi 25 septembre, dans les rues de Turin pour protester contre les mesures d'austérité prises récemment par le gouvernement italien. Cette manifestation, qui a donné lieu à quelques échauffourées avec la police, entre dans le cadre d'une vague d'actions organisées par les grandes centrales syn-

dicales italiennes en réaction contre l'annonce de hausses d'impôts et de réductions des dépenses sociales. Florence, Ancone, Gênes, Naples et Milan avaient également été, au cours de la semaine, le théâtre de manifestations. Une grève générale des services publics est prévue le 2 octobre. (AP)

■ GRANDE-BRETAGNE : M. Peter Brooke remplace M. David Melfor au ministère du patrimoine. M. Peter Brooke, ancien ministre chargé de l'Irlande du Nord, a été nommé, vendredi 25 septembre, ministre du patrimoine, en remplacement de M. David Melfor, qui a dû démissionner après plusieurs scandales touchant à sa vie privée (le Monde du 26 septembre). M. Brooke, cin-

quante-huit ans, représentant de la vieille école conservatrice, mais politiquement modéré, appartenait au gouvernement précédent de M. John Major. Son remplacement, après les élections d'avril, par Sir Patrick Mayhew avait alors semblé marquer la fin de sa carrière politique. (AFP)

■ MAROC : report de la visite de M. Delors. La visite que M. Jacques Delors, président de la Commission des communautés européennes, devait faire au Maroc, les 16 et 17 octobre, a été reportée sine die. Ce report est dû à la réunion, le 16 octobre, à Birmingham, d'un sommet extraordinaire des chefs d'Etat et de gouvernement des douze pays de la CEE. (AFP)

## AFRIQUE

AFRIQUE DU SUD : avant sa rencontre avec M. Mandela

## M. De Klerk s'est engagé à organiser des élections pour «tous» d'ici deux ans

Le président Frederik De Klerk s'est engagé, dans un entretien accordé au Figaro, publié samedi 26 septembre, à organiser, avant la fin de son mandat, des élections dans lesquelles «tous les Sud-Africains pourront voter». «Mon mandat s'achève dans deux ans (...) et avant que ces deux années ne s'achèvent, je m'engage à organiser des élections dans lesquelles tous - je dis bien, tous - les Sud-Africains pourront voter», a-t-il affirmé.

Le président sud-africain a cependant indiqué qu'«avant d'en venir là il nous faut négocier une nouvelle

Constitution transitoire», ce qui est la «priorité absolue». Se prononçant pour une Constitution «qui tienne compte de la diversité de notre société», il a estimé qu'une «délégation de pouvoirs à des gouvernements régionaux, forts correspond à une solution de bon sens pour l'Afrique du Sud», tout en admettant que «l'ANC n'accepte pas encore cette idée».

L'annonce d'une rencontre au sommet entre le président et le chef de file de l'ANC, M. Nelson Mandela, qui devaient se retrouver samedi matin à Pretoria, a suscité vendredi un espoir de relance du

processus de paix, après plus de trois mois de blocage. Après deux semaines de négociations serrées, le gouvernement et le Congrès national africain ont en effet réussi à lever les derniers obstacles à cette rencontre, qui devait être consacrée aux moyens d'enrayer les violences.

Le secrétaire général de l'ANC, M. Cyril Ramaphosa, a déclaré qu'une «perce significative» avait été réalisée, le gouvernement ayant annoncé la libération de cent cinquante prisonniers politiques d'ici le 15 novembre. «La libération de ces prisonniers, ainsi que l'engagement du

gouvernement d'aborder le problème du port d'armes dangereuses lors des manifestations publiques et le contrôle des foyers pour travailleurs migrants, constituent aux yeux de l'ANC de bonnes bases pour la rencontre de samedi», a déclaré M. Ramaphosa.

L'annulation des prisonniers militaires du mouvement noir est d'autant plus significative que le gouvernement a renoncé à une amnistie générale, dont aurait bénéficié des fonctionnaires ayant commis des «crimes aggravés». (AFP, Reuters)

## LOIN DES CAPITALES

## Quand Médéa accueille en héros ses «barbus»...

MÉDÉA

de notre envoyé spécial

QU'ON ne s'y trompe pas : Farouk Hamdine n'est pas là pour distribuer de la semoule aux familles nécessiteuses de la ville. Tout nouveau président de la Délégation exécutive, chargé «d'assurer la continuité» jusqu'au prochain rendez-vous électoral, après la dissolution de l'assemblée populaire communale (APC) aux mains du Front islamique du salut (FIS), cet entrepreneur de travaux publics, médéen de pure souche, a des idées et un programme.

Ne s'est-il pas promis de mettre, avant la fin de l'année, une cinquantaine de logements à la disposition des enseignants, d'ouvrir une soixantaine de classes, de construire quelques toilettes publiques? Déjà, à l'occasion de la fête du Mouhoul, cet homme pressé a organisé, coupe à l'appui, un tournoi de football entre les trente-quatre quartiers de «sa» ville. «C'est une course contre le montre que l'on doit mener, insiste-t-il, car le temps ne travaille pas pour nous».

Médéa la montagnarde, joliment plantée au milieu de vergers et de vignobles, à une centaine de kilomètres au sud de la capitale, n'est pas mieux lotie que les autres villes algériennes. Ici comme ailleurs, ses habitants - près de cent mille - réclament un toit et un emploi. D'une pierre, deux coups : Farouk Hamdine entend les satisfaire en relançant le secteur du bâtiment. A l'an creux, des investisseurs étrangers s'inscriraient à ses projets auxquels il ne désespère pas d'associer certains pieds-noirs qui vivaient là avant l'indépendance, «les anciens d'au-delà de la mer». Il compte surtout sur l'Etat - qui l'a mis en selle - pour lui donner les moyens de ses ambitions. Sinon, il tirera sa révérence.

## Les «barbares» du modernisme

Il ne déplaît probablement pas à la «bonne société» de cette cité plus qu'millénaire, conservatrice en diable, que, malgré l'afflux de vagues d'immigrés, l'air du pavé, de voir ce maître ad interm modifier ses ardeurs, voire même échouer dans ses entreprises. Ici, en effet, on vit replié sur soi-même, sur la défensive, méfiant à l'encontre de tout ce qui pourrait bousculer un tantinet l'ordre des choses. «On a dû mal à s'entendre avec des gens trop civilisés et un peu libéraux», avoue un professeur d'histoire.

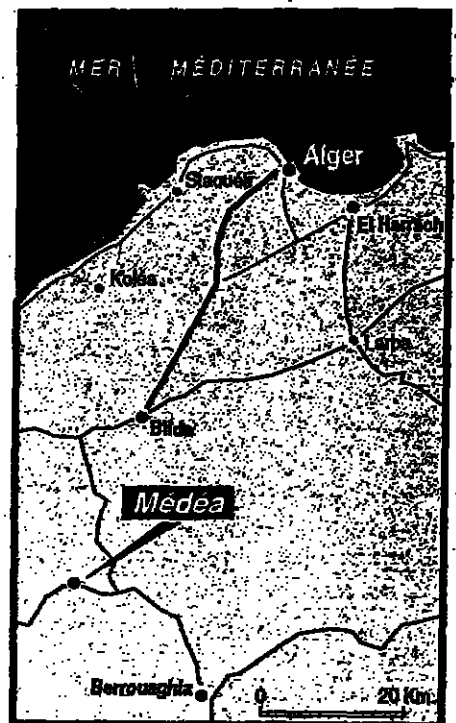
Presque par anachronisme, les Médéens ont le bosse du petit commerce, le goût de l'argent facile, le souci de leur intérêt bien compris. C'est dire que le marché noir, notamment alimenté par des filières marocaines, semble encore avoir de beaux jours devant lui. «Celle qui se risquerait à vouloir supprimer le tabac, s'y casserait les dents», avertisseur les gens du cru qui, au demeurant, ne trouvent pas mieux à faire pour joindre les deux bouts.

Si les Médéens hâtent sans relâche des ateliers de fabrication de chaussures, ils ont, en revanche, toujours bataillé dur pour éloigner de grands projets de développement économique qui auraient charité avec eux des flots d'étrangers aux mœurs bizarres. Ainsi ont-ils «déroulé» une fondation vers Berrougahia, à une

vingtaine de kilomètres de chez eux, et n'ont-ils toléré l'installation d'un «complexe antiterroriste» qu'à bonne distance de leur ville.

Bien difficile, pourtant, de colmater toutes les brèches ouvertes par les agressions de la vie moderne. Médéa la prude s'accroche, comme d'un pèché mignon, de l'antenne «paradiabolique» qui lui permet de capter des émissions étrangères. D'une moralité douteuse au regard de la loi islamique. La cité est au régime sec depuis la fin des années 60, mais ceux qui sont en manque de boissons alcoolisées descendent se désaltérer incognito à Blida. La drogue circule sous le manteau : «ici, on consomme hard», assure un habitant. La petite délinquance gagne du terrain, jusqu'à l'intérieur même des mosquées : «il est hasardeux d'aller prier avec des sandales neuves aux pieds et des dinars en poche», soulignent un autochtone.

Comme s'ils cherchaient à faire oublier ces «barbares», les Médéens, très attachés à la langue arabe - la langue du Coran - se sont jetés, à cœur perdu, dans la défense de la cause



islamique. Avec d'autant plus d'acharnement qu'ils reprochent aux «ethnies du FLN» de leur avoir forcé la main, de les avoir poussés à la faim.

Cette ville qui se refuse encore à appliquer le principe de la mixité dans les établissements scolaires et dans les rues de laquelle les femmes sont rares à se hasarder, même voilées - sauf pour se rendre au bain maure ou à la mosquée - avait suivi, unanimement, en juin 1991, l'appel à la grève générale lancé par le FIS. Avec un égal enthousiasme, le 26 décembre dernier,

lors du premier tour des élections législatives, elle avait apporté ses suffrages au candidat du «part de Dieu». Au point que d'aucuns la voyaient bientôt promue au rang de cité sainte...

Les Médéens se sont longtemps nourris des prêches enflammés de certains imams de retour d'Arabie saoudite. Les librairies de la ville contiennent de leur propos, sur cassettes, des sermons d'intégristes égyptiens et, sur papier, des ouvrages d'apologues islamiques, anti-modernistes à souhait. Retour de bâton : quelques trois cents «théorèmes» du cru - ou considérés comme tels - ont été expédiés au Sahara pour se changer les idées dans des «centres de détention» ouverts à leur intention. Une trentaine y seraient encore détenus. Les autres sont, aujourd'hui, rentrés chez eux, accueillis en héros.

## «Usurpateurs et vrais élus»

Assigné à résidence à Médéa, Ali, qui a séjourné au désert quatre bons mois, juge, après coup, cette expérience «très bénéfique». Certes, reconnaît ce militant du FIS, «l'hygiène, les soins et la nourriture laissaient à désirer». Mais, ajoute-t-il en souriant avec malice, «nous n'avons jamais eu l'impression d'être en prison. Personne ne nous dérangeait. On a pu faire du bon travail».

«Il n'y avait pas de temps mort pendant la journée, raconte Ali. Le sport se pratiquait après 17 heures. On a pu consolider nos connaissances sur l'islam et échanger nos expériences. Maintenant, on va rester en contact. J'ai pu dire avoir côtoyé «beaucoup d'intellectuels» dans ce camp où près de trois mille suspects furent un temps rassemblés, se félicite d'avoir désormais des amis partout en Algérie : «ils me raccompagneront, et je n'aurais plus à descendre à l'hôtel...»

L'esprit serein, fortifié dans ses convictions islamiques après cette retraite au désert, Ali a aujourd'hui repris «sans problème» son poste de fonctionnaire à Médéa. Le doute ne l'effleure même plus. La cause est entendue : le FIS tient la victoire presque à portée de main, car, explique-t-il, «nous sommes dans le peuple et nous vivons avec lui».

Ali et les siens - qui se disent, malgré tout, ouverts au dialogue - sont-ils prêts à faire cause commune avec Farouk Hamdine pour l'aider à sortir Médéa de sa torpeur? «Mon équipe et moi-même sommes totalement apolitiques», clame le président de la Délégation exécutive, qui se défend d'être «un agent de l'Etat» et en appelle à «l'honneur» des islamistes pour lui «donner un coup de main».

Cette main tendue, bien peu d'intégristes semblent, a priori, enclins à la saisir. «Il ne faudrait quand même pas oublier que ces nouveaux élus choisis par le pouvoir ont pris la place de vrais élus, qu'ils sont, tout bonnement, des usurpateurs», grogne un sympathisant du FIS.

Fin de non-recevoir? En dernier ressort, les Médéens trancheront. Une fois encore, ne seront-ils pas tentés d'aller vers le moins offrant, celui qui, en tout cas, lui parlera le langage d'un conservatisme bon teint aux couleurs de l'islam?

JACQUES DE BARRIN



## ASIE

### M. Rao ce surprenant brahmane

Suite de la première page

De fait, vieillard malade à ses débuts, M. Rao, jeune, semble ne s'être jamais bien porté. Chef d'un gouvernement minoritaire, il a réussi à diviser l'opposition socialiste du Janata Dal, à museler ses puissants rivaux du Parti du peuple hindou (BJP, nationaliste), et à se rallier différentes formations régionales. Résultat : le mois dernier, il est parvenu à obtenir la majorité parlementaire. Leader désormais incontestable, sinon incontesté, du Congrès, il a su imposer son style, sa vision et son leadership à ses adversaires. Loin d'imaginer que cet homme discret, presque effacé, finirait par se prendre au jeu, ceux-ci sont à présent obligés de s'incliner devant la maîtrise du premier ministre.

Paradoxe M. Rao ! Disciple d'Indira Gandhi, élevé dans le sillage d'une dynastie républicaine qui a marqué de son sceau le destin de l'Inde indépendante, il est le premier chef du Congrès à prouver que son pays peut se passer de « la famille ». L'homme qui, naguère, rappelait d'une voix altérée par l'émotion sa « longue association » avec les Gandhi s'emploie aujourd'hui à liquider le « socialisme à la Nehru », en conduisant, prudemment, le pays vers l'économie de marché.

Qu'ajouter au portrait de ce spécialiste du sanscrit qui se pique d'informaticien, de ce linguiste distingué qui, outre quatre langues indiennes, connaît l'espagnol, le persan et l'arabe, de cet homme qui se promène chaque matin dans son jardin en écoutant Beethoven sur son Walkman, de cet hindou fier d'astrologie et écoutant les conseils de ses gourous mais qui promet aussi de conduire son pays sur les « chemins du vingt et unième siècle » dont avait rêvé - en vain - feu le moderne Rajiv Gandhi ? Que dire encore de ce brahmane, issu d'une famille de grands propriétaires terriens, qui, après sa nomination au poste de chef ministre (premier ministre) de son Etat natal, l'Andhra Pradesh, décida, au début des années 70, de se séparer d'une partie de ses terres pour respecter la réforme agraire ?

#### Un garant de stabilité

Certes, Narasimha Rao ne possède rien du charisme d'un Nehru. Il n'entretient non plus aucune relation personnelle avec les foules qui vibrent jadis pour Indira. Le visage austère et un peu ingrat, la lippe boudeuse, M. Rao tranche sur un Rajiv dont le physique de jeune premier et l'aura moderniste avaient soulevé tant d'espoirs. Mais la clé de son succès réside peut-être, précisément, en ce qu'il ressemble si peu aux Gandhi, héritiers d'une élite anglicisée que leur éducation avait peu à peu coupé des masses et de la réalité de l'Inde éternelle. C'est son image d'hindou traditionnel et sa réputation de politicien sage qui expliquent sa popularité.

Son succès, Narasimha Rao le doit aussi au fait d'être arrivé au bon moment. Certaines de ses décisions ont sans doute été courageuses, voire

historiques, mais il est vrai qu'il n'a guère eu le choix. Il a hérité d'un pays au bord de la faillite, d'une nation meurtrie par ses divisions et ensablée par les assauts des séparatistes. On se demande, alors, si l'Inde n'est pas près d'éclater. Le nouveau chef du gouvernement dispose pourtant d'un avantage : les deux années de gouvernement minoritaire du parti socialiste Janata se sont soldées par un échec, et les Indiens perçoivent à nouveau le Congrès comme garant de la stabilité.

Durant les quinze premiers mois de pouvoir de M. Rao, la situation d'un Pendjab aux prises avec la violence des indépendantistes sikhs ne s'est pourtant guère améliorée, en dépit de l'organisation d'élections locales et de récents succès policiers. Quant au Cachemire, où les séparatistes musulmans bénéficient d'un soutien impressionnant dans la population, il s'enfoncé chaque jour un peu plus dans la guerre civile, et aucune solution ne semble en vue.

C'est donc ailleurs, sur les terrains de l'économie et de la politique intérieure, que M. Rao a changé le climat. Ce changement se manifeste en particulier dans sa volonté d'en finir avec le culte de la personnalité. Au gouvernement, Narasimha Rao tend à déléguer aux ministres plus de pouvoir que ses prédécesseurs. Au sein d'un Congrès où, sous Indira, puis sous Rajiv, aucun débat interne n'était plus toléré, la discussion a repris.

Tout au long de l'année, M. Rao a bataillé ferme pour faire passer ses réformes économiques auprès de militants réticents à épouser les valeurs du capitalisme. « Il contrôle bien mieux le Congrès que Rajiv mais, en même temps, on n'a jamais vu s'exprimer aussi ouvertement ceux qui sont en désaccord avec leur président », résume Ajay Bose, journaliste au quotidien *The Times*.

Certains, pourtant, commencent à noter - un peu tard - que l'énergie déployée par M. Rao pour prévenir tout affrontement et promouvoir une image consensuelle relève peut-être plus de la subtilité d'un manœuvrier que de la ferme volonté d'un « démocrate ». Certains congressistes ont même l'impression d'avoir été roués dans la farine : « Il fait semblant de consulter, observe l'un d'eux, mais quand il s'agit de prendre les décisions il nous met devant le fait accompli ».

BRUNO PHILIP

■ **SRI LANKA** : vingt morts dans des combats entre soldats et séparatistes. - Au moins dix-huit soldats sri-lankais et deux séparatistes tamouls ont été tués, vendredi 25 septembre, lors d'une attaque contre une place forte de l'armée à l'extrême nord de l'île. Des séparatistes du LTTE (Tigres de libération de l'Est tamoul) ont pris d'assaut des positions gouvernementales à Pooneryn. Les Tigres, qui revendiquent la création, dans le nord-est du pays, d'un « Etat indépendant de Colombo, ont tué six cent trente-trois gouvernementaux depuis avril. - (AFP, Reuters.)

■ **PHILIPPINES** : Ferdinand Marcos jugé aux Etats-Unis à titre posthume. - Un jury américain de Honolulu (Hawaï), a reconnu, jeudi 24 septembre, l'ancien dictateur des Philippines Ferdinand Marcos (mort en 1989) responsable des atrocités commises dans son pays durant les quinze années où la loi martiale a été en vigueur (1972-1986). L'ancien des parties civiles, M. Robert Swift, a estimé que plus de 7 000 personnes ont été torturées et 2 500 exécutées, et que 750 autres ont disparu. Les jurés ont estimé que la fortune de Marcos devrait servir à verser des dommages et intérêts à 10 000 plaignants. - (AFP, Reuters, UPI.)

## A TRAVERS LE MONDE

### CAMBODGE

M. Boutros-Ghali fait appel à Paris et à Jakarta pour « sortir de l'impasse »

M. Boutros-Ghali, secrétaire général de l'ONU, a demandé, jeudi 24 septembre, aux ministres des affaires étrangères de France et d'Indonésie, coprésidents de la conférence de Paris sur le Cambodge, d'entreprendre de nouvelles consultations avec les autres signataires de l'accord de paix. Il s'inquiète du refus persistant des Khmers rouges de respecter les étapes du plan de paix des Nations unies, s'agissant en particulier du désarmement des combattants. De sources françaises à l'ONU, on a fait savoir, vendredi que Paris souhaiterait qu'une réunion sur ce dossier ait lieu à New-York du 7 au 9 octobre.

M. Boutros-Ghali a indiqué, dans son rapport à l'Assemblée générale, qu'il était grand temps de « sortir de l'impasse actuelle ». Les Khmers rouges refusent toujours l'accès des zones qu'ils contrôlent à l'AFNAC (Autorité provisoire de l'ONU). Ils n'ont encore remis aucune de leurs armes, alors que les trois autres factions en ont déjà rendu quelque 50 000. Le secrétaire général a rappelé que des élections devraient avoir lieu en mai prochain, au plus tard, en

dépit d'un scepticisme croissant, à l'ONU, sur ce point. - (AFP, Reuters, UPI.)

### CUBA

L'éviction de M. Carlos Aldana confirmée

M. Roberto Robaina, premier secrétaire de l'Union des jeunes communistes, a confirmé, vendredi 25 septembre, que M. Carlos Aldana a été déchargé de ses fonctions de membre du bureau politique du PC cubain, chargé de l'idéologie, de la politique extérieure et de la culture.

M. Robaina, interrogé à Mexico où il était en visite, a précisé que cette éviction avait été votée par le bureau politique, dont il est lui-même membre, parce que le « numéro trois » cubain s'était octroyé « des privilèges de pouvoir », conduite qui « a affecté son prestige devant le peuple ». M. Robaina a indiqué que d'autres personnes proches de Carlos Aldana seront aussi limogées pour « graves erreurs personnelles ». - (AFP, UPI.)

### VIETNAM

M. Vo Van Kiet est reconduit au poste de premier ministre

Au lendemain de son élection comme président de la République par la nouvelle Assemblée nationale

(le Monde du 25 septembre), le général à la retraite Lê Duc Anh a proposé au poste de premier ministre M. Vo Van Kiet, chef du gouvernement sortant. Le candidat, unique, a recueilli 389 voix, sur les 393 députés présents.

M. Vo Van Kiet, soixante-neuf ans, numéro trois du Parti communiste, est un sudiste qui a œuvré en réformateur pragmatique depuis qu'il est arrivé à son poste il y a un an. Partisan d'approfondir l'économie de marché introduite après 1986, en particulier par l'ouverture aux capitaux étrangers, M. Vo Van Kiet est déjà crédité d'un succès dans la lutte contre l'inflation.

La désignation de M. Vo Van Kiet équilibre celle de M. Lê Duc Anh. Homme à poigne d'une rigoureuse orthodoxie, numéro deux du PCV après le secrétaire général M. Do Muoi, le nouveau président - que la révision constitutionnelle d'août 1991 a nommé - doit être le garant de la suprématie maintenue du Parti communiste.

Par ailleurs l'Assemblée a élu vice-présidente de la République M<sup>me</sup> Nguyen Thi Binh. L'ancienne négociatrice des accords de paix de 1973 avait connu une disgrâce en 1988, après avoir été dix ans ministre de l'éducation. Elle était depuis 1987 présidente de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée. Agée de soixante-cinq ans, elle devient la femme de plus haut rang dans la hiérarchie vietnamienne. - (AFP, AP, Reuters, UPI.)

**SORTIE LE 30 SEPTEMBRE**  
**• FESTIVAL DE CANNES 1992 •**  
**• PRIX DU JURY •**



## UNE VIE INDEPENDANTE



UN FILM DE  
**VITALI KANEVSKI**



Sauvage, fou,  
urgent,  
cent coudées  
au-dessus  
du cinéma courant.



BANQUE PARISIENNE

vent par l'academisme (la plus grande illusion)



## POLITIQUE

Dans la perspective d'un prochain remaniement

## M. Lalonde exclut toute participation des écologistes au gouvernement

M. Brice Lalonde, président de Génération Ecologie, ancien ministre de l'environnement, s'est prononcé, vendredi 25 septembre, pour une « seconde alternance », affirmant que les écologistes, en cas de remaniement ministériel, refuseraient d'entrer au gouvernement.

Se plaçant en situation de « patron » du mouvement écologiste français, M. Brice Lalonde a répondu par avance, vendredi 25 septembre, aux offres de service qui pourraient être faites à quelques-uns de ses amis par le premier ministre, à l'occasion d'un remaniement ministériel qui suivrait les élections sénatoriales. « Génération Ecologie comme les Verts ne veulent pas participer au gouvernement », a affirmé l'ancien ministre de l'environnement. « On peut participer à un gouvernement au début d'une législature, à partir d'un programme, quand il y a un souffle, mais pas dans un gouvernement à bout de souffle. Il faut que ce soit clair : nous ne voulons pas participer à un gouvernement de campagne électorale, nous ne voulons pas faire la campagne des autres. »

« Pendant que le PS mène campagne, je suppose, sur l'environnement, et je m'en frotte, parce que ce bilan est bon, a-t-il ajouté, nous mènerons campagne sur le social, parce que le bilan n'est pas bon. » Distillé dans le cadre d'une conférence de presse quelque peu solennelle, le message du président de Génération Ecologie s'adresse à trois destinataires. Aux premiers contestataires de « GE », tout d'abord, tels que M. Bernard Fraix, maire (ex-PS) de Grand-Couronne (Seine-Maritime) ou Yves Pietrasanta (MRC), maire de Mèze (Hérault), tous deux conseillers régionaux. « Comme nous entendons dire qu'il pourrait y avoir des écologistes dans le prochain gouvernement, nous devons dire que ce seraient des écologistes débâchés. S'ils viennent de chez nous, ils se seront mis d'eux-mêmes en dehors de Génération Ecologie pour entrer dans la Génération Fabius », a averti M. Lalonde.

## « Une seconde alternance »

A ceux des Verts, ensuite, y compris des partisans du « non » au référendum du 20 septembre dernier, qui reconnaissent avoir été contactés, ces derniers jours, par des intermédiaires se réclamant de M. Pierre Bérégovoy. Au Parti socialiste, enfin, et notamment à son actuel premier secrétaire, auquel (l'ancien ministre glisse ce compliment : « Le grand dessin est remplacé par les combines. Il n'y a pas de raison pour que le mouvement écologiste souffre du discrédit du PS et du gouvernement. » Rappelant à sa façon le concept du « oui gauche, ni droite » longtemps porté par M. Antoine Waechter, le président de Génération Ecologie préconise pour son mouvement, comme pour les Verts, une ligne de stricte autonomie. « Nous avons toujours été réservés sur l'alternance gauche-droite, a-t-il rappelé. Celle-ci est mauvaise pour l'écologie, qui doit être autonome. Je ne vois pas en quoi, aujourd'hui, l'opposition à un programme pour l'emploi, le monde rural ou les banlieues. Nous, nous voulons une seconde alternance. »

Goûtant assez peu les contacts au plus haut niveau dont se prévaut M. Waechter — ne seulement avec M. Laurent Fabius, comme l'affirmait encore tout récemment le porte-parole des Verts dans une interview au Figaro, mais aussi avec M. Michel Rocard, — c'est l'annonce d'une élection cantonale dans les Côtes-d'Armor, — Le tribunal administratif de Rennes a décidé, jeudi 24 septembre, d'annuler l'élection cantonale de Matignon (Côtes-d'Armor) à la suite d'un recours déposé par M. Yves Sabouret (UDF), ancien PDG de la Cinq, battu de cinq voix par M. Marie-Reine Tillon (PS). M. Sabouret, maire de Saint-Cast-le-Guildo, estimait que plusieurs bulletins avaient été « déclarés nuls à tort ». Après avoir constaté « certaines anomalies », le tribunal administratif a validé six bulletins, qui étaient, selon lui, « clairement destinés » à M. Sabouret et accordé un suffrage supplémentaire à M. Tillon. Les deux candidats sont ainsi crédités du même nombre de suffrages.

M. Lalonde propose désormais d'accompagner les Verts dans toutes leurs rencontres avec les autres partis. Fort mécontent, enfin, du report sine die du changement du mode de scrutin, l'ancien ministre agit très tranquillement cette menace : « On dit que le scrutin majoritaire amplifie les phénomènes ? Eh bien, on va voir les effets de cette amplification. Nous, ça fait si longtemps qu'on attend (d'être représenté au Parlement) qu'on peut bien encore attendre quelques années de plus. »

## « Jeu de quilles »

En clair, M. Lalonde ne craint pas de devoir tailler des croupiers à ses amis socialistes, en proposant le maintien au second tour des élections législatives des candidats écologistes. La reconstitution du paysage politique, qu'il appelle de ses vœux, passe, comme il le dit lui-même, par la pratique du « jeu de quilles ». Il est vrai que lui-même vise en priorité « un ticket », à l'élection présidentielle, avec M. Michel Rocard.

Les Verts, en revanche, imaginent que la pérennité de leur mouvement passe par une représentation à l'Assemblée nationale. Ainsi, leur chef de file, M. Waechter, n'a pas abandonné l'idée, semble-t-il, d'aboutir à un accord programmatique avec le PS, agrémenté de quelques « accommodements locaux ». L'un de ses proches, M. Guy Cambot, secrétaire national des Verts et partisan, à titre personnel, de participer « le plus tôt possible » au gouvernement, juge que le maintien systématique des écologistes au second tour des élections législatives aboutirait à « faire tomber soixante à soixante-dix députés socialistes supplémentaires » et à compromettre, du même coup, les chances du candidat du PS à la présidentielle. « Ce serait, dit-il, le massacre du PS pour un gain tout à fait dérisoire des écologistes. »

JEAN-LOUIS SAUX

## Cent trois sièges en jeu

Le Sénat, qui assure, selon la Constitution, « la représentation des collectivités territoriales de la République », est composé de 321 sièges renouvelables par tiers tous les trois ans. Le mandat de sénateur est de neuf ans. Cette année, la liste des départements soumis au renouvellement comprend les départements métropolitains allant de l'Indre-et-Loire aux Pyrénées-Orientales (30 départements et 94 sièges), à l'exception de Paris. S'y ajoutent un DOM, la Réunion (3 sièges), un TOM, la Nouvelle-Calédonie (1 siège) et quatre sièges de sénateurs des Français établis hors de France, qui sont représentés uniquement au Sénat. Une élection partielle aura également lieu le 27 septembre dans le Bas-Rhin pour pourvoir à un siège devenu vacant à la suite d'un décès. Au total, 103 sièges sont en jeu.

Les sénateurs sont élus dans les départements par un collège de grands électeurs composé des députés, des conseillers généraux et régionaux du département, dont le nombre, inférieur ou supérieur, selon les cas, à celui des conseillers municipaux, varie en fonction de la taille de la commune et qui représentent à eux seuls plus de 94 % du collège. Dans les départements qui élisent moins de cinq sénateurs — ce nombre est lui aussi rapporté à la population du département — l'élection a lieu au scrutin majoritaire à deux tours. Dans les départements qui élisent cinq sénateurs et plus, l'élection se fait par liste à la proportionnelle.

La présidence du Sénat, qui assure l'interim en cas de vacance à la présidence de la République, est soumise à réélection après chaque renouvellement triennal. Cette élection a lieu le jour même de l'ouverture de la session parlementaire. Le candidat doit recueillir au moins la majorité absolue des suffrages au cours des deux premiers tours de scrutin pour être élu. Au troisième tour, la majorité relative suffit.

Les élections sénatoriales

## Passage de témoin

Suite de la première page

En tout état de cause, ils ne contrarieront pas l'hégémonie de l'UDF et du RPR, qui fait du Sénat au mieux un contre-pouvoir lorsque la gauche gouverne, au pire une chambre d'enregistrement lorsque c'est la droite qui tient les commandes de l'Etat. Fort des bonnes élections municipales de 1989, le groupe socialiste, qui compte aujourd'hui MM. Michel Charasse et Pierre Mauroy, devrait bien se comporter, tout comme le groupe RPR, contrairement au groupe des Républicains et des indépendants, en majorité UDF-RPR, et à celui du Rassemblement démocratique et européen (RDE), descendant un peu anachronique de l'ancien groupe de la Gauche démocratique, où cohabitent les deux branches de la famille radicale. Le groupe communiste ambitionne de se maintenir en l'état, tout comme l'Union centriste.

## Jeu de massacre

Eclipsée par le référendum sur la ratification du traité de Maastricht, la campagne sénatoriale s'est déroulée dans l'indifférence coutumière. Après le vote des grands électeurs, la partie qui s'ouvrira pour la succession de l'actuel président sera en revanche beaucoup plus animée. En 1989, M. Polier, et à celui du RDE, descendant un peu anachronique de l'ancien groupe de la Gauche démocratique, où cohabitent les deux branches de la famille radicale. Le groupe communiste ambitionne de se maintenir en l'état, tout comme l'Union centriste.

Comment éviter que ces rivalités ne débouchent une fois encore sur un jeu de massacre qui ferait le jeu du RPR, alors que M. Taittinger veut déjà croquer le fer avec M. Larché dans le cadre de leur groupe ? En février dernier, avant les élections régionales, M. Valéry Giscard d'Estaing, président de l'UDF, évoqua avec insistance l'idée d'une « primaire » générale rassemblant les trois groupes, reprenant ainsi une idée avancée quelques mois auparavant par M. Gérard Longuet, président du Parti républicain. Relayée avec une vigueur fort peu sénatoriale par M. Faurcade, l'idée risque finalement de faire long feu. Seuls les centristes sont partisans d'une telle procédure. M. Ernest Cartigny, président du RDE, croit savoir qu'elle sera de toute façon inefficace, et M. Marcel Lucotte, pour les Républicains et indépendants, s'oppose à ce qu'il tient pour une machine de guerre contre le RPR et contre son président au Sénat, ce qu'elle serait effectivement si elle était expérimentée.

Même s'il a pour l'instant des ambitions autres que celle de présidence-ci, M. Pasqua ne reste pas

(67 membres), les Républicains et indépendants (51) et le Rassemblement démocratique et européen (23). Unis face au puissant RPR (91 sénateurs), ces trois groupes disposent en théorie de la majorité relative. Pour leur malheur, ils nourrissent en leur sein de multiples ambitions concurrentes qui se sont déjà heurtées il y a trois ans.

Candidats en 1989, MM. René Monory et Daniel Hoefel pour les centristes, Pierre-Christian Taittinger et Jacques Larché pour les Républicains et indépendants, pour ne parler que d'eux, ont fait savoir depuis longtemps à leurs proches qu'ils allaient tenter de briguer à nouveau la présidence. Plus l'échéance se rapproche, plus elle inspire les audaces. M. Jean-Pierre Faurcade, sénateur (Rég. et Ind.) des Hauts-de-Seine, a ainsi dressé, jeudi 24 septembre sur France 2, un portrait-robot du futur président du Sénat ressemblant furieusement à... Jean-Pierre Faurcade.

Comment éviter que ces rivalités ne débouchent une fois encore sur un jeu de massacre qui ferait le jeu du RPR, alors que M. Taittinger veut déjà croquer le fer avec M. Larché dans le cadre de leur groupe ? En février dernier, avant les élections régionales, M. Valéry Giscard d'Estaing, président de l'UDF, évoqua avec insistance l'idée d'une « primaire » générale rassemblant les trois groupes, reprenant ainsi une idée avancée quelques mois auparavant par M. Gérard Longuet, président du Parti républicain. Relayée avec une vigueur fort peu sénatoriale par M. Faurcade, l'idée risque finalement de faire long feu. Seuls les centristes sont partisans d'une telle procédure. M. Ernest Cartigny, président du RDE, croit savoir qu'elle sera de toute façon inefficace, et M. Marcel Lucotte, pour les Républicains et indépendants, s'oppose à ce qu'il tient pour une machine de guerre contre le RPR et contre son président au Sénat, ce qu'elle serait effectivement si elle était expérimentée.

Même s'il a pour l'instant des ambitions autres que celle de présidence-ci, M. Pasqua ne reste pas

inerte. Il n'a guère de chance de pouvoir imposer un candidat issu du RPR, mais se réserve toujours la possibilité de choisir « son » candidat au sein de l'UDF. Marginalisé au Sénat pendant la révision de la Constitution dans la perspective de la ratification du traité de Maastricht, M. Pasqua a contre-attaqué en maintenant l'incertitude sur son éventuelle candidature et en proposant une « primaire » ouverte à l'ensemble de la droite sénatoriale, RPR compris. Il s'agit, selon lui, à quelques mois de l'alternance, du seul moyen de préserver quelques sénateurs inconscients de la tentation de rechercher auprès des socialistes des voix assurant leur victoire.

En effet, le groupe PS a fait savoir avant l'été qu'il s'opposera par tous les moyens à l'élection de l'ancien ministre de l'Intérieur, quitte à voter pour un sénateur de la droite modérée. A présent, il n'exclut même plus d'intervenir s'il croit voir derrière la candidature d'un sénateur Républicain et indépendant l'œuvre de M. Pasqua, justifiant ainsi, non sans maladresse, le raisonnement du sénateur des Hauts-de-Seine.

## Quarante-cinq ans de « perchoir »

Sous des dehors qu'il est le palais du Luxembourg s'approprie donc à vivre une rude épreuve. L'utilisation pour le moins cynique de l'état de siège de tel ou tel dans la course à la présidence témoigne, si besoin était, de l'après de la lutte. L'hospitalisation de M. François Mitterrand n'a pas contribué à calmer les esprits. Certes, le changement de président est un fait presque exceptionnel au Sénat. A eux deux, M. Poher et son prédécesseur aujourd'hui disparu, Gaston Monnerville, totalisent quarante-cinq ans de « perchoir ».

Ce passage de témoin pourrait redonner un peu d'énergie à une institution qui en a bien besoin, même si elle enregistre encore ponctuellement de beaux succès, comme à l'occasion de la révision constitutionnelle — elle était alors exceptionnellement sur un pied d'égalité avec l'Assemblée nationale — où elle a imposé ses vues au gouvernement. Mais il faudrait tout d'abord que l'efficacité des décisions, la conclusion aidant, le Stamp de bataille d'intérêts parlementaires ne s'efface pas. Or, si les Français les jugent avant tout « apolitiques » et « conservateurs », et estiment que leur fonction était moins « importante » que celle d'un député, d'un maire, d'un conseiller général ou régional, ou même d'un député européen (1).

De quoi les inciter à une modestie, dont M. Poher était d'ailleurs « tout gonflé », selon le mot de Pierre Vismann-Ponté (2), au terme de la nuit qui le voyait proclamé président par surprise du Sénat, le 3 octobre 1988.

GILLES PARIS

(1) Sondage commandé par le Sénat à la SOFRES et effectué du 14 au 16 juin 1990 auprès de mille personnes.

(2) Pierre Vismann-Ponté, Histoire de la République gaullienne.

o M. de Charette (UDF) : l'opposition doit « fixer devant le peuple » les « conditions » de la collaboration. — M. Hervé de Charette, député général des clubs Perspectives et Solidarité, membre du bureau politique de l'UDF, estime dans une interview à la Croix du 26 septembre, que « la France a besoin dans les cinq ans qui viennent d'une majorité claire et d'un exécutif cohérent », mais que « c'est au président de la République de résoudre cette question ». S'il s'y refusait, ajoute-t-il, en se plaçant dans l'hypothèse d'une victoire de l'opposition aux élections législatives, je ne vois pas comment une nouvelle majorité parlementaire pourrait refuser d'assumer ses responsabilités, mais elle aurait à en fixer devant le peuple les modalités et les conditions. »

o M. Longuet (PR) : « en cas de victoire, l'opposition « ne peut pas accepter un vide gouvernemental ». — M. Gérard Longuet, président du Parti républicain, a affirmé, vendredi 25 septembre, que si l'opposition l'emporte en mars 1993 le président de la République devrait « jouer les présidentiels le plus tôt possible » car, a-t-il dit, « il y a une nouvelle majorité parlementaire et si la présidentielle est à date incertaine avec un résultat incertain, la France sera affaiblie ». « On ne peut pas accepter un vide gouvernemental, c'est impossible, a précisé M. Longuet. En revanche, ce que nous pouvons faire, c'est préparer les élections présidentielles, mettre en place la mécanique des élections, pour être certains d'être prêts à tout moment à prendre nos responsabilités. (...) C'est à François Mitterrand qu'appartient la réponse. »

## LIVRES POLITIQUES

Ce référendum sur l'Union européenne aura eu au moins le mérite de révéler l'ambivalence des motivations profondes des électeurs : l'espérance européenne et l'attachement à la nation, l'intérêt de la gestion communautaire et l'exigence de rester maître chez soi, le rejet de la technocratie et le désaffection à l'égard de la classe politique. Et, en sous-jacent, ce sentiment confus d'incompréhension, de déphasage, de coupure, entre la complexité du dessin collectif et le sort des individus. Sentiment que l'on a attribué à « un déficit démocratique ».

Tout le monde, maintenant, en convient : il faut faire quelque chose dans ce domaine. Soit. Cependant, la question du déficit démocratique ne se pose pas à l'égard de la classe politique, mais à l'égard de la technocratie nationale, qui fournit abondamment le vivre politique, mais à propos du système tout entier qui nous régit. C'est, on le sait bien, une suspicion malvenue dans l'univers désormais confortablement installé de la V<sup>e</sup> République ; elle paraît même saugrenue à certains de ceux qui, autrefois, l'exprimaient avec le plus de force, comme si la sagesse tirée de l'expérience du pouvoir les avait, depuis, rassurés. N'y a-t-on pas gagné en stabilité gouvernementale (voir la malheureuse Italie) et ne vote-t-on pas assez en France, à tous les niveaux de pouvoir ? Ce récent référendum n'est-il pas un brevet de démocratie ?

Il est toujours agaçant de se voir opposer des questions en réponse à la question que l'on pose. D'accord, la stabilité est acquise, mais, que l'on sache, tout le monde ne s'en satisfait pas, si aisément ! Il est vrai que la sélection électorale fonctionne en France mais, dès lors que de plus

## Contrôle de gestion

en plus de citoyens s'en désintéressent, dès lors qu'une consultation comme celle du 20 septembre traduit des clivages et un désarroi dont les premiers experts, les politiciens, ne soupçonnaient pas la profondeur, il y a lieu de penser que le vote, s'il en reste le fondement, n'est pas à lui seul toute la démocratie. Celle-ci suppose des institutions qui assurent le partage du pouvoir et son contrôle, faute de quoi elle se pervertit. Au moment où il paraît nécessaire d'en rééquilibrer le bilan, il serait tout aussi opportun de s'interroger sur la manière dont elle fonctionne en France. Ce que fait Jean-François Revel, qui n'a pas attendu les années 90 pour s'en préoccuper : il revient à la charge — et à charge — pour dénoncer, dans un essai, « L'absolue inefficacité du présidentisme à la française ».

Bien qu'il ne le ménage pas et qu'il lui reproche d'avoir aggravé la perversion du système, c'est moins François Mitterrand qu'il accuse que l'institution-clé de la V<sup>e</sup> République, dont il souligne l'hypertrophie et réclame la normalisation. Le président de la République détiend, explique-t-il, un pouvoir unidimensionnel en face duquel la fonction de premier ministre est « une fiction ». Si celui-ci prétend exister par lui-même, il est voué, l'expérience l'a prouvé, à s'effacer plus ou moins spontanément. « Le pouvoir réel se concentre au palais de l'Élysée encore plus sous le président Pompidou que sous Giscard ou sous Pompidou, et incomparablement plus sous Mitterrand que sous tous ses prédécesseurs », affirme l'auteur. Il en donne divers exemples, parmi lesquels celui-ci, qui lui paraît particulièrement significatif : « Une des occupations principales du président, plus

contraignant instrument de pouvoir et son plus sûr moyen de s'assurer la survie des individus, c'est la nomination à tous les emplois publics et moins publics, le libre et arbitraire distribution des places, prébendes et sinécures. »

L'hypertrophie présidentielle est d'autant plus néfaste, selon Jean-François Revel, qu'elle est entachée d'irresponsabilité. C'est, affirme-t-il, « la grande maladie du régime... qui se répand du haut en bas de l'appareil d'Etat ». Paradoxalement, malgré les moyens dont elle dispose et la durée qui lui a été accordée, elle ne s'est pas redressée, à l'usage, très efficace. En plus de dix ans, dit l'auteur, « le système Mitterrand » n'a réalisé aucune des réformes dont la société avait besoin. « Notre présidence transcendantale n'a traité en profondeur ni le statut de la fonction publique, ni l'éducation secondaire ou tertiaire, ni les universités, ni la fiscalité, ni la Sécurité sociale et les retraites, ni l'immigration, ni la sécurité face aux crimes et aux délits, ni la police, la justice, les prisons, ni la santé publique et les hôpitaux, ni le chômage et la formation professionnelle, ni la corruption qui a empiré », écrit-il, au risque d'en exiger plus qu'il n'est humainement et politiquement réalisable.

Outre que la plupart de ces problèmes se posent depuis plus de dix ans, qu'ils ne sont pas tous propres à la France et ne trouvent pas ailleurs de solutions plus rapides, rien n'assure que la société française soit prête à mettre en œuvre démocratiquement les réformes dont elle aurait besoin : il y a, en elle, des contradictions qui dépassent le rôle fonctionnel des institutions.

Celles de la V<sup>e</sup>, si contestables qu'elles paraissent, n'ont pas été qu'improductives, quel que soit le

président en place. A leur façon, elle ont accompagné une lente mutation de la société française. Sont-elles toujours aussi en accord avec leur temps ? N'ont-elles pas fini par accentuer le décalage entre le système politique et la société civile ? L'analyse sociologique des résultats du référendum livre à cet égard des enseignements qui appellent plusieurs lectures. Certes, il convient de prendre en compte les significations multiples du « non », si l'on veut renforcer une cohésion sociale qui s'effrite, mais il ne faudrait pas oublier celles du « oui », sous prétexte que les couches de l'électorat qui se sont exprimées par le refus trouvent plus naturellement dans le jeu politique traditionnel et le système électoral. La victoire du « oui », si mesurée qu'elle soit, a été acquise dans une conjoncture plutôt contraire. Cela ne lui donne sûrement pas le droit d'ignorer le « non » mais l'autorise à faire valoir le pesant sociologique et, donc, politique qu'elle représente. Il serait temps de prendre acte de cette mutation dans les structures du système politique et dans le contenu de ses discours.

Jean-François Revel participe, à sa manière, à cette nécessaire remise en cause, et ses plus forts arguments contre les travers et limites du régime présidentiel à la française troubleront les plus blasés, ou ceux qui croient que le problème n'est pas là. Ce n'est évidemment pas la seule réduction du mandat présidentiel qui renouvellera l'institution et corrigera ses dérives successives : il faudrait la rééquilibrer (les exemples ne manquent pas à l'étranger, comme le rappelle l'auteur) dans un sens plus conforme à ce que l'on attend d'une démocratie moderne. Car il y a bien, en effet, un déficit très français de ce côté-là.

► L'absolutisme inefficace, de Jean-François Revel. Pion, 190 pages, 95 F.

L'avenir



## Le Monde

# HEURES LOCALES

## L'avenir au pied des tours

Vingt ans après leur achèvement, deux villes du département des Yvelines célèbrent leur renouveau, Mantes-la-Jolie en démolissant, La Verrière en réhabilitant



MANTES-LA-JOLIE  
de notre envoyé spécial

UNE partie du quartier du Val-Fourré à Mantes-la-Jolie, le plus grand ensemble de France avec plus de 25 000 habitants, devait être évacuée samedi 26 septembre. Devant un aréopage de ministres et de personnalités, quatre tours de vingt étages, murées depuis plusieurs mois, devaient être démolies. Ainsi, en moins de deux heures, 480 logements seront réduits en gravats. Dans les mois qui viennent, les terrains libérés vont être aménagés en espaces paysagers et en aires de jeux. La municipalité de Mantes-la-Jolie a choisi ce moment symbolique pour dévoiler un ambitieux projet de ville.

Le quartier du Val-Fourré pèse depuis vingt ans sur le développement de Mantes-la-Jolie. Les 15 000 habitants de cette cité de la vallée de la Seine ont en effet vu s'installer aux portes de la ville un grand ensemble qui a accueilli jusqu'à 30 000 personnes. Conçu à la fin des années 50 à la demande de la municipalité, le Val-Fourré devait être un laboratoire de l'innovation urbaine. Les urbanistes du monde entier ont visité le chantier. Le « confort moderne » des barres et des tours a attiré employés et ouvriers, pressés de quitter leur habitat insalubre ou leurs fermes des environs.

La municipalité souhaitait 3 000 logements. L'Etat, qui finançait en partie l'opération, même si Mantes-la-Jolie avait refusé le statut de ville nouvelle, en imposa 5 800. Les sociétés d'HLM en construisirent finalement 8 300 jusqu'en 1977. Au détriment de la plupart des équipements sociaux, qui ne virent jamais le jour.

À la fin des années 70, les premiers habitants du Val-Fourré quittent les tours qui se dégradent. Souvent pour accéder à la propriété dans les «chalandonnets» qui se construisent à Mantes-la-Ville, Magnanville, Buchelay, les communes environnantes. Ils sont progressivement remplacés par des ouvriers immigrés qui travaillent dans les industries des environs : Renault à Flins, La Celophane, Dunlop. La crise économique frappe cette population où le taux de chômage atteint aujourd'hui 20 %. Le quartier concentre les problèmes sociaux. Au cours d'incidents plus violents que les autres, trois personnes (deux jeunes et une femme policière) trouvent la mort au printemps 1991. Mantes-la-Jolie devient synonyme de « drame des banlieues ».

### De nouveaux équipements sociaux

Une catastrophe pour le maire, M. Paul Picard (PS), qui se bat depuis 1977 pour relancer le développement de sa ville : « Des mon arrivée, j'avais réussi à empêcher la construction de nouvelles tours au Val-Fourré. Puis j'avais lancé, il y a plus de sept ans, une réflexion pour définir un projet pour la ville. Nous le présentons à la population, alors que les premières réalisations vont voir le jour. » M. François Lencle, secrétaire d'Etat à la ville, devait signer, samedi 26 septembre, le contrat de ville du Mantois-Val de Seine, avec Mantes-la-Jolie et six autres communes. Il va permettre de réaliser, ces trois prochaines années, un programme de 800 millions de francs (450 millions seront pris en charge par l'Etat) sur l'agglomération.

Ces équipements permettront d'améliorer la formation : deux départements d'IUT ouvriront à la rentrée prochaine. Un nouvel hôpital va être construit avec plusieurs années d'avance sur les prévisions du Plan. Des structures seront mises en place pour l'insertion des plus défavorisés et pour l'accueil des handicapés et des personnes âgées. L'accès au logement va être facilité, les infrastructures routières et les transports en commun développés. Des équipements socio-éducatifs (maison du citoyen, salles de sport, locaux pour les jeunes) vont être créés. Enfin, le fonctionnement des services publics va être amélioré.

Ce contrat de ville va être accompagné de mesures plus spécifiques pour Mantes-la-Jolie : signature d'un plan local de sécurité, construction d'un nouvel hôtel de police. La ville a choisi cette date pour présenter un projet urbain, dont la conception et la réalisation ont également reçu l'appui des pouvoirs publics. Intitulé « Une image à bâtir », il a été élaboré par l'Agence d'urbanisme du Mantois et dresse, sans concession, le tableau des handicaps et des atouts dont dispose la ville et l'agglomération. Bien qu'à trente-cinq minutes seulement de la gare

Saint-Lazare, Mantes est une ville en marge du département des Yvelines et de la région Ile-de-France. Elle n'a pas de centre, son tissu urbain est fractionné par l'autoroute A 13, les voies ferrées et la Seine.

Mais Mantes-la-Jolie bénéficie aussi d'une vitrine exceptionnelle avec des terrains disponibles en bordure de l'autoroute de l'Ouest. L'environnement, avec les boucles de la Seine, le parc régional du Vexin et la campagne normande, est superbe. La tradition industrielle de la région perdure malgré la crise.

Le centre de la cité va donc être restructuré autour de trois pôles : la collégiale, les gares et une nouvelle passerelle vers Mantes-la-Ville, afin d'attirer à nouveau les commerces et les services nécessaires à une agglomération qui pourrait passer de 100 000 à 150 000 habitants d'ici à 2015. Des voies transversales vont être percées dans la ville, les accès à la Seine améliorés. La circulation va être déviée pour faire de la RN 13 un véritable boulevard urbain qui reliera la vieille ville à de nouvelles activités à l'ouest de la cité. Ainsi, le Val-Fourré, lui-même recomposé, devrait redevenir un quartier comme les autres.

### • Tourner une page d'histoire •

M. Picard a choisi la démolition des quatre tours du Val-Fourré plutôt que leur réhabilitation, parce qu'il fallait un « symbole pour tourner une page d'histoire ». M. Jacques Boyer (PS), maire de Mantes-la-Ville et président du district urbain, rappelle que toute l'agglomération souffre de l'image véhiculée après les incidents du Val-Fourré : « Nous sommes atteints par ricochet, et nous en mesurons les conséquences dans les négociations avec les entreprises. » M. Philippe Yvin, le sous-préfet à la ville qui a mené au nom de l'Etat les négociations avec les communes, a eu, de son côté, du mal à faire admettre une forme d'intercommunalité aux maires de la région : « Ils craignent toujours l'hégémonie de la ville-centre et l'arrivée sur leurs territoires des problèmes sociaux que rencontre Mantes-la-Jolie. Ils ont aujourd'hui convaincu, qu'ils ont tout à gagner du redémarrage de l'agglomération. »

Ce même 26 septembre, à quelques kilomètres de Mantes-la-Jolie, en présence des mêmes ministres, un autre grand ensemble doit fêter ses vingt ans. Le quartier du Bois-de-l'Étang à La Verrière est d'une tout autre dimension cependant que le Val-Fourré. Les tours de neuf et treize étages ne comptent que 616 logements, mais il y a 490 chambres dans le foyer Sonacotra. Plus de la moitié des 3 000 habitants sont d'origine étrangère. Pourtant, la municipalité a refusé de « dédensifier » comme à Mantes-la-Jolie, et a choisi la réhabilitation : un pari réussi.

La construction de ce quartier entre la voie ferrée Paris-Brest, la RN 10 et une ligne à haute tension, décidée il y a plus de vingt ans par la ville nouvelle de Saint-Quentin-en-Yvelines, avait pourtant été acceptée par la municipalité d'Élancourt. Mais c'est La Verrière qui a hérité du Bois-de-l'Étang à l'occasion d'un échange de territoires avec sa voisine, qui appartient comme elle à la ville nouvelle. La cité, construite en plein champ, ne compte, les premières années, ni transports, ni écoles, ni commerces. Très vite, la vie dans la cité se dégrade, et la télévision la surnomme « Chicago-en-Yvelines ».

Les opérations de prévention sont d'abord prises en charge par des bénévoles, puis par des équipes municipales après l'arrivée au pouvoir d'une liste d'union de la gauche en 1977. Élu en 1983, M. Pierre Sellinacourt (PC) crée un service municipal de la jeunesse. En 1984, la ville présente un dossier pour l'opération Banlieues 89. Il a permis de réaliser une dizaine d'opérations : une entrée de ville dissociée de l'entrée du Bois-de-l'Étang, un centre de loisirs, une maison de quartier, un mail piétonnier, une plaine de jeux, une ouverture sur la place de la mairie rénovée. Fagades et toits d'entrée relats, espaces verts réaménagés, l'opération de réhabilitation qui s'achève a coûté 50 millions de francs, financés à 40 % par l'Etat grâce à la signature d'une convention de DSU.

Les habitants du Bois-de-l'Étang sont aujourd'hui fiers de vivre dans cette cité, si longtemps décriée. Et la municipalité de La Verrière, qui reçoit chaque jour des lettres de candidats-locataires, se félicite d'avoir conservé des logements qu'elle attribue en priorité aux habitants de la ville. La Verrière et Mantes-la-Jolie, deux manières d'effacer les erreurs du passé.

CHRISTOPHE DE CHENAY

## Le bel âge

La « curiosité intellectuelle » de M. Pierre-Rémy Housin (RPR), député et président du conseil général de Charente, ne s'embarrasse pas de discrétion mondaine. À la question posée au gouvernement, la réponse du ministre de l'Intérieur est tombée sans fard, elle non plus. Le 1<sup>er</sup> mars, les conseillers généraux du territoire métropolitain étaient âgés, en moyenne, de cinquante-cinq ans et sept mois, les élus régionaux de cinquante ans et huit mois, les élus municipaux de quarante-six ans et neuf mois.

La valeur n'attend pas le nombre des années. Cette maxime n'a pas cours en politique, en particulier dans le Lot-et-Garonne, l'Orne et l'Aisne, où nombre de conseillers généraux auraient largement dépassé l'heure de la retraite dans la vie professionnelle. Le poids de l'expérience n'est pas le propre des zones rurales, le conseil de Paris distance sensiblement, en moyenne toujours, l'ensemble des autres villes.

En général, il existe assez peu de différence d'une extrémité à l'autre de l'Hexagone. Seuls, les conseils régionaux, scrutin proportionnel et équilibre des listes obligent, affichent une certaine hétérogénéité.

### Plus de jeunes sur les frontières

Cependant, les élus de l'Est de la France peuvent se vanter d'une « jeunesse » certes relative. Toutes assemblées confondues, ceux d'Alsace, de la Moselle, du Jura et du Territoire de Belfort, se classent parmi les benjamins. Rhône-Alpes mériterait un accessit dans ce palmarès, le département des Hautes-Alpes et celui des Pyrénées-Atlantiques aussi.

Dure loi de l'arithmétique : une douzaine de départements dépassent, à l'inverse, les normes nationales. Les élus y vivent-ils mieux – et donc plus vieux – qu'ailleurs ou les électeurs y sont-ils plus longs à convaincre ? Toujours est-il que le cœur géographique de la France pourrait revendiquer le bénéfice de l'âge, grâce à l'apport de l'Indre, du Lot-et-Cher, du Loiret, de la Vienne et de la Corrèze. La région Basse-Normandie fait, elle aussi, grimper la moyenne, aidée, en ordre dispersé, par les Alpes-Maritimes, les Pyrénées-Orientales, le Var, la Vienne.

Conséquence d'une élection indirecte ou élixirs secrets des fontaines qui égouttent le palais du Luxembourg ? Les sénateurs emportent sans conteste, la palme de la longévité. Avec soixante-quatre ans et cinq mois, en moyenne.

MARTINE VALO

## Entente méditerranéenne

### SEVILLE

de notre envoyé spécial

LORSQUE l'Exposition universelle de Séville fermera ses portes le 12 octobre prochain, les régions françaises qui ont osé y faire acte de présence dresseront le bilan de leurs opérations (Le Monde daté 21-22 juin). La moins déçue sera sans doute celle du Languedoc-Roussillon, qui avait monté avec l'Andalousie et la Vénétie une exposition sur le paysage méditerranéen.

Bien qu'inaugurée avec un mois et demi de retard, dans l'ancien couvent des chartreux situé légèrement à l'écart de la « feria », cette manifestation, trop culturelle pour être vraiment populaire, a tout de même reçu environ 400 000 visiteurs.

### Déséquilibres Nord-Sud

Ont-ils compris en défilant devant les cent cinquante œuvres d'art de grande qualité, les documents et les maquettes difficilement rassemblés sous ses voûtes historiques, les intentions des organisateurs ? C'est-à-dire ont-ils essayé de déceler le paysage méditerranéen autour de thèmes comme la mythologie, l'imagination artistique, le modèle culturel et l'aménagement du territoire.

Mais suffisait-il de subtiles suggestions pour convaincre un public pressé et déjà accablé d'images que les rives de la *Mare Nostrum* ont une réelle unité ? C'est pourtant ce que, par une tout autre approche, la région Provence-Alpes-Côte d'Azur a tenté de démontrer en lançant une charte du Bassin méditerranéen. L'idée de son président, M. Jean-Claude Gau-

din (UDF-PR), est que l'histoire et la géographie des régions riveraines de la grande bleue peuvent servir aujourd'hui de tremplin à un projet commun.

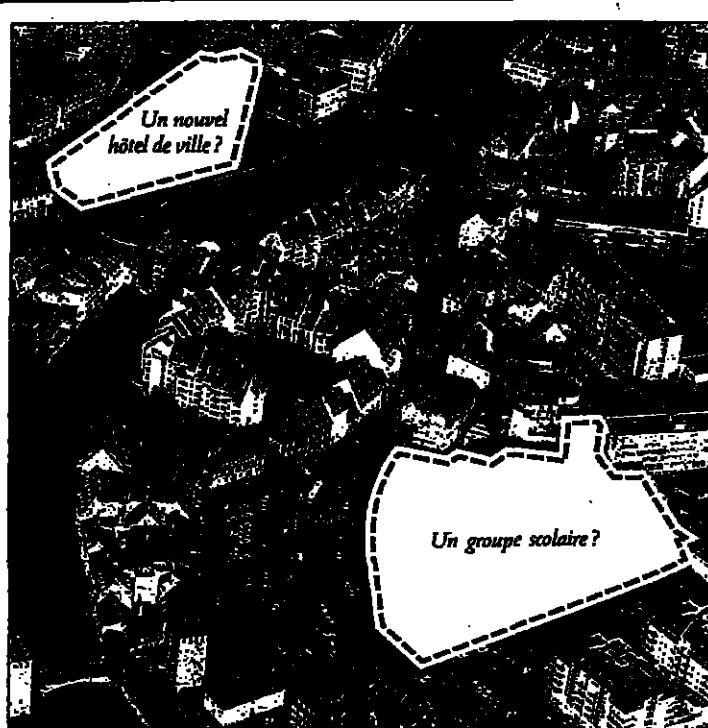
M. Gaudin s'est financé pour cela une étude sur le Méditerranée économique (1) qui a mobilisé quarante universitaires et chercheurs de différents pays bordant le bassin. Leur remarquable analyse passe en revue les quelques atouts et les formidables handicaps des pays méditerranéens. Conclusion : si les peuples de la Méditerranée veulent garder leur place dans la compétition internationale, ils devraient de toute urgence coordonner leurs efforts et corriger les déséquilibres Nord-Sud. Comme dit M. Jordi Pujol, le président de la Catalogne, « la région y arriveront peut-être mieux que les Etats ».

À la proposition de M. Jean-Claude Gaudin de mettre en place, au minimum, une structure légère d'étude collective, cinq partenaires ont répondu : le Languedoc-Roussillon, la Ligurie, le Piémont, la Tunisie et la province marocaine de Tétouan. Leurs représentants ont signé, mercredi 16 septembre à Séville dans le pavillon français, une charte prévoyant la constitution pour un an de cinq groupes de travail. Ensuite, on verra.

Succès modeste pour le président de Provence-Alpes-Côte d'Azur, qui a tiré parti de l'Exposition universelle pour manifester à la fois son imagination et son indépendance de « sudiste ».

MARC AMBROISE-RENDU

(1) Rapport collectif dirigé par M. Jean-Louis Redfern, publié avec le concours du conseil régional PACA, par Economica, 1992, 580 p., 250 F.



CRÉDIT FONCIER

M. le maire, les grandes questions que vous vous posez, posez-les au Crédit Foncier.

M. le maire, le Crédit Foncier finance vos grands projets depuis 140 ans. 140 ans d'expérience et de réalisme. Ce qui vous assure la plus grande liberté de choix pour des financements adaptés à vos besoins à des conditions particulièrement intéressantes. M. le maire, si vous avez de grands projets pour votre ville, le Crédit Foncier aura de grands projets pour vous.

Crédit Foncier. Votre allié dans le temps.



## HEURES LOCALES

## Chers impôts locaux

La fiscalité locale, difficilement compréhensible pour le contribuable, appelle des réformes mais élus et ministère du budget ont du mal à se mettre d'accord

## REPÈRES

## ILE-DE-FRANCE

Un quatre étoiles sous le ciel de Roissy

LA chaîne Hyatt International a choisi Roissy pour implanter son premier grand hôtel de luxe en région parisienne. Situé à l'est de la zone d'activité de Paris Nord II, dans le périmètre stratégique de l'aéroport Charles-de-Gaulle et du Parc international des expositions de Villepinte, l'Hyatt Regency Paris-Roissy, propriété du groupe japonais Kajima, ouvrira ses portes le 15 octobre.

Conçu par l'architecte Helmut Jahn, de l'agence de Chicago Murphy Jahn, cette cathédrale de verre et d'aluminium de cinq étages regroupera 388 chambres haut standing, dont 13 suites, et 75 chambres de type «Regency Club».

Un centre d'affaires avec services et prestations, un centre de conférences de 1 200 mètres carrés, un centre de loisir et de détente avec piscine et tennis, doivent compléter l'ensemble des services mis à la disposition des clients. 250 millions de francs ont été investis dans une construction où doivent travailler 280 personnes.

## LANGUEDOC-ROUSSILLON

Montpellier prépare son nouveau POS

LES services de l'urbanisme de Montpellier sont débordés de travail depuis que le Conseil d'Etat a annulé au mois de juin le plan d'occupation des sols (POS) de la commune pour insuffisance d'affichage.

Le maire, M. Georges Frêche (PS), qui souhaitait alors présenter à nouveau le POS adopté en 1985 sans en changer une virgule, se heurte aujourd'hui à une réalité plus complexe.

Dans la zone Est, où un projet de golf a été abandonné, une révision ne semble pas malvenue. Mais toute la copie doit être repensée pour satisfaire aux nouvelles directives et contraintes liées à la préservation de l'environnement. Le nouveau POS devrait être bouclé en juillet 1993 et coté à la ville au moins 1 million de francs. Sa publicité fera l'objet d'une attention toute particulière. Le moindre affichage est désormais accompagné d'un constat d'huissier.

## MIDI-PYRÉNÉES

Cinq départements s'associent pour créer Liaison euro-sud

À l'heure de l'Europe, où passera le grand axe routier nord-sud reliant Paris à Madrid? Jusqu'à présent, à l'écart des grands axes de communication : de la nationale 20 comme de l'autoroute d'Aquitaine. Cinq départements qui s'estiment «enclavés» ont choisi symboliquement de faire acte de candidature.

C'est ainsi que les présidents des conseils généraux des départements du Gers, de la Dordogne, des Hautes-Pyrénées, de la Haute-Vienne et du Lot-et-Garonne viennent de créer une association Liaison euro-sud, présidée par M. Jean François-Poncet, considéré comme l'homme fort du projet.

L'objectif est de transformer la route nationale 21 en lui donnant une vocation européenne de liaison entre deux capitales et en faisant profiter les départements traversés d'éventuelles implantations d'entreprises. Les inspirateurs du projet n'en attendent pourtant pas de concrétisation avant quinze ans.

Ce supplément a été réalisé avec la collaboration de nos correspondants Martine Boulay-Mérie (Bobygn), Daniel Houque (Anch) et Jacques Moulin (Montpellier).

L'APPARITION de couleurs sur les nouveaux avis d'imposition locaux sera-t-elle des contribuables, qui devront payer leurs taxes dans les prochaines semaines? Pour la direction générale des impôts, cette innovation graphique doit seulement permettre de mieux distinguer l'origine des prélèvements. Le montant des cotisations à payer pour l'année 1992 est indiqué en vert pour les communes, en bleu pour les départements, en rouge pour les régions, en orange pour les groupements à fiscalité propre (syndicats, districts, communautés urbaines).

Le ministère du budget reste discret sur le coût de cet effort de présentation, qui devra prendre en compte, affirment ses experts, «la diminution des réclamations sur le long terme». Les services de M. Michel Charasse ont écarté de l'Association des maires de France (AMF). Celle-ci consistait à établir un avis d'imposition distinct par collectivité et par taxe. Elle aurait entraîné une inflation de formulaires, redoutable en raison de son coût, de la complexité de sa gestion et de sa mauvaise lisibilité.

Néanmoins, l'impression de quadrichromie «à la mode» n'est pas tout. Les maires souhaitent que le contribuable rende à César les impôts qui lui reviennent. Ils ne veulent plus être accusés, à tort, d'augmentations imputables à la région ou au département. «Certaines collectivités opèrent des prélèvements en toute impunité. Quand l'addition est trop lourde, c'est à la mairie que les habitants viennent se plaindre!», protestent ces élus.

Ne plus partager la même «assiette»

Pourtant, un certain nombre ne veulent pas entendre parler du véritable remède contre la confusion des responsabilités : la spécialisation des impôts par compétences territoriales. Cette solution éviterait que les quatre collectivités autorisées à lever l'impôt ne «mangent dans la même assiette fiscale», en l'occurrence, les mêmes quatre taxes (voir encadré ci-dessous). Cette proposition a été avancée depuis quelques années déjà par plusieurs experts, notamment M. Jacques Sylvain Klein, membre du conseil scientifique de l'Institut de la décentralisation et auteur de plusieurs ouvrages sur les impôts locaux.

M. Klein propose d'attribuer aux communes la taxe d'habitation ainsi que les taxes foncières sur les ménages. Aux agglomérations reviendrait la taxe professionnelle, au département la taxe d'habitation sur le revenu ainsi que le foncier industriel. La région, enfin, percevrait une taxe sur l'énergie et une taxe sur la valeur ajoutée des entreprises.

Cette nouvelle répartition fiscale fait l'objet d'un assez large consensus. Toutefois, certains exagités, tels MM. Bruno Rémond et Jacques Blanc, conseillers à la Cour des comptes et au Sénat, estiment qu'elle simplifierait seulement les apparences. Au partage de l'assiette fiscale se substituerait un partage du contribuable, qui serait

«ponctionné» à trois ou quatre titres.

La spécialisation de la fiscalité locale verra-t-elle donc le jour? Les maires, encore timides en matière d'intercommunalité, ne sont pas enthousiastes à l'idée de perdre la taxe professionnelle, destinée aux groupements. Pourtant, une amorce de réforme est apparue avec la création des communautés de villes. Ces nouvelles entités instituées par la loi sur l'administration territoriale de la République ont en effet l'obligation de percevoir la taxe professionnelle des communes-membres, tandis que celles-ci ne bénéficient plus que des trois impôts-ménages (le Monde daté 17-18 mai).

Les assiettes sur lesquelles sont calculés les quatre taxes locales subissent régulièrement des critiques. Pourtant, leur caractère

## Les quatre taxes

La fiscalité locale directe est essentiellement alimentée par quatre taxes héritées de la Révolution et appelées «les quatre vieilles».

1. La taxe d'habitation est due par les occupants de locaux meublés : locataires ou propriétaires. Elle concerne les résidences principales et secondaires. Un propriétaire qui loue son appartement ne paie pas de taxe d'habitation à ce titre. En revanche, s'il occupe son logement, il s'acquitte à la fois la taxe d'habitation et la taxe foncière sur les propriétés bâties.

2. La taxe foncière sur les propriétés bâties est due par les propriétaires de constructions immobilières : maisons, immeubles, usines, hangars, ateliers, boutiques... Un entrepreneur propriétaire de ses murs doit acquitter la taxe sur le foncier bâti et la taxe professionnelle.

3. La taxe foncière sur les propriétés non bâties est due par le propriétaire de terres, mais elle peut être répercutée sur l'exploitant. Elle profite surtout aux communes rurales. Pour accompagner la réforme de la politique agricole commune et alléger les charges fiscales des agriculteurs, le gouvernement a annoncé en juillet, la suppression progressive des parts départementales et régionales de cette taxe foncière. L'Etat devrait verser des compensations.

4. La taxe professionnelle est due par les personnes physiques ou morales exerçant une activité professionnelle non salariée : entreprises, commerçants, artisans (sauf ceux qui travaillent seuls), professions libérales. Les agriculteurs sont exonérés de façon permanente et paient la taxe sur le foncier non bâti. Un commerçant propriétaire de ses murs, habitant un appartement en-dessous de sa boutique, et possédant un petit terrain, acquitte donc les quatre taxes.

«injuste et anachronique» semble moins insupportable, aux yeux des élus, que les transferts de charges prévisibles en cas de réforme. La taxe départementale sur le revenu a ainsi été ajournée par le gouvernement, contre l'avis des députés socialistes, parce qu'elle aurait entraîné l'apparition de 800 000 nouveaux contribuables.

La révision des valeurs locatives cadastrales pourrait connaître le même sort, annoncent certains experts. Calculée par l'administration fiscale, la valeur locative est censée correspondre au loyer théorique qu'un propriétaire pourrait tirer de son bien. On la retrouve dans l'assiette des quatre taxes locales.

## L'Etat, premier contribuable local

Le dernier calcul de la valeur locative date de 1961 pour les propriétés non bâties, et de 1970 pour les propriétés bâties. Etabli à l'aide d'une demi-douzaine de méthodes différentes, cet «indice de richesse» est, selon M. Jacques-Sylvain Klein, «une pure fiction, ne correspondant à aucun marché immobilier».

Une révision, réclamée de longue date par l'AMF, a été entreprise en 1990. Ce travail de titan vient de s'achever. Les incidences sur les contribuables et les collectivités locales devraient être bientôt précisées au Parlement. Mais les élus locaux craignent qu'une meilleure prise en compte du secteur social n'entraîne d'importants transferts de charges entre contribuables. Or ces conséquences se feraient sentir en 1994, année précédant le renouvellement des mandats municipaux.

Pour les maires, l'apparition de la nouvelle valeur cadastrale ne semble plus aussi urgente. Pour que l'impôt local devienne plus lisible, il faudrait, insistent les spécialistes, et notamment M. Jean-Pierre Fourcade (UDF), président du Comité des finances locales, qu'il s'appuie sur des valeurs objectives et non sur des valeurs indiciaires. M. Klein propose, par exemple, d'assoir la taxe professionnelle sur la valeur ajoutée, la taxe d'habitation sur le loyer et le revenu, les taxes foncières sur la valeur vénale.

Le système fiscal local, censé mesurer les services rendus par la collectivité décentralisée, manque singulièrement d'autonomie. L'Etat intervient dans son calcul, son encaissement, son acquittement.

Fin mars, la direction générale des impôts notifie les bases. Pour décaler le produit fiscal nécessaire au budget, les élus locaux n'ont plus qu'à faire une division. Les taux sont calculés sur les bases et plafonnés. C'est dire à la marge de manœuvre des «décideurs» locaux est faible.

La direction de la comptabilité publique encaisse l'impôt, en fin d'année, et l'avance aux collectivités par division des comptes, de quoi celles-ci doivent placer leurs liquidités au Trésor, sur un compte non rémunéré. L'Etat est devenu le «premier contribuable local», par le biais des dégrèvements de taxe d'habitation et de taxe professionnelle, qui s'élevaient à environ 37 milliards de francs. De

plus, la gestion de la fiscalité locale mobiliserait, selon certaines sources, 30 000 de ses fonctionnaires.

L'autonomie de l'Etat est limitée en droit, mais surtout en fait, par le potentiel fiscal de sa collectivité, c'est-à-dire le nombre d'entreprises et de ménages susceptibles de fournir des recettes. En général, un fort potentiel fiscal entraîne de faibles taux d'imposition, et inversement. Les différences de potentiel fiscal expliquent les disparités existant entre des villes comme Neuilly, véritable paradis fiscal aux nombreux sièges sociaux, et Marseille, où la pression sur les habitants atteint quasiment son maximum.

Le rôle de l'Etat pourrait être de réduire l'inégalité des citoyens devant l'impôt local, grâce à des mesures de solidarité et de péréquation. Certaines dispositions ont

déjà été prises, avec notamment la création de la dotation de solidarité urbaine, du fonds de solidarité Ile-de-France ou de la dotation de développement rural. M. Jean-Pierre Sauer, secrétaire d'Etat aux collectivités locales, a récemment remis au Parlement un rapport sur les voies de réforme des fonds de péréquation, en préconisant un renforcement de l'intercommunalité (le Monde daté 19-20 juillet).

Enfin, la coopération, qui s'est traduite, pour l'instant, par l'apparition d'un quatrième étage de fiscalité, pourrait à l'avenir entraîner une unification des taux, donc une plus grande égalité des contribuables de communes voisines devant la fiscalité locale.

RAFAËLE RIVAIS

## Une croissance ralentie

EN 1992, le contribuable paiera toujours plus d'impôts locaux. La hausse moyenne sera de 5,3 %, en francs constants, selon la Direction générale des collectivités locales (DGCL). Cette croissance sera supérieure à l'évolution du produit intérieur brut (2 %), mais moins forte que les évolutions enregistrées les deux années précédentes. Elle devrait confirmer un ralentissement constaté en 1991.

La masse prélevée par les collectivités locales au titre des quatre taxes directes s'élève à 211 milliards de francs. Une somme inégalement répartie : 126 milliards (60 %) pour les communes, 11 milliards (5 %) pour les groupements à fiscalité propre, environ 60 milliards (28 %) pour les départements et 14 milliards (7 %) pour les régions.

## Les prélèvements des régions en recul

Pour la première fois depuis la décentralisation, les prélèvements des régions reculent. Ils avaient contribué au gonflement des avis d'imposition, notamment en 1987 et 1989, où ils avaient enregistré des écarts de plus de 20 points par rapport à la moyenne des impôts locaux. L'achèvement des programmes de construction des lycées entraîne moins de dépenses nouvelles.

Les statistiques de la DGCL confirment les prévisions publiées par le Crédit local de France dans sa dernière note de conjoncture (le Monde du 11 juillet). Le premier banquier des collectivités locales annonçait une diminution des dépenses d'équipement, qui, toutefois, garderait une croissance soutenue (+ 6 %). L'effet

de la récession ne se fait pas encore sentir sur les bases, indexées sur l'année 1990. Le foncier bâti reste dynamique avec une croissance de 6,7 %, et la taxe professionnelle augmente de 8 %.

Cependant, la hausse des taxes, elle est assez faible, les budgets ayant été votés avant les élections régionales ou cantonales. La création de la taxe départementale sur le revenu (TDR), en janvier, aurait eu un effet de ralentissement, bien qu'elle n'ait pas été appliquée. En effet, elle interdisait une hausse supérieure à 5 %. En vertu du mécanisme de l'indexation des taxes, ce blocage se serait répercuté sur l'ensemble de la fiscalité départementale. La plupart des présidents de conseils généraux, affirmant leur détermination, vote les mêmes taux que l'année dernière, pour ne pas être rendus responsables des conséquences de la TDR.

Le ralentissement de la fiscalité directe locale s'expliquerait enfin par certaines dispositions législatives. L'une, prise dans le cadre de la loi de finances, consistait à transformer les dégrèvements de taxe d'habitation en exonérations. Parfaitement imperceptible par le contribuable bénéficiaire, cette mesure relève de l'artifice budgétaire. Les compensations versées par l'Etat sont désormais considérées comme des dotations, et non plus comme des recettes fiscales. Celles-ci diminuent donc en apparence.

L'intérêt de cette mesure est d'inciter les collectivités locales à ne pas augmenter excessivement les taxes, car les compensations sont indexées une fois pour toutes sur les dégrèvements de l'année 1991.

R. R.

## BLOC-NOTES

régions (trois pour la France), A. Prague, il devrait demander de nouveaux moyens financiers notamment pour le CCRE, qui, depuis les années 80, s'emploie à «construire l'Europe démocratique par le biais des journaux».

Renforcements au (18-1) 46-51-40-01.

## NOMINATION

M. Corinne Desforges sous-directrice à la DGCL. M. Corinne Desforges vient de prendre la tête de la sous-direction des élus locaux et de la fonction publique territoriale de la direction générale des collectivités locales (DGCL), en remplacement de M. Gérard Paquier, décédé au mois de mai.

Née le 2 janvier 1956 à Grenoble, M. Corinne Desforges a intégré l'ENA en 1981. En 1983, lorsque sont créés les Chambres régionales des comptes, elle rejoint celle de la Basse-Normandie, avant d'être affectée en Limousin. En 1988, elle est détachée en qualité d'administrateur civil au ministère de l'Intérieur. Elle est nommée adjointe au directeur des affaires financières et administratives de la préfecture de région Ile-de-France. En 1990, elle rejoint la DGCL où elle occupe le poste d'adjointe au sous-directeur des affaires locales et de la fonction publique territoriale.

Le congrès de l'APCG les 13 et 14 octobre à Colmar

## Les présidents de conseils généraux et l'Europe

L'ASSEMBLÉE des présidents de conseils généraux (APCG), à majorité UDF, doit se réunir à l'occasion de son 62<sup>e</sup> congrès, mardi 13 et mercredi 14 octobre, à Colmar (Haut-Rhin). Les présidents de département présenteront leurs positions sur une série de problèmes d'actualité (transports, sécurité, équipement, environnement, sur l'évolution de leurs budgets, l'action sociale, le développement économique et l'aménagement du territoire).

Judi 15 octobre, les présidents se rendront à Strasbourg (Bas-Rhin), où ils rencontreront, notamment, M. Pasquill Marquail, maire socialiste de Barcelone et président du Conseil des communes et régions d'Europe (CCRE). Ils s'entretiendront aussi avec le président du

Conseil consultatif des collectivités locales et régionales, instance appelée à disparaître au profit du Comité des régions institué par le traité de Maastricht (le Monde daté 2-3 août).

Les présidents de conseils généraux, qui veulent obtenir une représentation au sein de ce comité, débattront du rôle des différentes collectivités locales dans la construction européenne, mais aussi des fonds structurels.

Ils placeront cette journée sous le parrainage du Conseil de l'Europe et, notamment, de la Conférence permanente des pouvoirs locaux et régionaux (CPLRE), qui souhaite devenir le «quatrième pilier» de cette institution.

IMOGES :



Une multinationale

Une multinationale

Une multinationale

Une multinationale

Une multinationale

Une multinationale

Une multinationale

Une multinationale

Une multinationale



## HEURES LOCALES

# LIMOGES : LA CONFIANCE RETROUVÉE

Au cœur d'une agglomération de près de 200 000 habitants  
la capitale du Centre-Ouest, longtemps repliée sur elle-même, ose enfin afficher ses atouts



**L**a première image forte qui s'impose de Limoges aux voyageurs, c'est sa gare, la gare des Bénédictins. Une solennelle coupole de cuivre vert, flanquée d'un campanile aux formes de minaret. L'ensemble est d'ailleurs souvent comparé à une mosquée fin de siècle au style colonial.

Cette gare fait point au-dessus de la voie ferrée Paris-Toulouse et aussi de quelques autres voies. Car la ville est le point central d'un réseau ferroviaire qui rayonne vers les six coins de l'Hexagone : Bordeaux, Lyon, le Massif Central, la Bretagne par Poitiers et Nantes, la côte atlantique par Angoulême. Un rayonnement bien modeste puisque la SNCF considère aujourd'hui de telles liaisons comme des survivances coûteuses. Un rayonnement qui oblige les collectivités à exercer des pressions constantes pour garder à la ville son rôle périodiquement menacé de nœud ferroviaire.

### La « Rome du socialisme »

Les trains s'arrêtent donc en sous-terrain. Il faut, pour accéder à la ville, une montée que des escalators ont transformée, voilà vingt ans, en un long travelling avant sur la gare : une immense salle des perrons, un plan central à la manière des édifices italiens de la Renaissance. Avec tout un jeu de verrières, de vitraux et de sculptures.

Face nord, en fronton côté Paris, un Mercure néo-classique, qui ressemble plus à un gouteur méfiant qu'à un accueillant dieu du commerce. Sous la coupole, quatre allégories : la Touraine, le Poitou, le Limousin, le Périgord (réminiscence pour la circonstance),

hors de toute référence parisienne. Comme si Limoges se révoltait en point focal de la côte atlantique.

A l'extérieur, deux groupes monumentaux, d'un beau style républicain fin de siècle, célèbrent les arts qui ont fait de Limoges l'une des villes les plus connues dans le vaste monde : la porcelaine et l'émail. Enfin, cette gare est installée comme un mur de scène qui ferme, face à la ville, le paysage. Au-delà, commençant, toutes proches, les ondulations vertes et mauves de la vallée de la Vienne et des monts d'Ambazac.

La gare des Bénédictins est l'un des trois ou quatre monuments essentiels de Limoges. Elle est d'ailleurs mise en valeur par une perspective de jardins à la française, de balustrades et de jets d'eau. Cette halte ne semblerait kitch qu'à ceux voyageurs trop pressés. La gare est en réalité un résumé fidèle de l'esprit de la ville et de son histoire. Son campanile, par exemple, s'élève à 60 mètres, soit plus haut que les clochers des trois églises gothiques : Saint-Étienne (la cathédrale), Saint-Michel des Lions et Saint-Pierre du Queyrol.

Omniprésent dans le paysage urbain, la campanile de la gare représente la verticale laïque, consécration d'incarner le progrès humain, au milieu des verticales religieuses, et aussi des verticales industrielles qui dressaient il y a peu les cheminées des manufactures de porcelaine.

Il s'agissait de bien rappeler que Limoges, ce haut lieu spirituel du Moyen Âge, était devenue, sous la révolution industrielle, la « Rome du socialisme », selon le mot de Pauline Roland, la fondatrice, en 1848, du syndicalisme enseignant.

Il y a, dans cette ville, une nostalgie inconsciente de capitale déchu. Limoges au Moyen Âge avait rayonné dans la chrétienté des origines. Par son *opus limovicum*, l'orfèvrerie émaillée, les troubadours (Dante, dit la légende, songea à écrire sa *Divine Comédie* en langue limousine), la musique de l'abbaye Saint-Martial, dont le chef d'orchestre médiévaliste, Marcel Pons, dit qu'« elle fut l'un des centres artistiques les plus féconds des onzième et douzième siècles », un « point de rencontre privilégié sur le chemin de Saint-Jacques-de-Compostelle ».

### Prestige et enlèvement

« On y cultiva, ajoute-t-il, l'art de la composition musicale monodique et polyphonique, ainsi que l'art de la poésie liturgique qui constitue l'un des sommets de la poésie latine médiévale. » Elle fut aussi un lieu précoce de musique profane, et les *Carmine Burana* lui empruntèrent beaucoup.

Puis vint, au dix-huitième siècle, une autre époque de notoriété, celle de la porcelaine, dont l'Occident cherchait depuis longtemps le secret et qu'il découvrit grâce au kaolin et au quartz limousins. Ce fut le début d'un essor industriel précoce.

Parallèlement et paradoxalement, Limoges garda, en même temps, l'image tenace d'un lieu embourbé dans sa glèbe et dans ses archaïsmes. Rabelais brocarda « l'escholier limousin » ; M. de Pourcaingnac inspire à Molière l'une de ses comédies les plus féroces ; La Fontaine, Voltaire, Jean-Paul Sartre et quelques autres font du Limousin le lieu géographique de tous les obscurantismes. Impossible, à ce

propos, bien que cela agace toujours beaucoup dans la contrée, de ne pas rappeler l'existence du verbe « limoger » ; en temps de guerre, c'est là que l'on nommait, loin du front, les officiers incompetents ou suspects.

Ces images contradictoires, de prestige et d'enlèvement, ont profondément marqué l'esprit du lieu. Limoges manifeste, en même temps, un orgueil sourcilieux et une forte capacité d'auto-dénigrement.

Réflexe de pauvreté, sans doute. L'agriculteur rural s'est toujours cramponné à un sol avare. Et la ville est restée très proche et très solidaire de son terroir. La campagne y est d'ailleurs visible au détour de ses perspectives urbaines. Elle a assuré difficilement sa vocation économique par la transformation des produits proches : la viande, le bois et le tanin de ses forêts, la laine, la peau, la corne et les os de ses animaux.

GEORGES CHATAIN

Lire la suite page 12

### LIRE AUSSI

■ Trois hommes et un parti  
■ Université : la stratégie de l'excellence  
■ Emploi : à l'affût des implantations  
■ Un label culturel fort  
■ Activités nocturnes  
■ La télévision régionale dans sa ville  
■ Porcelaine et maître gris  
■ Un technopôle nommé ESTER

Pages 10 à 12

## Une multinationale fidèle

Présent dans vingt-neuf pays, Legrand, numéro un mondial de l'appareillage électrique basse tension confirme son implantation locale

**U**n chiffre d'affaires de près de 10 milliards de francs, 20 000 salariés dans vingt-neuf pays, Legrand SA, numéro un mondial de l'appareillage électrique basse tension, résiste vaillamment à la crise. La société continue, en ces temps de chute de l'investissement (moins 7 % en 1991 pour la France), à y consacrer, bon an mal an, quelque 10 % de son chiffre d'affaires. Et à développer, dans l'Hexagone et à l'étranger, sa stratégie des dominos. Dernières acquisitions en date : Motveno (Italie), Bufer (Turquie), Picon (Océans) et Baco (Strasbourg).

Une expansion qui s'explique par des raisons stratégiques. « Dans le secteur très diversifié de la basse tension, explique le P.D.G. M. François Grappotte, il n'existe pas de normalisation internationale. Chaque pays a ses règles de fabrication propres. On ne branche pas un rasoir électrique français dans une prise de courant américaine. Et les acquisitions de PME existantes sur le terrain sont plus efficaces pour la conquête de nouveaux marchés

qu'une impossible fabrication diversifiée exportable à partir de la France.

Legrand SA consacre actuellement des efforts particuliers au marché américain. A ses trois implantations, maintenant bien assurées (San Antonio au Texas, Glen Cove et Syracuse dans la région de New-York), elle vient d'ajouter le site de Charlotte (Caroline du Nord).

### Le quart des effectifs en Limousin

Mais cet appel du large n'empêche pas Legrand de rester fidèle à son berceau, à la ville de Limoges. C'est là que réside son état-major et que la société vient d'édifier, près de l'usine mère, un nouveau siège social et une unité industrielle de pointe. C'est là aussi qu'il construit un nouveau laboratoire d'études et de recherches sur la domotique.

Au départ, la firme fut l'un des grands noms de la porcelaine de Limoges. Née voici plus d'un siècle, sous le Second Empire, elle employa

aux alentours de la dernière guerre mondiale plus de cinq cents ouvriers. Médaille d'or à l'Exposition universelle de 1937 pour ses décors en vert sous émail et incrustations, elle s'était déjà adjointe à l'époque, en annexe, un petit atelier de porcelaines électriques. Ravagé par un incendie en 1949, elle se reconstruisit totalement dans cette nouvelle activité. C'était une époque de reconstruction et de boom économique - le début des « trente glorieuses » - qui lui valut un essor rapide.

Cet essor s'affirma prioritairement sur le Limousin. Trois usines ont été construites à Limoges, et neuf unités de montage implantées dans des cantons ruraux proches, dans le département ou dans ceux voisins de la Corrèze et de Charente. Aujourd'hui encore, Legrand emploie en Limousin plus du quart de ses effectifs totaux.

Cette implantation locale se poursuit. En accord avec la municipalité de Limoges : l'entreprise est la première occupante de la technopole en voie d'achèvement. Elle y a inauguré début 1992 une unité de pointe, le SITEL (Site électronique limousin). Un bâtiment de 6 000 mètres carrés qui emploie 140 salariés dans la fabrication de produits électroniques nouveaux pour la bureautique et la domotique : commandes à distance, variateurs de lumière, détecteurs à infrarouge, blocs d'éclairage de sécurité.

Ces nouvelles fabrications ne représentent encore que 10 % du chiffre d'affaires total de la firme. Elles étaient jusqu'à présent réparties dans les « trous » de fabrication des chaînes de production du petit appareillage électrique, dans les usines françaises et européennes de Legrand. Mais leur essor rapide et les contraintes de ces fabrications sophistiquées (sol antistatique, hygrométrie et température constantes) commencent à rendre indispensable leur regroupement dans un même site. Ainsi est née la SITEL. Une naissance qui a renforcé la vocation high-tech de Limoges.

G. C.

## Du luxe à la viande

**A** la recherche permanente d'initiatives susceptibles de résorber son « déficit d'images », Limoges met volontiers en avant son savoir-faire dans les industries de luxe. La porcelaine est à l'honneur, mais aussi des productions dont on ne sait pas toujours qu'elles sont limousines, par exemple les chaussures Weston ou la haute couture Jean-Charles de Castelbajac.

La ville s'est même résolue à une petite rupture culturelle : la transformation de son logo. L'image de Limoges était depuis des siècles celle de son protecteur tutélaire, saint Martial, qui l'avait sauvée du mal des ardents au Moyen Âge. Sa tête barbue et mitrée était omniprésente dans la ville. Mais l'agence de communication Antome-Signis, chargée des études, a osé évacuer le saint protecteur au profit d'un cercle

abstrait en bleu et couleurs feu, qui se prête à des commentaires sémiologiques variés. Les nostalgiques de saint Martial eux-mêmes n'y ont pas résisté.

Autre image, la race bovine limousine. Symbole plus rural qu'urbain, mais Limoges aime bien sa réputation de ville à la campagne. Et la tradition bouchère lui est fortement attachée. Un jury de la Fédération de la boucherie parisienne a classé la belle vache rousse première pour ses qualités gastronomiques devant la bazeilaise, la gasconne et quelques autres.

Un projet de « technopole-viande » est actuellement en cours d'élaboration à Limoges. Un projet qui pourrait se concrétiser sur le technopôle ESTER et qui associerait à l'élevage la transformation agroalimentaire, la formation et de la recherche scientifique et technique.

## Limoges, terre et feu

Voici notre nouvelle image. Histoire et présent.  
Cet automne, les Francophonies se rencontrent ici en Festival International.  
C 92 (Carrefour International de la Céramique et du Verre), avec ses techniques de pointe, succède à un été d'émail prestigieux.  
Couleurs du monde, feux, couleurs de terres.  
Art, culture, sciences et technologies, à Limoges, terre de création.



Ville de Limoges

vent par l'academisme (le plus urbain d'ailleurs)

## HEURES LOCALES

LIMOGES



## Emploi : à l'affût des implantations

« A l'échelle européenne, Limoges c'est pratiquement la banlieue de Paris. Avec des facilités d'installation et des espaces qui sont des atouts croissants face aux concentrations des mégapoles où les contraintes commencent à peser plus lourd que les avantages de proximité », M. Xavier Gaillard, ancien responsable d'une filiale américaine de Dassault, est, depuis janvier 1992, le commis voyageur de la ville et du département. Délégué général de Limoges Haute-Vienne Développement, une structure tripartite, ville-département-chambre de commerce et d'industrie, il s'efforce d'attirer des entreprises.

Une équipe légère, composée de trois personnes, doit fonctionner comme une instance de persuasion à l'effût de toutes les « business opportunities ». Il y a fort à faire. La fin de l'exploitation de l'uranium va supprimer un millier d'emplois directs aux environs de Limoges. Le retrait progressif de Renault-Véhicules industriels (2 800 emplois supprimés en une décennie) provoque dans la ville une tension sociale permanente. Ces deux entreprises doivent en principe aider à compenser les effets de leur retrait. Elles apportent leur contribution financière aux aides à l'implantation d'entreprises.

LIMOGES  
de notre envoyé spécial

L'HOTEL de ville de Limoges joue les beffrois du Nord, avec ses clochetons et ses toits pointus. Quelques rues plus bas, dans le quartier dit de « l'entre-deux villes » parce qu'il sépare au Moyen Âge deux agglomérations rivales, l'hôtel de région affiche la blancheur de ses pierres et son style faussement ancien. Derrière la poste, à une autre extrémité du centre, une aile de la préfecture abrite l'hôtel du conseil général. Trois hôtels pour héberger les hommes qui comptent dans la vie politique locale.

La distance qui sépare les trois lieux est faible. Il semble pourtant que le dialogue ne soit pas la chose la mieux partagée par les locataires principaux de ces trois hôtels. Le maire, le président du conseil régional et le président du conseil général se voient quelquefois à Paris sur les bancs de l'Assemblée nationale. Ils sont tous les trois députés. Il leur arrive de se croiser lors de manifestations locales, sans en profiter pour échanger des projets.

Bonne fille, la décentralisation a facilité les choses en confiant à chaque collectivité un domaine d'intervention. En période de rentrée sociale, cela permet à ces messieurs de paraître dans le seld du lycée Gay-Lussac pour l'un, à la porte d'une école maternelle pour l'autre ou dans un collège pour le troisième. Ils ne sont pas forcés de subir le regard de l'autre ou sa simple présence. Et puis le quotidien local, le *Populaire du Centre*, peut ainsi offrir à ses lecteurs des photos différentes.

Trois hommes distants, alors qu'un visiteur étranger les imagine-rait proches. Même en période difficile pour le parti au pouvoir, le Limousin semble encore, sur le papier, une terre bénie pour les socialistes. Maîtres de la région, du département et de la ville capitale, ils détiennent les rênes d'une pro-

vince qui pourrait devenir un véritable laboratoire de la coopération territoriale. Les dix années de règne n'ont pas apporté la moindre perspective en ce domaine.

« Les socialistes, ils ont toujours été là », dit-on en ville, avec un ton qui mélange fierté et fatalité. Maire pendant trente-quatre ans, Louis Longueque était l'homme fort de l'après-guerre. De son bureau à la mairie il décidait de tout sans rien déléguer, jouant sur les amitiés et les conflits, s'alliant aux industriels quand il fallait, aux communistes quand il en avait besoin (le *Monde* du 17 septembre 1990). Il n'avait pas préparé sa succession, ou du moins il n'avait pas choisi parmi ses héritiers potentiels, flânant tout le monde pour gouverner seul.

## Bataille pour l'héritage

La bataille pour l'héritage fut courte mais violente. Plus qu'une querelle de courants c'est une lutte de personnes qui a permis à M. Alain Rodet d'asseoir dans le fauteuil de maire le 26 août 1990. Son rival malheureux, M. Robert Savy, président du conseil régional, semble toujours regretter les quelques voix de militants qui lui ont manqué à cet instant décisif. Deux années plus tard, M. Robert Savy a été réélu président du conseil régional, la seule région socialiste de l'Hexagone désormais, mais le professeur de droit public n'a rien oublié.

Il affirme pratiquer une « politique volontariste et non le clientélisme », comme si ce mot avait ici un sens précis. Il ne « discute pas les concours de la région à la ville ». Dans les faits la région ne peut ignorer une agglomération qui abrite, avec sa banlieue, près du tiers des Limousins. Alors le président cite les opérations auxquelles il s'est associé, il parle des liaisons routières et ferroviaires nécessaires et, lyrique, il explique que « Limoges doit jouer pour l'ouest du Massif Central

le même rôle que Clermont-Ferrand pour l'est ».

Des déclarations souvent suivies de réalisations. Même les méchantes langues reconnaissent que la participation de la région est importante dans des actions ponctuelles. Le souhait de M. Robert Savy « d'asseoir Limoges avec sa large aire d'influence », se traduit parfois concrètement. Le maire avoue que la région va l'aider à financer le projet de médiathèque dont les architectes commencent à dessiner les plans et qui devrait donner une nouvelle vie aux anciens bâtiments de l'hôpital qui jouxte la mairie.

Des projets existent qui peuvent rassembler les trois hommes. Président du conseil général, M. Jean-Claude Peyronnet évoque le contournement nord de la ville. Ses deux collègues du Palais-Bourbon semblent d'accord pour cet investissement, à condition que « l'on se mette d'accord sur la répartition des financements ». M. Robert Savy met en avant la défense d'une véritable

liaison ferroviaire rapide avec Paris. D'autres projets communs peuvent naître dans une région qui a encore beaucoup de chemin à faire pour extraire un long sommeil (le *Monde* daté 22-23 décembre 1991). Mais ce qui manque c'est la conviction, l'élan que pourrait apporter une collaboration sans arrière-pensées. « Il n'existe pas de stratégie de développement commune entre les trois collectivités », assure M. Jean-Marie Brachet, président de la chambre de commerce et d'industrie du département (CCI).

## L'art du secret

Cet opposant, qui rêve de quitter son hôtel de la CCI pour un autre plus officiel, mais qui n'a pas eu cette chance aux dernières élections régionales, n'est pas tendre avec des hommes politiques qui « gèrent le quotidien ». Mais au fond n'est-ce pas ce que beaucoup d'habitants de Limoges souhaitent de la part de

leurs élus ? Ici, dans le pays vert, on aime le contact direct, ces poignées de main, ces mots glissés à l'oreille. En ce moment chacun fuit la ville, dès qu'il a un moment, pour aller traquer les chèvres dans les sous-bois, mais bien sûr personne n'avoue de coquetteries miraculeuses. L'art du secret fait partie des mentalités héritées du passé.

Alors les élus se plient à cette règle non écrite. De leurs hôtels, ils guettent le faux pas de l'autre, qu'ils lui glissent quelques mauvaises paroles de fruit pour l'aider à trébucher. « Il est tenté de me ridiculiser », assure l'autre. Le trio poursuit une lutte qui semble vaine dans un Parti socialiste où la notion de courant de pensée est bien lointaine. Un parti suffisamment ébranlé par un vote qui vient de rayer de sa liste le PS dans le camp des départements qui ont voté « non » au traité de Maastricht.

Limoges mérite un effort de la part de ces notables. Pour préparer l'an 2000, pour faire connaître ses charmes secrets, pour mettre en avant ses atouts de capitale dynamique dans un environnement protégé, elle a besoin du concours de tous ces élus. Les rivalités de personnes et les querelles anciennes doivent pouvoir s'estomper si chacun accepte l'autre et cesse de voir dans ses propositions quelque habile manœuvre. L'avenir est à ce prix.

Il est aussi dans une réelle collaboration entre Limoges et les six villes qui l'entourent. Sans parler encore de communauté de communes, la capitale régionale a besoin d'une structure plus fédérative pour jouer véritablement son rôle de métropole. Mais le chemin est encore long, puisque, comme l'explique M. Alain Rodet, « elles sont toutes monocolores ». Deux années de mandat de maire lui ont appris que la collaboration entre élus socialistes est chose difficile.

SERGE BOLLOCH

## Université : la stratégie de l'excellence

LORSQUE est née la jeune université de Limoges, en 1970, de la volonté acharnée du maire de l'époque, M. Louis Longueque, et des suites de Mai 68, elle comptait quelque six mille étudiants. A l'époque personne n'aurait parié qu'elle puisse accueillir douze mille cinq cents cette année. Dans une petite région dont la population tend à décroître, il y a là une manière de paradoxe.

Quelques chiffres éclaircissent cette situation. A cette rentrée, 63 % des étudiants seulement sont originaires de l'académie. Les autres viennent de départements proches (16 % : Indre, Charente, Dordogne...), du reste de l'Hexagone (14 %) ou de l'étranger (1 %). Les autres pays (6 %). Limoges bénéficie donc d'un pouvoir d'attraction certain.

L'université, avec l'aide de la ville et des collectivités, déploie une stratégie des « pôles d'excellence » et se dote de filières qui lui assurent une image spécifique dans la communauté universitaire. En sciences, les trois pôles forts sont nés de l'activité économique de la région : les biotechnologies, les céramiques et les hautes températures, l'optoélectronique. Avec trois laboratoires associés au CNRS, chacune de ces filières a son CRITT (centre régional pour l'innovation et les transferts de technologie) et les trois CRITT sont associés dans un groupement d'intérêt économique, Pulse, par lequel s'opère une symbiose croissante avec le tissu industriel régional.

La faculté de médecine a des enseignements particuliers dans la gérontologie, la médecine et la biologie du sport, la chirurgie de l'œil, la neurologie tropicale. Elle possède un centre de recherche interne sur la lipoprotéine et une formation (rare) en homéopathie. La faculté de pharmacie, plus classique, a quand même été l'une des premières en France à avoir créé des DEUST hygiène et santé : une filière pour ne pas laisser à l'abandon les refusés des concours aux études longues.

## Informatique et littérature

En lettres, Limoges a créé un DEUST des métiers de la culture et plusieurs domaines d'études particulières : un centre de recherche sur les littératures populaires, une filière informatique et littérature. Elle possède aussi une mine de documents sur Raymond Queneau autour de laquelle elle a créé, avec un petit clin d'œil, le CIDRE (Centre international de recherche et d'études).

En droit enfin, l'institut de droit et d'économie du sport est le conseiller juridique du Comité national olympique. Le Centre de droit de l'urbanisme et de l'environnement est aussi la base juridique du Centre international du droit comparé de l'environnement et d'un tout nouvellement créé réseau de recherche du droit de l'environnement francophone.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

## BANQUE TARNEAUD

Au cours du premier semestre 1992, la collecte de l'épargne s'est développée favorablement, tant au niveau des dépôts : 2 885 MF (+ 10 %) que de la conservation titres : 2 693 MF (+ 13 %). Dans une conjoncture peu porteuse, le volume des crédits est resté stable à 3 345 MF, auquel il convient d'ajouter l'encours de crédit-bail mobilier géré par la filiale Turgot Gestion qui progresse de 37 % à 123 MF.

Le produit net bancaire s'améliore de 9 % à 131 MF. Il est constitué à hauteur de 32 % par les commissions, qui augmentent de 23 %. Les frais généraux demeurent bien maîtrisés (+ 2 %), permettant de dégager un résultat brut d'exploitation de 49,9 MF (+ 24 %).

La Banque a poursuivi sa politique de provisionnement prudent, les créances douteuses étant couvertes à 66 %.

Le résultat consolidé avant impôt, intégrant la filiale Turgot Gestion s'élève au 30 juin 1992 à 16,3 MF, contre 15,1 MF au 30 juin 1991 (et 30,2 pour l'ensemble de l'exercice 1991).

Une grande majorité des actionnaires ayant opté pour le paiement en actions du dividende (9,50 F + avoir fiscal), le capital a été porté à 116,8 MF et les fonds propres s'élèvent à 201 MF.

## Banque Tarneaud

■ Tout va plus vite quand on se connaît. ■

## GUIDE DE L'ANGLAIS MODERNE ÉCRIT

Christiane Tricot

COFORMA - Éditions François-Robert  
Distribution : DISTIQUE  
Tél. : (06) 37-34-84 Fax : (06) 37-34-85HAUTE-VIENNE  
L'environnement privilège

C'est un environnement infrastructurel en plein développement.

L'espace européen s'ouvrira en 1993.

Nous jouons cette carte en pariant sur le désenclavement de notre territoire :

— routier avec la future autoroute qui mettra Paris à trois heures de Limoges ;

— ferroviaire avec sa liaison avec le bassin méditerranéen ;

— aérien avec les équipements lourds réalisés sur l'aéroport de Limoges-Mellemeade ;

— mise en place de projets de développement économique : pôles des congrès, plate-forme internationale de fret et de service, technopole régionale, centre de formation et des sports...

C'est un environnement économique de qualité.

A partir d'un secteur traditionnel et dynamique, la Haute-Vienne a su diversifier ses productions et accueillir des entreprises de pointe et de haute technologie.

Grâce à des procédures d'interventions originales associant au Conseil Général de la Haute-Vienne les partenaires économiques locaux, communes, chambres consulaires, banques, Anvar, réseau EGEE, tout un panel d'aides a pu être mis en place :

— aides à l'immobilier industriel transitant par les communes : construction, achat et aménagement de locaux professionnels ;

— aides aux entreprises par le biais de conventions avec les organismes économiques : prêts de trésorerie aux créateurs, financement d'études financières, techniques, commerciales...

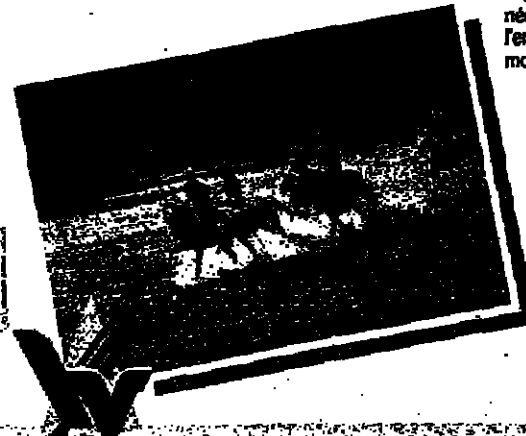


C'est un environnement avec un fort potentiel humain.

La Haute-Vienne dispose d'une main-d'œuvre qualifiée avec des infrastructures universitaires (facultés, I.U.T., écoles d'ingénieurs) offrant un haut niveau de formation.

C'est un environnement tout court.

Pour nous, l'équilibre et la qualité de la vie sont nécessaires à l'épanouissement de l'homme et de l'entreprise, et nous pensons que nous avons les moyens de vous les offrir.



CONSEIL GÉNÉRAL - Contact : 43, av. de la Libération 37000 Limoges - Tél. 52-45-10-10

## KABI PHARM

La dimension éthique associée  
la dimension économique :

Société pharmaceutique filiale française, la société suédoise KABI PHARMABIM appartenant au groupe suédois PROCORDIA, sous contrôle de l'Etat (seulement associé à Renault) a saisi à Guyancourt et une unité de production en France implantée à Limoges.

## KABI PHARM

A la pointe de la

Dans un environnement économique jeune et dynamique de 1200 personnes, nous poursuivons nos développements plus flexibles pour répondre aux besoins européens.

Tournée

L'unité de production de la pharmacie hospitalière de France, réalisée en 1981.

Depuis quinze ans, son évolution : 1981-82, mise au point de la nécessaire à l'alimentation parentérale.

1987-88, développement du remplissage de poches plastiques contenant les trois nutriments : nutrition des malades, quinsol.

1990, installation d'une ligne de production de seringues à usage moderne : une hélice.

LIMOGES DEVIENT UN  
DE FABRICANT



## Un label culturel fort

Festival de chorégraphie contemporaine, salon du dessin de presse, exposition sur l'email. La ville multiplie les initiatives sans oublier de valoriser son patrimoine artistique

Le Festival des francophonies fait de Limoges, chaque début d'automne, un lieu de rendez-vous international pour les dramaturges, auteurs et scénographes (le Monde du 24 septembre). Un festival qui se double d'une manifestation plus discursive : l'Université de la francophonie. La volonté de « promouvoir le français dans les relations universitaires internationales » donne l'occasion d'une série de rencontres pluridisciplinaires.

D'autres manifestations font de Limoges un centre d'attraction culturelle périodique. Le Salon international du dessin de presse et d'humour de Saint-Just-Le-Martel, une ville de la toute proche banlieue, y figure en bonne place. Cette année, les auteurs des coups de crayon et des personnages de Plantu, Pessin et les autres ont rendez-vous du 3 au 11 octobre. Le Festival de chorégraphie contemporaine, Danse Emoi, s'inscrit aussi dans le calendrier des citadins qui se souviennent du « passage », en janvier 1992, de Régine Chopinot, Maggy Maria, Claude Brumachon, Cécile Tanano et quelques autres. Il faudrait aussi citer, parmi les grands rendez-vous, la Biennale internationale de l'email, qui a conduit, pendant l'été, de nombreux visiteurs à emprunter les rues qui séparent le Musée de l'évêché de la chapelle du lycée Guy-Lussac.

De telles manifestations permettent de faire connaître Limoges à Paris comme dans le reste de l'Europe. Le nom de la ville est associé à un événement, il reste gravé dans les mémoires. Comme le théâtre en Avignon, ces manifestations visent à doter la ville d'un label culturel fort.

Il ne s'agit pas seulement d'une question de prestige. L'activité culturelle devient de plus en plus un agent de développement économique direct. Tous les industriels limousins le savent : ils ont de grandes difficultés à recruter des cadres et surtout à convaincre les épouses de ces derniers, qui redoutent d'aller « s'ennuyer » en Limousin et qui mettent en

avant son « déficit culturel ». Même si, à Paris, Lyon ou Toulouse, ces cadres et leurs familles ne fréquentent que rarement les concerts ou les expositions.

La multiplication de ces manifestations, à Limoges comme ailleurs, attire parfois le reproche inverse. L'événement culturel médiatique serait plus fait pour l'extérieur, « pour les chers de journalistes parisiens », dit méchamment un amateur local, que pour la ville elle-même. Comme si la culture était assimilable à une attraction touristique.

### Une tradition lyrique

Un reproche que la municipalité refuse. Sur un budget total de 1,3 milliard de francs en 1991, elle a consacré, dit-elle, près de 6 % à des dépenses culturelles directes. A quoi il faut ajouter des subventions (un total de 6,7 millions de francs) à des organismes et à des initiatives de terrain. Des dépenses qui s'articulent de plus en plus avec celles des autres collectivités territoriales, le conseil général et le conseil régional, ou qui s'intègrent

dans des montages financiers préparés par la direction régionale des affaires culturelles (DRAC).

Premier poste : le Grand Théâtre municipal. Limoges est une des rares villes françaises à maintenir une tradition lyrique avec un orchestre et un corps de ballet permanents. La tradition locale était à l'opéra, mais le directeur et chef d'orchestre, M. Guy Condette, tire d'année en année le répertoire vers des ouvrages plus ambitieux, Beethoven, Mozart, Verdi, Wagner. L'orchestre se transforme aussi en ensemble symphonique régional à géométrie variable : ensemble d'instruments à vent, quintette à cordes, etc.

La musique est l'une des principales lignes de force de la vie artistique limousine. Cette saison, le Grand Théâtre va proposer en semaine des concerts de midi et de fin d'après-midi. Il n'y a pas de semaine sans une ou deux manifestations musicales, dans un registre très étendu. L'Ensemble baroque de Limoges, dirigé par M. Christophe Coint, et l'Ensemble Pygmalion de M. Jean-Michel Hassler, sont tous

deux familiers du Festival de Versailles. Des rencontres internationales de musique baroque vont d'ailleurs se réunir à Limoges les 28 et 29 novembre.

La ville affirme aussi une vieille prédilection pour le jazz. Au mois de novembre, Jazz en Limousin va y amener de nombreux musiciens, parmi lesquels, en vedettes attendues, Carla Bley et Steve Swallow, Anthony Braxton, Jimmy Gourley. Elle possède un hot club en perpétuelle activité (ses invités ces prochaines semaines seront les Stars of Faith et la chanteuse Carrie Smith, avec toujours un staff important de musiciens du cru).

Autre point fort de l'activité artistique régionale : les arts plastiques. Un ancestral inconscient collectif est né de la pratique séculaire des arts du feu. Au siècle dernier, les peintres sur porcelaine formaient une aristocratie ouvrière très branchée sur la culture la plus actuelle de leur époque.

### Quatre troupes de théâtre

Auguste Renoir, né à Limoges, offre plus tard à sa ville un portrait de son fils Jean, le futur cinéaste. Il peignit aussi, en 1884, Paul Haviland, le rejeton de la plus célèbre dynastie porcelainière, tableau aujourd'hui au Musée des beaux-arts de Kansas-City.

Un autre membre de la famille (dont naquit aussi l'écrivain Jacques Chardonne) fut dessiné par Modigliani. Antoine Bourdelle travailla pour Limoges et Claude Monet y créa son service personnel, Giverny, toujours édité aujourd'hui.

Au début du siècle, et jusque dans les années 30, l'émul et la porcelaine furent en prise directe sur la vie des formes de leur temps, du cubisme aux arts déco. Les deux musées de Limoges (l'évêché pour l'email, Adrien-Dubouché pour la porcelaine) remettent aujourd'hui à l'honneur ces périodes récentes. Si la porcelaine, aujourd'hui en crise, ne se peut tonner dans un prudent classicisme, plusieurs francs-tireurs réunis dans le

groupe Esprit Porcelaine, travaillent dans la création contemporaine en contact étroit avec le monde du design.

Dans les années 68-72, la présence à l'École nationale des arts décoratifs de Limoges de Claude Viallet suscita toute une école de jeunes peintres. L'histoire à venir de l'esthétique « supports-surfaces » devra nécessairement écrire un chapitre sur Limoges. Ou, par exemple, Buren exposa bien avant l'apparition de ses colonnes dans les jardins du Palais-Royal.

Troisième registre de cette vie culturelle foisonnante, qui surprend toujours les visiteurs, le théâtre. Limoges tient probablement un record, pour une agglomération de 180 000 habitants, elle dispose de quatre troupes professionnelles permanentes.

Un centre dramatique national d'abord, La Limousine. Animée par deux vétérans du Théâtre de l'Est parisien (TEP), Ariette Tephany et Pierre Meynaud, ce centre a bénéficié de la réhabilitation d'un cinéma coopératif construit au début du siècle. Ici on travaille dans la tradition du TNP, et les auteurs s'appellent William Shakespeare et Pierre Corneille, Bertolt Brecht ou Samuel Beckett.

Le Théâtre de la Passerelle, animé par Michel Bruzat, vagabonde dans le répertoire - Molière l'an dernier, Copi pour la saison à venir - avec quelques aventures dans le grand spectacle. Le théâtre d'Expression 7, animé par Marc Eyrolles, travaille dans l'esprit Dario Fo. La Compagnie Fievet-Pailhès, enfin, s'est fait une spécialité du « théâtre de salon » et de l'intimisme.

Mais cette Compagnie risque de quitter Limoges fin 1993. Un conflit avec la direction régionale des affaires culturelles est à l'origine de ce « divorce ». La gestion de la culture n'est pas toujours chose facile.

G. C.



LIMOGES

### La télévision régionale dans sa ville

Limoges fut l'une des premières villes de France à avoir sa radio, dès 1928. C'est donc naturellement que l'ORTF y implanta une station de télévision. Avec une aire plus réduite - le Limousin et le Poitou-Charentes - des studios, un centre de production, puis un bureau régional d'information.

Station d'une petite région, FR3 a adopté très vite la stratégie limousine : se faire remarquer dans des créneaux particuliers. C'est elle qui a produit

« Sarmodynrite », une série sur la Bataille de l'Atlantique (1987) ou plus récemment « Bruns de taule », une émission coproduite avec le club vidéo du pénitencier de l'île de Ré (le Monde du 26 octobre 1990).

Ce qui ne l'empêche pas d'avoir périodiquement des inquiétudes pour son avenir. Le centre de production a été démantelé, pour une meilleure division du travail avec Toulouse et Bordeaux, où elle s'est spécialisée dans la postproduction. Pour résister à cette tendance, la station a noué des collaborations. Un pool Eurosud avec Bordeaux, Bilbao et Porto, le magazine transfrontalier « Arc Atlantique » avec Rennes et plusieurs stations britanniques, irlandaises et espagnoles et une collaboration régulière Limoges-Ontario pour trois émissions communes par an.

## Activités nocturnes

COMMENT faire pour s'amuser dans une ville qui est entrée dans le discours habituel comme un haut lieu de réclusion et d'ennui ? Limoges - sur fond de guerre 14-18 et de généraux mis à la retraite pour cause d'échecs - a bien des difficultés à exister, à l'heure où les régions, départements et grandes agglomérations commencent à tout va sur leur « bien être et bien vivre ». A ces images d'Épinal, le Limousin répond par une activité nocturne aussi diverse qu'ailleurs. Activité classique : on trouve finalement autant de « lieux de réjouissance » que dans toute bonne vieille ville de province : bars, boîtes de nuit ne désespèrent pas et ont même bénéficié d'une heure de fermeture légale plus tardive.

### « Ce qui bouge dans le rock »

Et on parle couramment sur les bords de Vienne des « effluves de bière de la jeunesse étudiantine limousine ». Un des bars du centre-ville détient d'ailleurs le record du plus fort débit de « mousse » dans le grand Sud-Ouest ! La cité porcelainière pourrait également s'enorgueillir de posséder une des rares vraies brasseries dans le centre de l'Hexagone. Un bar où trônent les caves de cuivre et qui produit lui-même son onctueux breuvage.

Activité nocturne... et culturelle également. Puisque Limoges se donne fréquemment des airs de « petit Avignon ». Les festivals existent, comme celui des Francophonies, nombre de compagnies théâtrales font escale dans la ville ou y résident.

Mais si l'on dit que tout va bien le soir dans la capitale limousine, on nous rétorquera que ce n'est pas vrai. Le cinéma, malgré de fortes opérations de promotion, notamment en direction des quelque treize mille étudiants, ne se porte pas mieux qu'ailleurs. La

saison d'art lyrique, même si elle attire avec des concerts de qualité et l'orchestre régional, ne crève pas le plafond de l'audimat culturel. Et l'Ensemble baroque avec son chef Christophe Coint, malgré le succès de *Tous les matins du monde* d'Alain Corneau (tourné d'ailleurs non loin de là, en Creuse), semble réservé aux initiés.

Au milieu de tout cela, n'oublions pas le rock : la municipalité lui a réservé un de ses centres culturels, baptisé comme il se doit « John Lennon ». Un centre qui a connu bien des atterrissements, de longs travaux, pour finalement abriter « ce qui bouge dans le rock limousin » : Les Ejectés, One-Two ou encore Prosoody (pardon pour les autres, on ne les oublie pas !).

Vieille terre de radicalisme, Limoges et le Limousin ne sont pas « que » culturels : le soir, de septembre à mai, on se rend au palais des sports de Beaulieu pour encourager ceux qui pendant vingt ans, sur les parquets de France d'abord, d'Europe ensuite, ont été les Verts. Cette saison, toujours plus ambitieux, les basketteurs du Cercle Saint-Pierre, le CSP, sont jumeaux et grenats. Ils ont remporté début septembre le premier grand rendez-vous de la saison, le Trophée Legrand. Dans les trois jours qui ont suivi, cent vingt nouveaux abonnés ont rejoint les deux mille accros de la balle orange.

Toutes ces activités pour coucher-tard suffisent-elles à rendre heureux les habitants ? Certainement pas. Mais l'impression qui domine est que Limoges bouge, même si pour le moment il ne s'agit que de frémissements.

FRANÇOIS RIVAUD  
et LUDOVIC LABASTROU  
(rédacteur en chef et journaliste à Radio France Limoges.)

MACIA SA



LA A LIMOGES

res thérapeutique

Limousin diversifié, une équipe humaine trouve les éléments pour aller vers une unité de plus en plus internationale du marché pharmaceutique mondial.

l'exportation

qui a toujours entretenu une relation avec les établissements d'aujourd'hui 80 % de son activité à l'exportation.

répétitive : produit injectable présenté en kit, aide des malades en hôpitaux et us.

océdé aseptique industriel pour le de mélanges ternaires injectables, sides, glucides, protéines) pour la naissance à une gamme complète.

diplète, entièrement automatisée de jection pour un antithrombotique de bas poids moléculaire.

LE CENTRE EUROPÉEN DE CE PRODUIT.

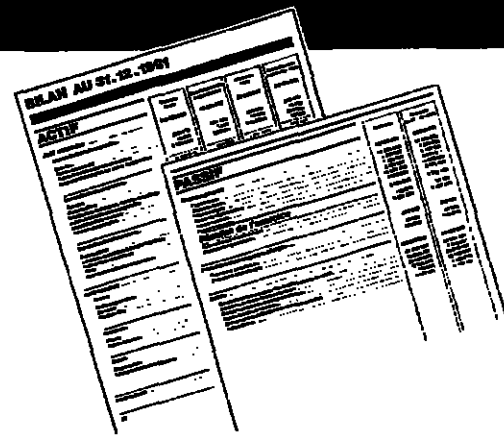
CARREFOUR INTERNATIONAL DE LA CERAMIQUE ET DU VERRE

**Merci à tous les participants de C 92**

**Rendez-vous en 1995**

# développer votre entreprise

Ici, vous pourrez juger du résultat



Réussir le développement. En quelques lignes de haut de bilan, tout se joue. La différence se fait sur quelques postes du compte d'exploitation. Vous jugerez sur cette base la qualité des propositions qui vous sont faites. Comme ceux qui y réussissent déjà, nous connaissons les forces de Limoges et de la

Haute-Vienne : diversité industrielle, fortes spécialités, filières technologiques et de recherche, main-d'œuvre de qualité, cadre de vie d'exception... Interlocuteur unique, mandaté par la Ville de Limoges, le Conseil Général et la Chambre de Commerce et d'Industrie, nous construisons avec vous et jusqu'au bout votre projet. Rencontrons-nous.

limoges haute-vienne développement

19, boulevard Victor Hugo - 87000 Limoges  
Tél. 55.79.27.00 - Télécopie 55.77.60.71

## HEURES LOCALES



## Une technopole nommée ESTER

Elle porte presque le même nom qu'une tragédie de Racine, mais les Limousins ont préféré oublier le h et nommé leur technopole ESTER, en reprenant les premières lettres de l'Espace scientifique et technologique d'échanges et de recherches. Conçue il y a quatre ans sur un site de 195 hectares, ESTER est née en février dernier en présence d'Hubert Curien, ministre de la recherche, et son inauguration est prévue pour l'été 1993.

Le bâtiment central, de forme ronde, déjà surnommé « la soucoupe », est largement sorti de terre. Il accueillera les trois centres régionaux pour l'innovation et les transferts de technologies (CRITT) — opto-électronique, biotechnologies, céramique — les organismes qui travaillent dans l'innovation et la recherche, plus une bibliothèque scientifique.

L'Ecole nationale supérieure d'ingénieurs de Limoges (ENSIIL), ouverte à la rentrée universitaire dans des locaux provisoires, devrait venir s'installer à côté, dans deux ans. Legrand S.A. a été la première firme à s'y implanter et plusieurs parcs ont été vendus, notamment à Merlin-Gérin (équipement électrique) et à la société toulousaine Acton-Informatique. ESTER a pour mission d'affirmer le dynamisme économique de Limoges et de sa région. Le maire de la ville, M. Alain Rodet, l'a précisé le jour du baptême, le 17 décembre dernier, en présence du parrain, l'astrophysicien Hubert Reeves.

« Nous ne voulons pas bâtir ici un îlot de haute technologie au milieu d'un océan de traditions. » Il souhaite édifier « un ensemble cohérent et identifiable », capable à la fois d'attirer des entreprises venues d'ailleurs et de « générer elles-mêmes des activités ». Il s'agit aussi, a souligné M. Alain Rodet, « de ne pas gâcher ce parc » en le laissant glisser vers une réalité de simple zone industrielle. Limoges et sa banlieue en possédant déjà quatre. « Sans jouer les inquisiteurs », la municipalité veillera à ce qu'ESTER « soit bien exclusivement située dans le créneau de la haute technologie ».

**D**EUX CENTS professionnels de la céramique viennent de se réunir à Limoges. Du 22 au 25 septembre, le Carrefour international de la céramique et du verre, plus simplement baptisé C92, a tenu ses assises triennales dans la capitale limousine.

En alternance avec Ceramtec à Munich et Interacramex à Birmingham, cette réunion au sommet rassemble les partenaires (laboratoires de recherche, producteurs de matières premières et de produits finis, équipementiers, organismes techniques et professionnels...) d'une filière dont les technologies évoluent très vite. D'une filière dont l'importance industrielle touche un nombre croissant de secteurs économiques, du bâtiment à l'aéronautique, en passant par la chirurgie et même, maintenant, au traitement des déchets dangereux.

Cette manifestation économique et scientifique est aussi, pour Limoges, l'occasion de mesurer les progrès de sa vocation céramique. Cette vocation est née avec la découverte du kaolin au dix-huitième siècle et la naissance de la porcelaine, une activité qui a employé jusqu'à douze mille ouvriers au début du siècle. Aujourd'hui, elle produit la moitié de la porcelaine française (l'autre moitié est, pour l'essentiel, berrichonne et poitevine) et compte une trentaine de manufactures pour deux mille cinq cents emplois.

La dispersion de cette activité n'empêche pas les innovations; ainsi le coulage sous pression ou la presse

isostatique à sec ont fait leur apparition. Sur les soixante presses en activité dans le monde, dix sont à Limoges. La ville s'est aussi bien adaptée aux exigences contemporaines : émaux sans plomb, résistance aux micro-ondes et aux lavavaisselle.

Mais la faiblesse de ses structures — ce sont généralement des dynasties familiales — rend ce secteur très fragile. Toutes réunies, les entreprises limougeuses n'ont que quatre fois moins que la seule firme bavaroise, Rosenthal. Elles sont donc très vulnérables à la crise, d'autant qu'elles exportent la moitié d'une production, très sensible aux aléas de la conjoncture. La guerre du Golfe, par exemple, leur a fait très mal. L'une des plus prestigieuses, Raynaud, vient d'ailleurs de déposer son bilan (le Monde du 28 juillet).

## Les investisseurs étrangers présents

Mais cette industrie, si elle a fait la célébrité de Limoges, n'est qu'une partie, et pas la plus importante, de l'activité céramique de la ville et de la région. La porcelaine sanitaire, par exemple, s'est beaucoup développée ces dernières décennies. Ailla à Limoges (250 emplois) et Jacob et Delafon à Brive-la-Gaillarde (Corrèze) (150 emplois) en sont des illustrations.

Et surtout il y a l'amont, KPCL (Kaolin et pâtes céramiques du Limousin), une entreprise bicentenaire née en même temps que la porcelaine. Le kaolin régional est épuisé depuis longtemps, mais demeure un

savoir-faire qui continue à assurer à la firme le quasi-monopole des pâtes françaises : 50 000 tonnes par an, dont le tiers est exporté. KPCL travaille à partir de matières premières largement importées (kaolin, argile, quartz, feldspath, minéraux divers). Elle dispose d'une avancée technologique qu'elle a jusqu'à présent su préserver par une activité de recherche permanente.

Autres produits d'amont : les émaux, couvertures et poudres colorées, produits par l'usine limougeuse du groupe allemand Degussa (250 salariés). Une implantation qui prouve que les investisseurs étrangers ne dédaignent pas Limoges. C'est encore un groupe britannique qui a repris Matthey-Beyrand (200 salariés), qui produit les décors, décalcomanies ou chromolithographies.

Les équipementiers ensuite : Coudamy (120 salariés) est le troisième producteur mondial de fours céramiques. Spécialiste de la cuisson continue, la firme réalise la moitié de son chiffre d'affaires à l'étranger avec des installations sur mesure. « Nous sommes surtout vendeurs de savoir-faire », précise M. Jacques Coudamy, PDG de l'entreprise (ex historien des techniques de la porcelaine). Nous soustrayons le gros œuvre et surtout, la chaudronnerie. Nous jouons ainsi un rôle moteur pour d'autres activités industrielles en Limousin et au-delà.

Second spécialiste des machines thermiques : Elmetherm (115 salariés, groupe Matland), l'un des trois grands mondiaux, avec les Allemands Dorst et Netsch, du coulage sous pression. Sa filiale, Cerlun-Equi-

pement, travaille la robotisation de ce coulage pour la production des assiettes. Elle assure un rythme de mille assiettes à l'heure (quatre cents avec les traditionnelles machines Roller). L'amélioration de la productivité demeure une obsession constante dans la porcelaine dont le prix est encore calculé, pour près de 60 %, d'après les coûts salariaux. Autres équipementiers : les broyeur et les malaxeurs pour la préparation des pâtes, la firme FNE-Faure y emploie soixante salariés.

## Une délocalisation réussie

Cette diversification s'appuie sur un essor parallèle de la recherche. Dès sa naissance, en 1968, la jeune université de Limoges, s'est donnée un pôle scientifique spécialisé : hautes températures, matériaux frittés, céramiques nouvelles, etc. En 1979, ce potentiel a été renforcé par l'arrivée à Limoges de l'Ecole nationale supérieure de céramique industrielle (ENSCI) de Sèvres. Une délocalisation discrète et réussie.

« A Sèvres », explique l'un de ses enseignants, M. Jean-François Baumann, l'école était confinée dans des lieux vétustes, sans infrastructures et sans perspectives de développement. L'arrivée à Limoges dans des locaux neufs, ce fut une renaissance.

Troisième atout : la création d'un laboratoire de céramiques nouvelles, associé au CNRS, qui mobilise aujourd'hui cinquante chercheurs et en permanence une soixantaine d'étudiants « thésards ». Un laboratoire en prise directe avec le monde

industriel. « Son budget de fonctionnement », explique M. Jean Demisson, professeur à la faculté de sciences et responsable du laboratoire, est assuré à 80 % par des contrats de recherche; une cinquantaine par an, demandés par des entreprises importantes; par exemple, Aérospatiale, Pechiney, Rhône-Poulenc ou Saint-Gobain. Et aussi une cession avec l'industrie locale. Plusieurs ingénieurs du KPCL et de Coudamy travaillent en permanence avec les chercheurs du CNRS.

Enfin, la nouvelle Ecole nationale supérieure d'ingénieurs de Limoges (ENSIIL), qui ouvre ses portes pour cette rentrée universitaire 92-93, propose, elle aussi, une filière « traitement de surfaces et matériaux céramiques ».

Cette « nébuleuse céramique » s'est vertébrée avec la création d'un Centre de transfert des technologies céramiques (CTTC), qui a le statut reconnu de Centre pour la recherche, l'innovation et les transferts de technologies (CRITT). Avec déjà quelques résultats concrets pour le tissu industriel local. La société Cristal produit des prothèses osseuses; Sorevi, des revêtements de surfaces céramiques sous vide; Eumapla travaille sur la vitrification par torche à plasma sous très hautes températures, jusqu'à 15 000 degrés, des déchets toxiques et des résidus dangereux. Toutes les trois sont nées de la collaboration de l'université et de l'industrie.

G. C.

## La confiance retrouvée

Suite de la page 9

L'humaniste protestant Théodore de Bèze écrit, dès la Renaissance, que « Limoges, situé en pays froid, stérile, sans rivière navigable et malaisé pour le charroi, était toutefois, par une singulière industrie et bon ménage de ses habitants fort adroits et ingénieurs, l'un des plus opulents de France de ce qu'elle contient ».

Cette pauvreté se lit encore dans les anciens hôtels particuliers du centre-ville. Le rez-de-chaussée en pierre de taille, d'une élégance austère, la dureté du granit est peu apte aux floritures, soutient des étages à colombages et torchis du même modeste matériau que les maisons voisines des quartiers populaires.

Limoges fut donc très tôt une ville industrielle. Au début du XIX<sup>e</sup> siècle, lorsque la porcelaine commença à lui donner sa notoriété, elle n'était encore qu'une nouveauté modeste face aux activités

traditionnelles du textile et du cuir. On comptait une trentaine de fabriques et près de 3 000 salariés en 1830, ce qui représentait une concentration ouvrière importante à l'aube de la révolution industrielle.

La mémoire de la ville se confond d'ailleurs avec la mémoire ouvrière : division et concentration du travail, et sentiment d'exploitation et de révolte. Dès le début du XVIII<sup>e</sup> siècle, les intendants y signalaient au gouvernement royal « un esprit de révolte, de sédition et de mauvaise volonté ». Sous la Révolution la ville est jacobine. A partir de 1830, elle vit au rythme des grèves et surtout des premières mutuelles, des syndicats plus ou moins clandestins, des coopératives. Elle est un centre majeur du socialisme saint-simonien et de la philosophie maçonnique.

En 1848, la ville s'insurge et proclame la République avant Paris.

Elle vit un mois en République autonome avant d'être reprise par la troupe. Elle est communarde en 1871, « trois jours seulement », mais c'est assez pour que le colonel Bille, héros de Reichshoffen, y soit tué lors de l'assaut d'une barricade. Limoges veut alors empêcher que les renforts militaires montent du Sud-Ouest à l'aide de Versailles. Il y a six condamnations à mort, par contumace. Quelques années plus tard, des corsetières en grève, qui ne veulent plus être contraintes à dire la prière du matin avant de se mettre au travail, se rassemblent et créent en 1885 la CGT.

## Manoirs à l'anglaise

En 1905, les grèves insurrectionnelles limougeuses effraient la France entière. La ville s'enflamme alors, exige le renvoi d'un contremaître coupable de harcèlement sexuel (les femmes sont nombreuses dans l'industrie de la porcelaine). Le préfet fait donner la troupe. Immédiatement, la ville se couvre de barricades et le sang coule. Jean Jaurès intervient à la Chambre des députés : « Il y a dans cette grève une question plus haute qu'une question de salaire, il s'agit de la dignité morale des ouvriers ».

La ville est ensuite l'une des capitales de la Résistance. Résistance militaire et aussi d'aide aux juifs et aux apatrides d'Europe centrale. Louise Leiris, Kahweiller, Raymond Queneau se réfugient dans ses abords. Et aussi Raoul Hausmann, l'un des inventeurs du mouvement dadaïste à Berlin, un « suprématisme », selon Hitler, de « l'art dégénéré ». Il s'y trouve assez bien pour y rester jusqu'à la fin de ses jours.

Cette tradition frontoise a profondément marqué Limoges. Jusque dans sa topographie. Alors que la plupart des villes françaises ont épanoui leur urbanisme aux XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles, sous l'impulsion d'une bourgeoisie dynamique et triomphante qui les a remodelées (de la place du Capitole à Toulouse à la place Stanislas à Nancy, les exemples sont nombreux), Limoges a été désertée par ses élites, effrayées par ses turbulences. Ces familles ont construit autour, à la manière anglaise, des manoirs et des châteaux plus paisibles. La plus somptueuse de ces demeures, édifiée par la famille Haviland, les célèbres porcelaniers, sous le Second Empire, à une vingtaine de kilomètres au nord de Limoges, a servi de décor à *Providencia*, le film d'Alain Resnais.

La ville fut donc laissée à sa « popola ». Les usines poussèrent au petit bonheur, les vieux hôtels aristocratiques se cloisonnèrent en logements misérables. La ville, aujourd'hui encore, en garde une physiologie de banlieue industrielle, comme une sorte d'Auber-ville rural. Elle n'a pas de vrai centre, mais des îlots faubourgs qui ont poussé au XIX<sup>e</sup> siècle autour des manufactures, puis le long des grands axes routiers : faubourg de Paris, faubourg d'Angoulême, faubourg de Toulouse.

## Une rénovation tardive

Limoges elle-même se croyait laide, au point d'être sans considération pour son propre passé. Périodiquement, des quartiers anciens étaient livrés à la démolition. Celui de la Boucherie, le plus chargé d'histoire locale (les brillantes dynasties de bouquiers, installées à la fin du Moyen Âge et travaillant jusqu'à la fin des années 80), a bien failli disparaître, lui aussi, pour cause d'insalubrité, voilà quelques décennies.

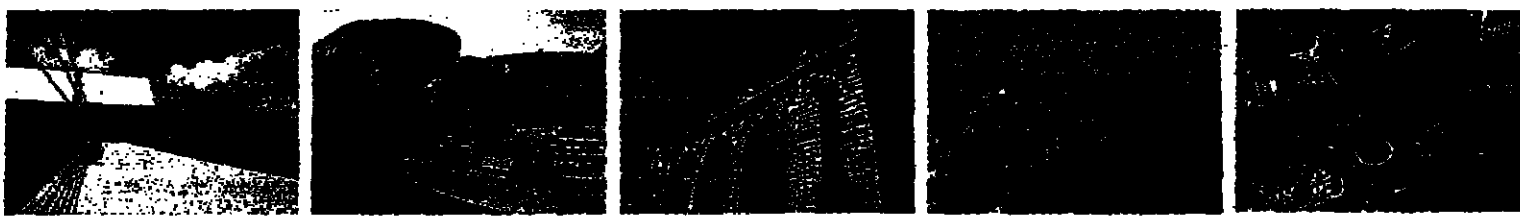
Le quartier des Ponts, sur la Vienne, entre les deux ponts gothiques Saint-Étienne et Saint-Martial, était à Limoges ce que Belleville est à Paris ou la Croix-Rouge à Lyon : le haut lieu de la mémoire et de la fierté populaires. Il s'ouvrait sur la rivière par un port où s'échouaient le soir les troncs descendus par flotage du plateau limousin. Ils étaient tirés sur la berge par le rude prolétariat des « Navetands », puis acheminés vers les fours à émail et à porcelaine. Les femmes étaient lavandières pour les beaux quartiers. Tout Limougeaud bien né devait pouvoir s'enorgueillir d'une origine « ponticaude ». Ce quartier a été peu à peu haché, jusqu'à ne subsister qu'en petits îlots urbains sauvés de justesse.

Il n'y a guère plus de vingt ans que la ville s'est aperçue qu'elle avait, pour reprendre les paroles de Serge Gainsbourg, la beauté cachée des laids. Il fallut une mobilisation quasi militante pour que les premiers colombages du quartier de la Boucherie réapparaissent sous les crépis qui les avaient mutilés au siècle dernier, pour que des passages soient réouverts sous des voûtes Renaissance. Et puis la mode a amplifié le mouvement.

Limoges retrouve, sous son proche passé industriel, son lointain passé médiéval. Elle s'aperçoit qu'elle a du charme. Voilà un nouveau motif de fierté pour une ville qui a toujours autant de mal, quoi qu'elle en dise, à avoir confiance en soi.

GEORGES CHATAIN

## En Limousin, les villes entrent en campagne !



Le Limousin, une région d'équilibre naturel et humain. Cet équilibre, le Conseil Régional a choisi de le renforcer. En affirmant Limoges dans son rôle de capitale régionale du Centre-ouest. En favorisant par « les contrats d'armature urbaine » le dynamisme et le rayonnement des villes qui animent le Limousin.



## Limousin. Une région. Des villes.

Conseil Régional du Limousin / 27 boulevard de la Corderie 87 031 Limoges cedex / tél. 55.45.19.22



Après les obsèques des victimes des inondations

## Vaison-la-Romaine et ses voisines pansent leurs plaies

Dans un profond recueillement, plus de 2 000 personnes ont assisté, vendredi 25 septembre, à Vaison-la-Romaine, aux obsèques, célébrées par Mgr Bouche, archevêque d'Avignon, de 14 des victimes des inondations qui ont frappé mardi le Vaucluse. Le dernier bilan provisoire de cette catastrophe dans le Sud-Est faisait état, samedi 26 septembre, de 38 morts et de 24 personnes disparues.

DE VAISON À BÉDARRIDES  
de notre envoyé spécial

Elles se déclarent oubliées. Soit, mais leur malheur plus ordinaire n'entraîne pas une compassion subsidiaire. Parce que Vaison la martyre a normalement focalisé l'attention et capté l'essentiel des secours, on a vu, le long des départementales 975, 69 et 977, qui sur une cinquantaine de kilomètres bordent la rive droite de l'Ouvèze, les populations de plusieurs communes du Nord-Vaucluse, de Roaix à Bédarrides en passant par Viols, ont été réduites à penser leurs plaies dans une solitude souvent cruelle.

Faute d'électricité, et bien sûr de téléphone, on n'a pas vu les images terrifiantes tournées par des amateurs autour du pont romain de Vaison et c'est par le bouche à oreille qu'on a commencé à comprendre que là haut, c'était autre chose. Une sorte de fin du monde. «Evidemment, même quand on a tout perdu, on peut encore s'estimer heureux d'avoir perdu personne», résume avec une noble sagesse une octogénaire de Viols, qui, devant sa maison dévastée, s'est armée d'un piochon pour attaquer vaillamment la boue. Il faut suivre le chemin dévasté par l'eau qui, cinglante, irradie, se confond longtemps avec la croute des vases, pour cerner l'étendue des dégâts et saisir quelques évidences, d'étape en étape.

Juste après Roaix, où au moins deux habitants ont été tués et dont le pont le plus récent, Sablier et Gigondas, a été emporté par la flot encore moussueuse, la route de Rasteau est coupée. Pour très longtemps. Un pan entier de la colline s'est détaché et des milliers de tonnes de terre recouvrent l'habitat sur plus de cinquante mètres.

Près de l'emplacement du pont, une grue télescopique de 25 mètres de haut, des équipes de pompiers de la SDER (Briale de la Lyonnaise des eaux) ne sont pas en train d'avoir réussi à jeter une poutrelle de 40 mètres de long et de 12 tonnes en travers de l'Ouvèze pour y fixer une conduite d'eau de 300 millimètres. Cet exploit technique devrait permettre de réalimenter en eau potable dès samedi soit 60 % de l'agglomération vauclusienne. Des ruptures de canalisation ou l'inondation d'une station de pompage ont privé d'eau une dizaine d'autres communes.

A Beaumes-de-Venise, l'Ouvèze restait en crue. Mais de Rasteau à Viols, c'est bien elle qui a secoué ou partiellement anéanti deux autres ponts et dévasté le vignoble sur une bande de 100 mètres à 300 cent mètres de large représentant sans doute des centaines d'hectares. A Viols, trois cents habitants ont été gravement sinistrés. «Pendant deux jours, on a dû faire face avec nos seuls pompiers volontaires, soit une quinzaine d'hommes. Il a fallu atten-

dre jeudi pour que la préfecture pense à nous», se plaint M. Alain Tassoul, cinquante-deux ans, président du club de football local, qui régle la circulation pendant qu'un gendarme mobile avalu un cas-crochet.

Depuis la veille, une centaine d'aviateurs de la base aérienne 115 d'Orange participent activement aux travaux de débâlage et au gros nettoyage. En repassant l'école communale qui leur sert de caserne, balais et radars sur l'épave, les avions embourbés croisent une cinquantaine de piments lyons avignonnais, équipés du même matériel. Escadrons par deux religieuses, ces sœurs viennent nettoyer le collège privé Saint-Pierre qui était en première ligne lorsque la rivière est sortie de son lit. Ils ne sont pas rancuniers. L'Ouvèze leur a fait très peur. «Avec nos professeurs nous étions vingt-cinq à nous être réfugiés au premier étage et l'on voyait l'eau monter par la fenêtre», se souvient l'un d'eux. On a cru que ça ne s'arrêterait jamais.

A Bédarrides comme à Viols, c'est une inondation classique que l'on a eue. Un envahissement des eaux «à la française», sans on dit, par opposition à l'effet de typhon exotique observé à Vaison-la-Romaine. Ici, pas d'engorgement, donc pas d'eau sous pression. Bien sûr, on a dû évacuer en longue patience quarante-huit heures dans certains quartiers. L'eau a atteint 2,50 mètres dans le centre du village et mille cinq cents des cinq mille habitants sont gravement sinistrés. Mais l'on ne déplore aucun mort.

«La ville  
aux sept rivières»

Dans cette lointaine banlieue d'Avignon, bordée par la RN 7 et l'autoroute du soleil, la menace des caprices de l'Ouvèze fait partie du paysage. Ne l'a-t-on pas surnommée «La ville aux sept rivières»? «Vous savez, Bédarrides est un trou, parvient à plaisanter M. André Tort, maire du village depuis 1989. J'avais connu l'inondation de 1951 qui était déjà méchante, mais cette fois-ci on était cinquante centimètres au-dessus. La rivière a enjambé la digue plus d'un kilomètre en amont et a été déviée vers nous par quinze mètres de dénivellation.»

C'est vers 19 heures, mardi, que l'eau a envahi les rues, soit près de quatre heures après le «raz de marée». Un délai qui laisse perplexité : pourquoi l'alerte n'a-t-elle pas été donnée? «Il y a eu une mauvaise coordination, admet M. Tort. Quand on a su que c'était vraiment très sérieux, il était trop tard.» Par chance, tous les habitants ont pu se réfugier au premier étage ou sur le toit de leur maison, mais on a flôlé le pain.

L'Ouvèze a regagné son lit, mais depuis quatre jours tout Bédarrides dort en hauteur. Du matin au soir, les sinistrés repoussent inlassablement la boue devant eux, grattant, balayant, rasant, piochant par pioche, mètre par mètre. Une seule occupation obsessionnelle qui diminue encore des jours, voire des semaines. Même avec l'intervention des pros moyens. «Il a fallu aller faire signe à un convoi de pompier sur la nationale, sinon personne ne s'inquiétait de nous», souligne-t-on ici amèrement.

Mais aujourd'hui, pour leur grande lassitude, les Bédarridiens ont reçu de saines nouvelles. De Séguret, du Pontet, d'Avignon, de Marseille même. A tel point que dans le village, dont les accès sont strictement filtrés par les gendarmes, on assiste à un embou-

teillage de camions, balayeuses, suceuses, arroseuses, camions-pompes. Jeudi, un convoi de lourds véhicules municipaux est encore arrivé de Marseille avec une trentaine d'employés volontaires. Du coup, certains trottoirs, quelques magasins et des rez-de-chaussée, débarrassés, ont retrouvé quelque couleur. Soudés par l'épreuve, les Bédarridiens, dont beaucoup ont tout perdu, viennent se réjouir dans une atmosphère chaleureuse sur la place centrale. Derrière les tables de cette épicerie en plein air, le ravitaillement ne manque pas. C'est par palettes entières que les aliments de base ont convergé.

De sérieuses

conséquences économiques

Une de fatigue, la population ne prend pas le temps d'envoyer l'avis. Si l'on n'est pas lumineux, on pense généralement, comme le maire, que dans quelques semaines «la vie reprendra le dessus». A condition que l'argent arrive vite et principalement celui des assurances. Toute évaluation précise serait pour l'instant illusoire. Tout juste peut-on se livrer à un recensement. Une bonne cen-

taine d'habitations sont ou devront être détruites, plusieurs milliers d'autres sont très endommagées. Sur la bande inondée, beaucoup d'artisans, et surtout des commerçants, ont été gravement touchés, mais les inondations ne devraient pas avoir de conséquences au plan industriel. Quelques PME inondées devraient reprendre leurs activités. La viticulture est partiellement touchée, mais sur un périmètre très limité et le côté du Rhône a de beaux jours devant lui. La réparation des grosses infrastructures — ponts, digues, chaussées — constitue, à l'évidence, le poste le plus lourd.

Les professionnels du tourisme craignent en revanche que «l'image de mort et de désolation» diffusée et amplifiée à propos de la catastrophe ne porte pour longtemps préjudice à une région qui, en réalité, n'est aucunement défigurée. Comment les rassurer? Sinon en insistant sur la beauté intacte et l'harmonie préservée d'une ville et de villages qui ont le privilège de s'insérer dans un pays vert et bleu, au doux vaonnement qui s'offre en toile de fond les dentelles de Montmirail et le mont Ventoux.

ROBERT BELLERET

## Le cas Gregory

Un petit Américain de douze ans, pour rester dans sa famille adoptive, a obtenu le droit de « divorcer » de ses parents naturels

WASHINGTON

de notre correspondant

Evidemment télévisée, une audience du tribunal d'Orlando (Floride) a donné lieu, jeudi 24 septembre, au spectacle d'une mère accusée par l'avocat de son propre enfant — et devant celui-ci — d'être une droguée, une alcoolique, une prostituée et une lesbienne. L'affaire commence en juillet lorsqu'un juge de Floride autorise le garçon à introduire l'âge de la majorité juridique contre sa mère. Gregory accuse cette dernière, Rachel Kingsley (trente ans), de l'avoir toujours «négligé», de l'avoir placé depuis lui dans différents orphelinats et de ne le réclamer aujourd'hui que parce qu'il a trouvé une famille d'accueil, des parents adoptifs, qui veulent le garder et avec lesquels il veut vivre.

La justice de Floride a donné satisfaction à la requête de Gregory, qui entendait obtenir la «séparation légale» d'avec sa famille naturelle afin que sa nouvelle famille puisse officiellement l'adopter. Habituellement, c'est la famille adoptive qui entame ce genre de procédure. Cette fois, c'est l'enfant qui, au moins formellement, a été autorisé à le faire, et le jugement rendue substitue un tournant dans l'histoire du droit de la famille aux Etats-Unis. Il instaure le droit des enfants mineurs à contester devant la justice l'autorité de leurs parents.

Pour de plus  
beaux jouets?

Les faits sont tristes. Rachel Kingsley a une vie difficile. Sans emploi, dépendant de maigres allocations sociales, séparée du père de ses enfants, vivant aujourd'hui avec un ancien repris de justice, elle est volontiers décriée par ses voisins, et même par sa famille, comme ayant un comportement parfois irresponsable : alcool, drogue, vie sentimentale agitée, relations douteuses. Elle rejette ces accusations. Elle dit qu'elle n'a jamais voulu abandonner Gregory, qu'elle n'a accepté de s'en séparer, il y a huit ans, que pour de nobles raisons : «A l'époque, je ne pouvais pas subvenir à ses besoins et j'ai été contrainte de le confier à l'Assistance publique. Je l'aime et sa place est avec moi et ses deux frères» (huit et dix ans). Le père naturel a, pour sa part, renoncé à l'exercice de ses droits parentaux.

Rarement visité par sa mère dans ses orphelinats successifs, Gregory a été recueilli par une famille de mormons — comptant déjà huit enfants — qu'il considère maintenant comme sa vraie famille et qu'il n'entend pas quitter. C'est ce chef de famille qui a procuré à l'enfant le nom d'un avocat. La télévision a montré des scènes d'audience pénibles. Chemise verte, cravate, visage grave, l'enfant a écouté, sans rien dire, «son» avocat, M. Jerri Blair, traiter sa mère de prostituée et de droguée. Pas plus dédicat, l'avocat de cette dernière, M. Jane Carey, accusait l'enfant de vouloir renier son milieu familial modeste au profit d'une famille adoptive plus riche... afin de pouvoir disposer de plus beaux jouets.

L'enfant est devenu une vedette des médias. Photos à la une des journaux, interviews à la télévision. Lui et sa mère ont déjà été approchés par des producteurs, prêts à acheter l'histoire. Plus gravement, les juristes s'interrogent : où tracer la ligne entre la défense de la famille et la protection des mineurs? C'est la première fois qu'un magistrat autoriserait un enfant à solliciter la rupture des liens légaux avec ses parents. Certains redoutent la naissance d'une jurisprudence qui pourrait révolutionner les relations entre parents et enfants.

Le procès intervient à un moment où l'Amérique philosophe sur la fragilité de la famille. Malmenée dans les sondages, les amis du président et candidats républicains, George Bush, avaient cru bon, cet été, lors de leur convention de Houston, de se présenter comme les seuls vrais détenteurs des valeurs familiales de l'Amérique. Le polémiste de droite Patrick Buchanan avait, de la tribune de la convention, accusé M. Clinton de vouloir autoriser les enfants à pouvoir, à tout propos, traîner leurs parents en justice — accusation que M. Bush ne s'était pas privé de reprendre. En fait, M. Clinton, juriste de talent, est l'auteur d'un article, publié dans les années 70 dans une revue de droit, où elle fustige une situation qu'il n'est pas sans relation avec le procès Gregory. Elle évoquait la possibilité d'ouvrir des recours juridiques aux enfants malades dont les parents appartiennent à des sectes qui rejettent toute utilisation de la médecine moderne.

ALAIN FRACHON

FOOTBALL : la huitième journée du championnat de France. — Grâce à un match nul à Toulouse (2-2), vendredi 25 septembre lors de la huitième journée, le Paris-Saint-Germain conserve seul la tête du championnat de France de première division.

Autres résultats : Monaco\* b. Nantes 3-1 ; Saint-Etienne b. \*Le Havre 1-0 ; Nîmes et Sochaux 1-1 ; \*Toulon et Caen 1-1 ; \*Bordeaux et Strasbourg 1-1 ; \*Lyon b. Montpellier 2-1 ; Metz et Valenciennes 0-0.

Le classement s'établit ainsi : 1. Paris-Saint-Germain, 13 pts ; 2. Auxerre, Nantes et Marseille, 12 ; 3. Monaco, Saint-Etienne et Bordeaux, 10 ; 4. Metz et Strasbourg, 9 ; 5. Montpellier et Sochaux, 8 ; 12. Caen et Lille, 7 ; 14. Lyon, Le Havre et Toulon, 6 ; 17. Lens, Valenciennes et Nîmes, 4 ; 20. Toulouse, 3.

Deux nouvelles incalculables après la catastrophe du stade de Furiani. — Le juge d'instruction chargé de l'enquête sur la catastrophe du stade de Furiani (Haute-Corse), M. Jean-Pierre Rousseau, a inculpé de coups et blessures et homicides involontaires, vendredi 25 septembre, deux responsables d'une société ayant fourni une partie du matériel nécessaire à la construction de la tribune. L'entreprise de MM. Daugand et de L'Etoile avait remis du matériel «entreposé» à la société Sud-Tribune.

fausse plaque soit revu. Pour les infractions, le barème des retraites de points est modifié comme suit :

— Quatre points : pour non-respect de la signalisation des feux, des stops et des sens interdits ; pour demi-tour et marche arrière sur autoroute ; pour circulation sans éclairage.

— Trois points : pour franchissement caractéristique de la ligne continue ; pour circulation sur la bande d'arrêt d'urgence ou sur la partie gauche de la chaussée ; pour dépassement, arrêt ou stationnement dangereux.

— Deux points : pour usage d'un terre-plein central et accélération au moment du dépassement.

— Un point : pour chevauchement de la ligne continue et maintien de feux gênants pour les autres usagers.

En dehors de la modulation du retrait de points pour le chevauchement ou le franchissement de la ligne continue, le nouveau barème se distingue du précédent par la modulation des sanctions appliquées aux excès de vitesse. Ainsi, pour un dépassement de 0 à 20 km/h, le retrait n'est plus que d'un point ; de 20 à 30 km/h, il est de deux points ; de 30 à 40 km/h, il sera de trois points ; au-delà de 40 km/h, il passera à quatre points. Une nouvelle grille des limitations de vitesse — réévaluées — va être mise en place pour les véhicules lourds.

La dernière disposition retenue n'est pas la moins importante puisqu'elle indique que les conducteurs expérimentés — dont le permis date de plus de trois ans — qui auront perdu leur «droit de conduire» après le retrait de leur capital de points pourront le retrouver sans avoir à repasser l'épreuve de conduite, comme cela était prévu par les décrets du mois de juin dernier. Ils devront cependant satisfaire à un examen médical et psychotechnique, passer une épreuve théorique générale et participer à un entretien sur les facteurs de l'insécurité routière.

Une instruction sera donnée aux préfets pour que les commissions administratives de suspension du permis de conduire ne soient saisies que pour les infractions les plus graves (susceptibles d'entraîner un retrait de quatre points ou plus). Le gouvernement confirme enfin la suppression des contrôles de vitesse a posteriori à partir des disques de contrôle chronotachygraphe, qui avaient provoqué la colère des «poids lourds» début juillet.

C. de C.

## Un risque

par Christophe de Chenay

PARADOXE. Le jour même où le gouvernement se félicite de l'amélioration spectaculaire de la sécurité routière pendant les mois de juillet et août (1), en y voyant une conséquence heureuse de l'application du permis à points, il annonce un assouplissement de cette réglementation. Avec son petit capital de six points et l'obligation de repasser toutes les épreuves du permis après annulation du «droit de conduire», la première mesure de la législation — la plus sévère en Europe — avait montré son effet dissuasif.

Les conducteurs français semblaient avoir adopté cette «conduite apaisée», comme dit M. Sarre, qui permet par exemple à la Grande-Bretagne de compter deux fois moins de morts que la France avec un trafic comparable. Pour justifier cet assouplissement, le gouvernement prétend aujourd'hui que plusieurs dispositions n'ont pas été comprises par l'opinion publique. M. Roché, le président de la commission de suivi, a rencontré des chauffeurs routiers qui considéraient comme une «humiliation» d'avoir à repasser les épreuves pratiques du permis de conduire, alors qu'ils ont parcouru des centaines de milliers de kilomètres. La plupart des amendements annoncés sont décidés aussi en vue d'une harmonisation des réglementations européennes. Enfin, on ne peut exclure que des sanctions plus sévères, en cas de grands excès de vitesse, proposées par la commission Roché, soient retenues par le gouvernement dans quelques semaines.

Mais, décidées le 25 septembre dans une certaine précipitation, les modifications vont donner aux opposants les plus virulents du permis à points l'impression qu'ils ont été entendus, aux autres le sentiment d'une reculade. Le gouvernement prend un risque. Le retour à de mauvais chiffres de sécurité routière signifierait que l'effet de menace ne joue plus sur les conducteurs français.

(1) 300 vies épargnées et 4 000 blessés évités, soit le meilleur résultat depuis l'apparition des statistiques sur la circulation en 1956.

## MÉDECINE

Grâce au diagnostic génétique préimplantatoire

## Une équipe anglo-américaine expérimente une nouvelle technique de dépistage anténatal de la mucoviscidose

Une équipe de chercheurs anglais (hôpital Hammersmith, Londres) et américains (Baylor College, Houston) annonce, dans la revue médicale *The New England Journal of Medicine*, qu'elle est parvenue à mettre au point un diagnostic génétique préimplantatoire de la mucoviscidose.

On considère qu'en Europe une personne sur vingt porte, à l'état hétérozygote, le gène responsable de la mucoviscidose (1). Cette maladie se traduit par la formation de sécrétions extrêmement épaisses au niveau en particulier des bronches, ce qui a pour conséquence quasi-inévitable la survenue d'une insuffisance respiratoire majeure.

La technique développée par l'équipe du docteur Alan Handyside

(Hammersmith Hospital, Londres) consiste à proposer à des parents ayant eu auparavant un enfant atteint de mucoviscidose — et donc eux-mêmes porteurs d'un gène défectueux tout en étant sains — de recourir à la pratique d'une fécondation *in vitro*.

Une fois celle-ci réalisée, et alors que l'embryon n'en est qu'à huit cellules de développement, les médecins prélèvent une cellule dont ils vont ensuite analyser l'ADN. Le fait de prêter ainsi une cellule n'altère en rien le développement embryonnaire, assure le docteur Handyside. L'analyse chromosomique permet de déterminer quels embryons sont porteurs du gène responsable de la mucoviscidose et de ne sélectionner, pour n'implanter ensuite dans l'utérus de la mère, que ceux qui sont indemnes. Grâce à cette technique, les médecins anglais ont permis, en mars dernier, la naissance d'une petite fille saine.

Sans cette technique, l'enfant avait un risque de 25 % d'être atteint de mucoviscidose.

En ayant recours à la fécondation *in vitro* et au diagnostic préimplantatoire, cette nouvelle technique permet d'éviter une interruption de grossesse, un diagnostic anténatal grossier ne pouvant se faire que sur un fœtus de onze à seize semaines. En outre, elle devrait à terme être applicable à d'autres maladies génétiques telles que, par exemple, la myopathie.

Si l'on voit bien l'intérêt que le diagnostic préimplantatoire peut avoir pour de nombreux couples, il n'en pose pas moins un redoutable problème d'ordre éthique. Dans ses déclarations au *Monde* (daté 17 septembre), M. Jacques Testart, biologiste à l'INSERM, estimait que la mise en œuvre de cette technique constituait un «bouleversement total». Il voyait là un risque consi-

dérable d'engénierie, d'autant plus grand qu'avec les progrès du programme Génome Humain, on devrait disposer d'ici peu d'un très grand nombre de marqueurs génétiques.

Pour M. Testart, il n'y a qu'une seule solution : l'interdiction à l'échelon mondial du diagnostic génétique sur l'embryon humain. Il semble urgent que s'engage sans tarder une réflexion sur cette nouvelle technique qui devrait bouleverser la nature même de la procréation médicale assistée, celle-ci risquant de plus en plus de ne plus être réservée aux seuls couples stériles.

FRANCK NOUCHI

(1) L'état hétérozygote signifie qu'un seul chromosome d'une même paire est porteur du gène responsable de la maladie.



## CULTURE

Signature d'un accord  
entre le CNPF  
et les intermittents  
du spectacle

Peu avant minuit, un accord a été signé, vendredi 25 septembre, entre le CNPF et trois des cinq syndicats (CFDT, CFE-CGC, CFTC), sur la réforme partielle du régime d'assurance-chômage des intermittents du spectacle et de l'audiovisuel. L'accord, qui touche environ cinquante personnes, prend effet au 1<sup>er</sup> novembre et expire le 30 juin 1993. Il maintient en grande partie les règles particulières d'indemnisation de ce régime. Les syndicats FO et la CGT ont refusé leurs signatures.

Selon les signataires, les durées d'indemnisation et les conditions d'accès au régime demeurent pratiquement inchangées. La principale modification résulte de l'instauration — comme pour les autres demandeurs d'emploi — d'un abattement sur le montant des allocations, égal à 20 % (10 % pour les plus de cinquante ans), intervenant dans un délai variant de trois à neuf mois après le début de l'indemnisation. Cette disposition, ainsi que quelques autres de moindre ampleur, devrait se traduire par une économie de 248 millions de francs en année pleine, soit 19 % du déficit du régime des intermittents (1,6 milliard de francs). Selon les chiffres indicatifs fournis par l'UNEDIC, 27 % des indemnités versées (leurs allocations diminueront de 10 % à 20 %, et 36 % perdront entre 20 % et 30 %). À l'inverse, 10 % des intermittents verront le montant de leurs prestations augmenter.

En outre, le mode de calcul pour l'ouverture des droits aux prestations est légèrement revu à la baisse pour les intermittents payés au cachet, qui sont les plus nombreux. Cependant, alors que le système actuel n'ouvre droit qu'à six mois d'allocations pour un intermittent indemnisé pour la première fois et qui justifie d'une durée d'activité de cinq cent sept heures dans l'année (environ trois mois), la réforme prévoit un versement pendant douze mois. Enfin, le CNPF a renoncé à obtenir une unification des bases de calcul des droits.

La CGT a dénoncé cet accord : « L'arbitrage est particulièrement louche : alors que les économies s'élèvent à 10 % pour le régime général d'assurance-chômage, cette fois, elles sont de 20 % », a affirmé M. Maurice Lamoot, chef de la délégation, tout en notant « de réels succès » du CNPF. Pour FO, M. Alphonse Bernard a estimé que le dispositif visait à supprimer la spécificité du régime particulier des intermittents, déjà bien entamée. Le secrétaire général de la fédération CGT du spectacle, Jean Voirin, a lancé un avertissement, en rappelant que l'agacement du gouvernement à l'égard était nécessaire : « L'affaire n'est pas terminée », a-t-il conclu.

## PHOTOGRAPHIES

## Les obsessions de Sophie Ristelhueber

Les paysages façonnés par l'homme, les traces de la guerre, la violence des corps sont les sujets de prédilection de cette photographe inclassable

Depuis dix ans, Sophie Ristelhueber utilise la photographie pour « revisiter » les territoires « usés » par l'homme, les formes et la matière du réel : paysage ou bâtiment, pierre ou corps humain. Après Beyrouth, dévasté par la guerre, elle est partie au Koweït, bouleversé par l'opération « Tempête du désert ». Ce travail est présenté au Magasin de Grenoble, avant l'Imperial War Museum de Londres. Elle explique ici une démarche qui, nourrie de l'expérience du terrain, s'écarte résolument du journalisme.

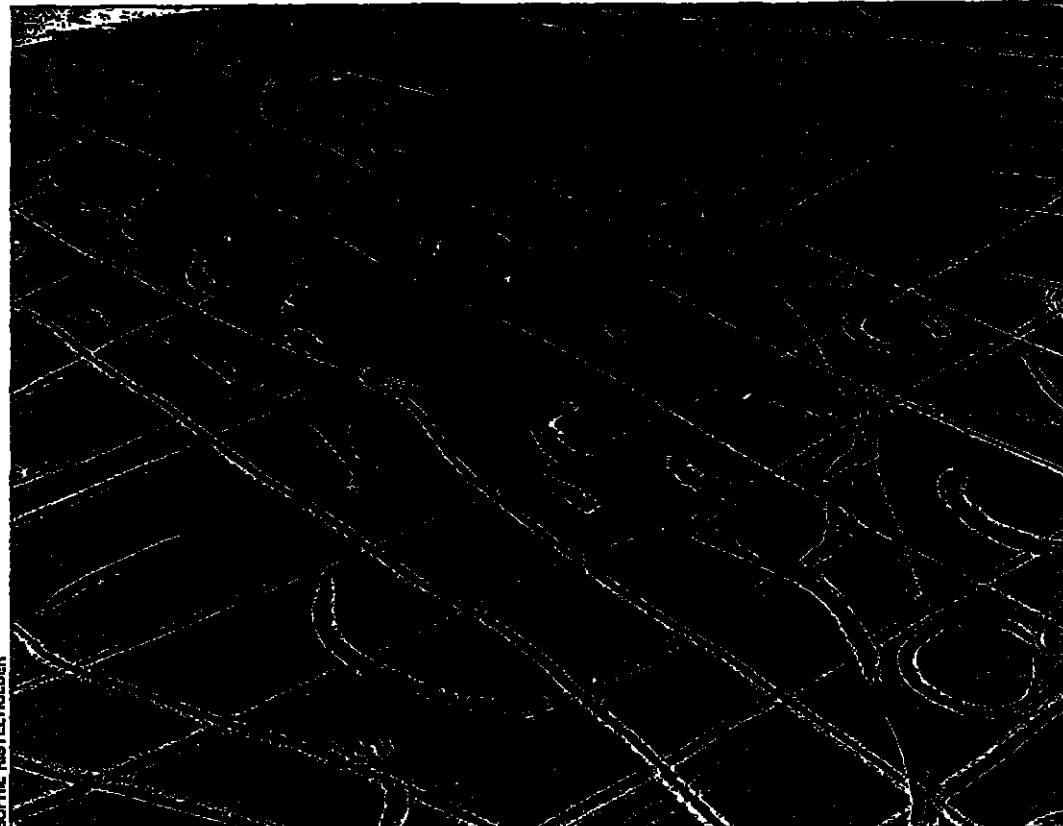
« Après Beyrouth en 1982, vous avez visité le désert du Koweït en octobre 1991, six mois après la guerre du Golfe. L'actualité est donc votre matière première ? »

— Chaque fois qu'un événement me touche précisément (Beyrouth après l'incursion israélienne, le tremblement de terre en Arménie de décembre 1988, ou la guerre du Koweït), je suis déçue, et quelque fois furieuse, de la mise en forme des images réalisées à cet occasion. Je le vis comme un défi que j'essaie de relever. Je suis allée au Liban parce que j'avais été frappée par les ruines modernes de la ville, en toile de fond. Je voulais réaliser un livre plein de silence (1), enregistrer simplement les immeubles détruits, les pierres des façades mitraillées. D'autres événements sont pour moi très importants, comme ceux de Yougoslavie, où je me suis rendue l'année dernière. Mais je n'ai pas su trouver ce que je devais y faire.

— En quoi votre démarche échappe-t-elle au reportage ?

— Nous sommes arrivés à un moment de saturation par rapport à toutes les images, notamment les images d'actualité. Le réalisme terrifiant des clichés que les reporters nous rapportent a fini par se vider de son sens. En fait, pour évoquer l'homme, il n'est pas nécessaire qu'il soit là. Les traces qu'il laisse parlent souvent mieux que son image. Ainsi, dans les photographies du Koweït, les tanks sont vus du ciel, explosés comme une boîte d'allumettes : j'y vois plus de douleur que sur le visage déshéauté d'un soldat. Contrairement aux reporters, je ne cherche pas à témoigner, à dénoncer. Je ne présente aucune vérité. Personne n'attend mon travail. En rentrant du Koweït, j'ai attendu plus d'un mois pour « digérer » et regarder ces photographies. Elles me donnaient la nausée.

— Qu'est-ce qui vous a déci-



Le désert du Koweït six mois après la guerre du Golfe

dée plus précisément à partir du Koweït ?

— Pendant la guerre elle-même, j'avais vu dans un magazine une image prise depuis un Jagnar où l'on voyait les explosions noires des bombes au sol. J'ai voulu retrouver ces traces ainsi que celles des tranchées et des fortifications faites par les Irakiens. J'étais obsédée par l'idée de désert qui n'était plus un. Et toutes ces formes que j'avais pressenties allaient dans le droit fil de mon travail sur les territoires « cicatrises ».

## « Affronter physiquement la réalité »

— Votre travail est un mélange de vues aériennes et de photographies au sol. Pourquoi une telle association ?

— En passant des vues aériennes au sol, j'ai cherché à faire perdre toute notion d'échelle, comme dans l'« Éloge de poussière » de Marcel Duchamp. C'est une image qui me fascine et que j'ai gardée en tête

pendant tout ce travail. Cette balade entre l'infiniment grand et l'infiniment petit déstabilise le spectateur. C'est une bonne illustration de la relation que nous avons au monde. Nous disposons de moyens modernes pour tout voir, tout appréhender mais, en fait, nous ne voyons rien.

— Même si certaines images s'apparentent à des coupes au microscope, je ne voulais pas, non plus, que ce jeu sur l'échelle vienne complètement à l'abstraction. J'ai donc beaucoup marché, travaillé sur les innombrables objets abandonnés : chaudières, théières, télévisions, meubles de bureau. Et puis les « choses » de la guerre : obus, lance-missiles, tanks, toutes sortes de mines. J'ai trouvé une collection de blâmes, de rasoirs et de petits miroirs qui devaient faire partie de la panoplie du soldat. Des journaux intimes, des couvertures écosais qui ressemblaient à celles de mon enfance. J'avais l'impression de sentir physiquement cette folie des gens qui fuyaient vers le Nord. Ce double abandon de l'homme et de l'objet m'a beaucoup troublée. Ces « nature mortes » ramènent au côté prosaïque de la guerre. En même temps, coupés de leur usage,

les objets deviennent eux aussi des abstractions.

— Vous n'êtes ni artiste ni reporter, mais un mélange des deux. Comment vivez-vous cette contradiction ?

— Il ne faut pas abandonner le terrain du réel et de l'émotion collective aux seuls reporters, rédacteurs ou photographes. Il y a dix ans, mon livre sur Beyrouth avait été contesté par le milieu de la photo de reportage — le fait que je puisse regarder une maison comme une maison, que j'en fasse le seul objet de mon travail. L'atelier ne me suffit pas, il est essentiel, pour moi, d'aller affronter physiquement la réalité. Au Koweït, j'ai voulu faire corps avec le territoire. Le terrain était aussi miné que celui de l'image. C'était également une manière de poser le problème de la représentation, finalement celui de l'art. Avec la crise, le milieu artistique que est en train de se rendre compte qu'il doit renouer des liens avec le réel. C'est presque subversif de dire aujourd'hui : « c'est une image toute simple ». Un « fait ». Comme les portraits réalisés par Diane Arbus ou Walker Evans.

— Fait, c'est le titre du livre

que vous avez conçu parallèlement à l'exposition...

— Il me fallait un titre laconique, à l'opposé du très médiatique « Tempête du désert ». Ce que j'ai vu — la guerre — c'est un fait. Les formes que j'ai saisies ont été « faites » par la guerre, puis par moi. La guerre — et ses formes — ne dit rien d'autre que « c'est comme ça ». Les deux fragments de texte de Clausewitz que j'ai mis au début et à la fin du livre encadrent les images, sans début ni fin.

— Pourquoi avoir utilisé la couleur ?

— Elle est déterminante à cause du sable, sa dominante monochrome. Je voulais cette toile de fond « papier peint » que l'on retrouve dans tout mon travail. J'ai gardé le noir et blanc pour ce que j'appelle « le désert sale », là où la pollution est telle qu'il fait nuit à midi. Ce sont aussi les images les plus abstraites.

— Comment vous situez-vous par rapport à la photographie de paysage ?

— Je ne m'inscris pas dans cette tradition, j'ignore la perspective, j'évite le ciel, les lignes de fuite. Je privilégie les espaces saturés, cloisonnés. L'œil ne peut s'accrocher à aucun chemin, aucun usage. Il n'y a pas d'échappatoire.

— D'où vient cet intérêt pour les matières cicatrisées, depuis votre travail sur les blocs opératoires en passant par les paysages de montagne, jusqu'au Koweït ?

— Peut-être parce que je suis issue d'une famille de médecins suis-je sensible aux découpes, fractures, stries et textures. Le désert était aussi abîmé qu'un corps. En prenant une image de tranchée en 1982, j'ai revu une image que j'ai faite il y a dix ans, montrant le cou d'une femme que l'on recousait. Au Koweït, je voyais les grandes tranchées linéaires comme deux morceaux de désert rapprochés. Les Alpes du Sud, que j'ai photographiées pour la DAIAR, sont aussi un territoire après la bataille, aujourd'hui déserté par l'homme. Ce sont des lieux dans lesquels je me plais. Je retrouve là mes repères, mes obsessions.

Propos recueillis par MICHEL GUERRIN

(1) Beyrouth Photographies, Hazan, 1984.

► Le Magasin, Centre national d'art contemporain, Site Boucchayer-Viallet, 155, cours Berriat, 38000 Grenoble. Tél. : 76-21-95-84.

► Fait, éditions Hazan, 152 p., 95 F.

## MUSIQUES

## L'imaginaire de la malade

Légère fièvre, maux de cœur et humeurs mélancoliques, portrait de Suzanne Vega en hypocondriaque de charme

Elle a baptisé son dernier disque — le quatrième — 99.9°F. Converti en degrés centigrades, on obtient une légère fièvre — 37,7°C — qui déforme assez la perception pour que « la réalité devienne étrange. Pas d'une étrangeté extravagante, juste un peu étrange », dit Suzanne Vega. Dans ce chambre d'hôtel, elle boit du thé, elle est aussi pâle que la porcelaine de la tasse, elle garde la boîte de mouchoirs en papier à portée de main, Suzanne Vega est un peu malade.

La conversation prend un tour médical, d'autant plus facilement que l'on trouve dans la douzaine de chansons de 99.9°F « un champ de bataille et trois docteurs. Jusqu'ici, j'avais utilisé la métaphore du soldat. Et quelqu'un m'a fait remarquer que, en général, les médecins arrivaient après la bataille pour soigner. C'est sûrement vrai. Mes trois premiers disques ont été une lutte, celui-ci est plutôt une thérapie ».

Pourtant, Suzanne Vega a tourné le dos à la froideur clinique qui caractérisait ses chansons, qui a fait de Days of Open Hand son précédent disque, un semi-échec commercial. Elle jure avoir renoncé à sa foi de jeune fille : « J'avais pris la décision de traiter des sentiments comme de symptômes physiques au moment d'écrire Cracking [la première chanson de son premier album] parce que j'estimais que la musique

populaire souffrait avant tout de sentimentalisme. En plus, le regard des médecins sur le corps, intime et détaché, m'intéressait. Je trouvais une certaine poésie étrange dans le langage médical. J'ai changé d'avis. Maintenant, ma tâche est de trouver le moyen d'exprimer la passion sans utiliser le langage de tout le monde ».

## « Un accueil formidable dans l'est de l'Europe »

Pour faire ce chemin, Suzanne Vega a choisi comme guide Mitchell Froom, producteur en vogue qui sait aller de l'aimable au tragique. « J'avais été impressionnée par son travail avec Richard Thompson. Mitchell n'avait pas peur de mélanger les genres, de faire sonner Richard Thompson comme un chanteur de folk, ce qui est sa nature (et sans doute aussi celle de Suzanne Vega), puis comme Jimi Hendrix. Il m'a dit : « Je veux faire connaître au monde la mutante qui se cache en toi. » Sens de l'aventure, de l'imprévu, 99.9°F tourne le dos aux deux dernières années de la vie de la chanteuse : « J'ai enregistré Days of Open Hand en subissant une pression extrêmement forte de la part de la maison de disques [A&M] parce que je venais de rencontrer un grand succès commercial [avec l'album Solitude Standing et le simple Luka]. J'ai décidé de le produire moi-même

avec Anton Sanko [qui jouait des claviers dans son groupe]. Comme beaucoup de gens qui manquent d'expérience, nous avons voulu trop bien faire, et l'album est devenu lisse comme cette table ».

Days of Open Hand s'est vendu à un million d'exemplaires dans le monde. Assez pour qu'A&M ne perde pas d'argent. En revanche, la tournée qui a suivi a ressemblé à un tour de montagnes russes : « Dans les pays de l'est de l'Europe, nous avons reçu un accueil formidable. Mais, dans le Sud profond des États-Unis, il nous est arrivé de jouer devant soixante-quinze personnes dans un club. Ce qui rend humble et fort. Mais j'ai fini en disant que je ne le ferais plus jamais. D'autant que, pour écrire, j'ai besoin d'une vie normale, et passer son temps dans un bus avec dix-sept types, c'est tout sauf une vie normale ».

Enfin, c'est à ce moment qu'est intervenu l'épisode *Tonny's Diner*. La chanson, une ritournelle mélancolique à capella, ouvrait et fermait l'album *Solitude Standing*. DNA, un groupe de rappers à l'époque inconnu, en fit une adaptation. « C'est un peu une farce que ma vie m'a faite. Je venais de passer un an de travail intensif à réaliser un album très important pour moi. Et en deux jours, pour 50 dollars, pour s'amuser, des types prenaient une de mes chansons, met-

taient un peu de musique derrière et en vendaient trois millions d'exemplaires. » On sent bien que, sur le moment, la farce a été un peu cruelle, le rire un peu jaune. Mais Suzanne Vega a survécu. Elle se demande maintenant ce qu'elle portera sur scène pour la tournée qui devrait commencer au début de l'année prochaine.

THOMAS SOTINEL

► 99.9°F. Un CD A&M/Polydor 540 012-2 (le Monde du 24 septembre).

► Le compositeur américain Frank Zappa, malade, contrainct de rentrer à Los Angeles. — Le compositeur américain Frank Zappa, atteint d'un cancer de la prostate, a été contraint de rentrer à Los Angeles, mercredi 23 septembre, sans assister aux représentations de sa dernière œuvre *The Yellow Shark* en Allemagne, a annoncé jeudi le porte-parole londonien de la firme discographique du musicien. Agé de cinquante et un ans, Frank Zappa devait diriger cette composition interprétée par les vingt-six musiciens de l'Ensemble moderne de Francfort. Toutefois, le programme des concerts prévus en Allemagne et en Autriche sera maintenu. — (AFP).

## DANSE

## Banderilles et pétards mouillés

À Lyon, les aléas d'une Biennale hispano-maniaque

LYON

de notre envoyée spéciale

La « passion de Espana » continue de ravager les rives de la Saône et du Rhône, avec des bonheurs inégaux. Après le succès de la Feria organisée, le jour du référendum sur le traité de Maastricht, dans le Vieux-Lyon (cent mille spectateurs-promeneurs selon la police, cent cinquante mille selon les organisateurs), allaient reprendre la noria des Carmen, le fracas des zapateados, la lutte des jeunes loups de la danse contemporaine espagnole avides de reconnaissance internationale.

Seule ombre au tableau : transformée en « café cantante », avec petites tables où l'on devait consommer tapes et sangria pendant les spectacles de flamenco, la Maison de la danse a dû précipitamment, sous les gros yeux des services de sécurité, se réhabiliter en théâtre traditionnel.

Dominique Boivin doit soutenir sa réputation de Pierrot lunaire, de doux farfleur de la danse française : on se doute bien que sa Carmen ne ressemble pas aux autres. Il aime les « signs » du mythe en les éparpillant dans l'espace, le décor, les costumes (Sylvie Skias), la chorégraphie ; lui-même, irrésistible avec sa tête de Cocteau mélancolique perchée sur longues jambes maigres, perversité à jamais le stéréotype de la fatale gitane. Un petit chien piqué de banderilles traverse la scène, image qui résume bien l'esprit de cette pièce, peut-

être plus forte qu'il n'y paraît sous ses airs de bulle de savon.

Angels Margarit n'est pas une inconnue en France : son original *Kolbebasar* avait remporté le grand prix du concours de Bagnolet 1988, on a pu la revoir ensuite au Centre Georges-Pompidou — et elle fréquente les scènes internationales. Elle offre à Lyon *Corral*, la, un solo qui séduit par la belle fluidité, l'ample respiration d'une danse basée sur le cercle, la spirale, le tournoiement.

L'accueil sera plus réservé pour la compagnie 10 Y 10 Danza et les deux pièces proposées par ses deux directeurs, Monica Runde et Pedro Berdoy. Sous le parrainage invoqué d'Oscar Wilde, la première donne de l'homosexuel masculin, dans *C33* et *Other Tales*, une image assez ridicule, à grand renfort d'éphèbes caressant des arums et de regards que personne ne croit muets ; le second, dans *Actos Impuros*, fait lourdement s'affronter un fane, un androgyne et un ange dans un décor de hautes chaises métalliques et de papier hygiénique lacéré. La « passion de Espana » a aussi ses pétards mouillés.

SYLVIE DE NUSSAC

► Biennale de Lyon, jusqu'au 4 octobre (tél. : 72-41-00-00). La Carmen de Dominique Boivin est à Boucchayer-Viallet, Théâtre du Marché aux grains, le 27 septembre à 17 heures (tél. : 88-70-94-08).











## BILLET

Le cumul  
agences-  
régies publicitaires

La loi de loi défendue par M. Michel Sapin, ministre de l'économie et des finances, sur la moralisation de la vie économique et sur la publicité, a déclenché, parmi les publicitaires et les médias une intense activité de lobbying. Un lobbying accusé par l'urgence. La discussion devrait avoir lieu à l'Assemblée nationale entre le 5 et le 7 octobre, avant même l'examen du projet de loi de finances. Certains effets de ce lobbying, s'ils étaient retenus par le ministre, pourraient radicalement transformer le visage de la publicité en France.

MM. Philippe Michel et Jean-Michel Carlo, responsables associés de deux agences de publicité françaises qui ont le vent en poupe - notamment sur le plan de la création - CUM-BDDO et BDDO, ont remis au ministre une note dans laquelle ils indiquent leur attachement à la commission versée par les « supports » (les médias), dont la suppression pourrait vider certaines agences, parmi les plus petites, à la disparition. Mais ils ont surtout, au nom du « Club des dix » - outre BDDO et CUM-BDDO, ce « club » regroupe des agences de renom comme Grey, FCB, DDB Needham, J&J, Ogilvy ou DDB Needham - attiré l'attention du ministre sur une particularité exclusive française : les liens capitalistes et organisationnels qui existent entre certaines agences et les régies publicitaires. Les citées visées ne sont autres que les filiales publicitaires du groupe Havas et Publicis, les deux mastodontes de la publicité française.

Pour le « Club des dix », dont aucun ne dispose de régie, ne pas toucher à ces liens reviendrait, en cas de suppression de la commission d'agence, à enterrer le pouvoir absolu des régies publicitaires et à protéger les agences qui leur sont liées. Un système qui aboutirait à la faillite des agences dépourvues de régie et à une concentration accrue. Et qui mettrait en danger les médias qui ne bénéficient pas de la protection de régies publicitaires puissantes.

Cette protestation n'est pas sans rappeler le combat mené en 1987 par trois agences indépendantes dont deux - FCB, BDDO - appartenaient au « Club des dix », la troisième (RSCG) ayant depuis rejoint Havas, contre l'omnipotence d'Havas dans le monde publicitaire et contre sa candidature au rachat de TF1. Il y a cinq ans également, M. Raymond Barre avait souhaité que « soit interdit le cumul agence de publicité-régie » (le Monde du 13 février 1987) et demandé que la France suive en cela l'exemple américain et celui d'autres pays, notamment... européens.

YVES-MARIE LABÉ

Numéro deux européen  
du vitrage automobileLa société italienne SIV  
va être privatisée

Le gouvernement italien va procéder à la mise en vente du verrier SIV (Società Italiana Vetro), l'une des principales sociétés du groupe public en liquidation EFIM. La privatisation de la SIV a été officiellement annoncée à l'issue du conseil des ministres du vendredi 25 septembre. La SIV est le second producteur européen de vitres pour automobiles (22 % de ce marché) mais travaille aussi pour le bâtiment.

Avec un chiffre d'affaires de 732 milliards de lire en 1991 (185 millions de francs environ), 25 usines, 5 220 employés, la SIV est l'une des entreprises les plus puissantes du groupe EFIM, mais a subi l'effet de la crise de l'automobile. Selon le commissaire extraordinaire chargé de mener la liquidation de l'EFIM depuis le 17 juillet, M. Alberto Predieri, le bilan consolidé de la SIV était négatif à cette date.

## Sur fond de mesures d'austérité

## L'activité en Roumanie est suspendue aux élections

Près de trois ans après la chute du régime de M. Nicolae Ceausescu, les réformes de l'économie roumaine progressent très lentement. Le plan de redressement conçu avec le Fonds monétaire international (FMI) vise à contenir l'inflation et à stimuler les exportations, mais les réformes structurelles, la privatisation notamment, se heurtent à des obstacles politiques.

## BUCAREST

## de notre correspondant

Avec ses « nouveaux pauvres » qui battent le trottoir de la capitale, ses enfants mendiantes lavant hâtivement les pare-brise des grosses cylindrées qui circulent dans un flot d'identiques Dacia, la Roumanie « post-communiste et ex-égalitaire », où la corruption semble se porter mieux que l'économie, prend parfois des allures de Brésil. Alors que 0,5 % de la population affirme pouvoir satisfaire « n'importe quel désir », près de 11 millions des 23 millions de Roumains frôlent le seuil de la pauvreté (150 francs par mois) et 3,5 millions d'entre eux vivent au-dessous du niveau de pauvreté absolue (moins de 90 francs par mois). Signe des temps, un mont-de-piété vient d'ouvrir dans la capitale, pendant que les magasins de luxe s'implantent.

La politique économique du Front de salut national, marquée dans les premiers mois par de coûteuses mesures démagogiques prélectorales, a fait naufrage. A la veille des secondes élections libres de dimanche 27 septembre, les hommes du Front de salut national au pouvoir depuis la révolution et socialisés en deux parts depuis avril 1992, se rejettent la responsabilité du « désastre ». Au cours des huit

premiers mois de 1992, la production a chuté de 22,9 % par rapport à la même époque de 1991. Et la population euphorique après la révolution, est aujourd'hui assomée par la chute de son niveau de vie (-35 %).

Les coffres  
de l'Occident

Le président Iliescu et ses partisans accusent l'ex-premier ministre, M. Petre Roman, et son équipe de « jeunes turcs » d'avoir fait preuve de « dilétantisme », voire d'être « corrompus ». Soutenant la nouvelle candidature du président Iliescu, le petit Parti socialiste du travail, dirigé par un ex-premier ministre de Nicolae Ceausescu, est le seul à prôner pour « une économie sociale de marché, opposée au marché libre traditionnel ».

L'opposition, réunie dans la Convention démocratique, promet de faire mieux que MM. Roman et Iliescu, réunis ou désunis, notamment en ouvrant grâce à son emblème - la clef - les coffres de l'Occident. Personne, pourtant, ne prétend vraiment pouvoir faire mieux que l'actuel premier ministre, M. Theodor Stolojan. A tel point que l'opposition, après avoir tenté d'en faire un candidat à la présidence, l'a approché pour savoir s'il n'accepterait pas de conduire le gouvernement d'après les élections.

Conclu avec le FMI, le plan de redressement de M. Stolojan vise à réduire une inflation de plus de 14 % en rythme mensuel dans les premiers mois de 1992 et à limiter le déficit commercial qui a atteint 1,6 milliard de dollars en 1991. Grâce à l'introduction de barrières douanières pour les produits non essentiels, une politique de crédit préférentiel pour les exportations et une dévaluation progressive de la monnaie nationale, la balance commerciale roumaine a enregistré, en août, un excédent de 13,5 mil-

lions de dollars après un premier surplus de 22 millions en juillet.

En augmentant brutalement les taux d'intérêt (le taux de base atteint 70 %), et en limitant le déficit budgétaire à moins de 2 % du produit intérieur brut (PIB), M. Stolojan a réussi à stabiliser l'inflation à un rythme mensuel de moins de 3 % depuis avril. M. Daniel Dănilă, directeur des études économiques de la Banque nationale, s'inquiète cependant de « la pression sur les salaires » dans l'avenir, ainsi que des effets de la baisse des importations sur la production. Un autre signe inquiétant : la faiblesse des investissements dans une industrie obsolète, même si l'épargne progresse.

La montée  
du chômage

Les mesures d'austérité ont fait grimper le chômage : de 3 % de la population active à la fin de 1991, il grimpe à 7 % fin août et pourrait dépasser les 10 % à la fin de l'année. Il reste à appliquer vraiment les réformes structurelles votées avec réticences par le Parlement.

La privatisation n'a pas vraiment démarré sur une grande échelle, alors que les nouvelles règles régissant les rapports entre l'Etat et ses ex-sociétés sont des plus floues. Dans l'agriculture, la loi de restitution foncière a créé des petites propriétés - au total, 9,5 millions d'hectares ont été alloués à 5,3 millions de propriétaires - mais les paysans ne disposent ni d'engrais ni d'outils ; le « grenier à blé » a dû importer plus de 3 millions de tonnes de blé cette année. Les élections ne résoudreont donc pas tous les problèmes économiques. Mais, sans évolution décisive de la vie politique, Roumains et étrangers pourraient se contenter d'une attente qui leur a déjà coûté cher.

JEAN-BAPTISTE NAUDET

## COMMUNICATION

Six mois après  
la préemption gouvernementaleDémarrage d'ARTE  
sur le réseau hertzien  
lundi 28 septembre

La chaîne culturelle franco-allemande ARTE va s'ouvrir au public, lundi 28 septembre à 19 heures, sur l'ex-réseau hertzien de la Cinq. Le gouvernement a fait usage de son droit de préemption sur ce réseau, qui couvre 85 % du territoire français, le 23 avril (le Monde du 25 avril).

Un droit contesté devant le Conseil d'Etat par l'association de téléopérateurs de l'ancienne Cinq et des sociétés de production.

Depuis le 30 mai, seuls les abonnés français au câble - ainsi que leurs homologues allemands - y avaient accès (le Monde du 1<sup>er</sup> juin). FR3 avait cependant donné un aperçu des programmes d'ARTE, le samedi, pendant plusieurs mois.

Lundi 28 septembre, il suffira d'appuyer sur le bouton du canal de l'ex-Cinq pour suivre deux documentaires, puis le début de la série - sous-titrée - « Monty Python's Flying Circus », un journal baptisé « 8 et demi » et ensuite les « Ailes du désir », film de Wim Wenders, etc. « Les téléspectateurs auront enfin le droit de voir des choses intelligentes, sans attendre 23 h 30 », a indiqué un responsable français des programmes.

Le créneau diurne d'1 heure du matin à 19 heures de l'ancienne Cinq doit faire l'objet d'une décision du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA), qui tranchera entre plusieurs candidats à partir du 30 septembre.

TF1 est autorisé à diffuser « Les marches de la gloire » et « Le défi ». La cour d'appel de Versailles a infirmé, vendredi 25 septembre, un jugement du tribunal de commerce de Nanterre, rendu le même jour, qui interdisait à TF1 de diffuser jusqu'au 7 novembre « Les marches de la gloire » et « Le défi ». Les émissions ont donc été diffusées dans la soirée du 25. France 2 estimait que les émissions, animées par un transfuge d'Antenne 2, Laurent Cabrol, s'inspiraient de « La nuit des héros » et avait fait appel à la justice (le Monde du 29 août).

## Référendum en Suisse

Les électeurs helvétiques se prononcent  
sur un nouveau réseau ferroviaire alpin...

Dans la perspective du prochain référendum sur l'adhésion à l'Espace économique européen (EEE), la consultation populaire du dimanche 27 septembre sur la construction d'une nouvelle transversale ferroviaire alpine (NLFA) constituera un premier test européen pour la Suisse. Un refus de cet ambitieux projet ne remettrait pas seulement en cause l'accord de transit conclu entre Berne et la CEE, mais menacerait également la participation pleine et entière de la Confédération à l'EEE, qui doit créer, au 1<sup>er</sup> janvier 1993, un grand marché entre les Douze et les Sept (Finlande, Suède, Autriche, Islande, Norvège, Suisse, Liechtenstein) de l'Association européenne de libre échange.

## BERNE

## de notre correspondant

Déjà qualifiée de « chantier du siècle », la future NLFA prévoit l'ouverture de deux nouveaux tunnels, d'une longueur totale de 50 kilomètres sous les Alpes, ainsi que des lignes d'accès et des raccordements avec l'est et l'ouest du pays. Son objectif principal est de transférer de la route au rail le trafic des marchandises en transit qui devrait doubler d'ici à l'an 2000, sous l'impulsion de l'extension du marché communautaire. Une fois achevés les travaux, en 2007, la Suisse se trouvera mieux intégrée au réseau ferroviaire européen et la durée des trajets nord-sud sera raccourcie de moitié. Pour la réalisation de ce projet, le Parlement a déjà débloqué un crédit de 14,9 milliards de francs suisses, mais le gouvernement ne dissimule pas que le coût définitif, compte tenu des intérêts et de l'inflation, pourrait avoisiner les 20 milliards.

La réalisation de la NLFA s'inscrit dans le cadre du rapprochement amorcé par la Suisse avec la CEE. Depuis longtemps déjà, Berne exerce des pressions pour amener Berne à lever l'inter-

diction frappant les camions de plus de 28 tonnes d'emprunter son territoire, passage quasi obligé entre le nord et le sud du continent. Tout en maintenant son refus d'un couloir pour les 40 tonnes, réclamé par la CEE, la Suisse a offert en compensation un système de transport combiné, privilégiant le rail en aménageant les lignes existantes en attendant la construction des nouvelles transversales. Ces propositions ont été reprises dans l'accord de transit signé avec la CEE en complément des dispositions de l'EEE réglementant les transports.

Projet « démesuré »  
et « gouffre financier »

Alors que la NLFA avait été largement approuvée par le Parlement, l'organisation d'un référendum a été réclamée par les écologistes les plus radicaux avec l'appui d'une partie de la population du canton d'Uri, inquiète des bouleversements que ces travaux entraîneront en Suisse centrale. Estimant ce projet « démesuré et insensé », ses adversaires prétendent que les deux nouveaux tunnels multiplieraient par six le trafic à travers les Alpes, sans empêcher l'accroissement du nombre des poids lourds circulant dans le reste du pays. D'après leurs calculs, ce chantier deviendrait « un gouffre financier » qui engloutirait quelque 30 milliards de francs suisses et n'est pas suffisamment respectueux de l'environnement. Pour eux, la solution passe par le transfert obligatoire sur le rail du trafic des marchandises en transit.

Le gouvernement et la plupart des partis, tant de droite que de gauche, font valoir que le transport combiné représente la meilleure solution, à la fois respectueuse de l'environnement et des intérêts bien compris du pays. Alors que le Conseil d'Etat (Chambre haute) vient d'approuver à la quasi-unanimité le traité sur l'EEE, qui sera soumis à référendum le 6 décembre, le vote de dimanche donnera peut-être un avant-goût du cheminement de l'idée européenne dans l'opinion helvétique.

JEAN-CLAUDE BUHRER

... et sur l'éventuelle suppression  
des droits de timbre

## BERNE

## de notre correspondant

Faut-il supprimer les droits de timbre sur certaines opérations bancaires afin d'améliorer la compétitivité de la place financière helvétique ? Telle est en substance la deuxième question du référendum de dimanche.

Pour ses partisans, le gouvernement, la droite et les milieux économiques, cette révision de la loi fédérale devrait contribuer à raviver l'attrait de la place financière suisse. Certaines opérations sur titres échappent de plus en plus au marché helvétique au profit d'autres pays qui ont réduit la fiscalité pour attirer les investisseurs.

La Confédération reste pratiquement seule à connaître encore de tels impôts. Dès lors, les fonds de placement se créent au Luxembourg plutôt qu'en Suisse et les principaux titres helvétiques se traitent davantage à Londres ou à Francfort qu'à Genève ou à Zurich.

Les partisans du projet font valoir que les droits de timbre entraînent des préjudices concurrentiels qui se répercutent sur l'ensemble de l'économie. A les en croire, le maintien de cet impôt pourrait menacer quelque 10 000 emplois sur un total de 120 000 dans le seul secteur bancaire.

M. Christian Nicol, nouveau directeur général de l'ANAH - M. Christian Nicol prendra le 1<sup>er</sup> novembre la direction générale de l'Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (ANAH), au terme d'un arrêté publié au Journal officiel du mercredi 23 septembre. Il remplace à ce poste M. Jean-Paul Lacaze, en poste depuis 1984.

[Ingénieur de l'Ecole centrale des Arts et manufactures de Paris, M. Nicol (44 ans) a notamment été ingénieur au bureau d'études pour l'urbanisme et l'équipement (1973-1975), chargé d'études au Commissariat au Plan (1976-1981), secrétaire général de la Commission nationale des rapports locaux (1982-1985), directeur à la Régie immobilière de la ville de Paris (RIVP) (1987-1989), directeur adjoint (1989-1990) puis conseiller (1990-1991) au cabinet de M. Louis Besson puis conseiller technique (1991-1992) au cabinet de M. Paul Quilès.]

Revers de la médaille, la suppression des droits de timbre occasionnerait un trou évalué à 420 millions de francs suisses (1,6 milliard de francs) par an dans les caisses de l'Etat.

Ces arguments n'ont pas convaincu la gauche et les syndicats, qui préconisent le rejet du projet. Dès son approbation par le Parlement, en automne 1991, le Parti socialiste avait dénoncé « un coup de force » de la majorité de droite et s'était empressé de réunir les 60 000 signatures requises pour demander l'organisation d'un référendum. En cette période de récession, les socialistes estiment que le moment est mal venu de faire des cadeaux aux grandes banques. « Alors que les pouvoirs publics et les entreprises privées ont les pires difficultés, remarquent-ils, les bénéfices des grandes banques explosent. »

En 1991, les trois principaux établissements bancaires ont réalisé un profit de plus de 3 milliards de francs suisses, soit 800 millions de plus qu'en 1990. De son côté, l'Etat fédéral prévoit un déficit budgétaire supérieur à 3 milliards pour 1993 et se voit contraint à un régime d'austérité.

J.-C. B.

Ouverture d'une liaison TGV entre Belfort-Montbéliard et Paris à partir du 28 septembre. - La première liaison quotidienne aller-retour en TGV Belfort-Montbéliard-Paris, via Besançon et Dijon, sera effectuée lundi 28 septembre, après signature entre la SNCF, les chambres de commerce et d'industrie du Doubs et du Territoire de Belfort, le district urbain du pays de Montbéliard et la société des automobiles Peugeot d'une convention portant sur le financement de cette opération. Une telle liaison, qui sera testée pendant quelques mois, a été voulue pour pallier les insuffisances de l'offre ferroviaire entre le nord de la Franche-Comté, très industrialisée, et la capitale. Un aller-retour en TGV entre Belfort-Montbéliard et la gare de Lyon, à Paris, permettra un gain de temps d'une quarantaine de minutes dans chaque sens.

## Retour à la réalité

## Recul dans le calme

## Petite hausse

AEG  
BASF  
Bayer  
Commerzbank  
Deutschebank  
Hoechst  
Karlshof  
Mannesmann  
Siemens  
Volkswagen



# CRÉDITS, CHANGES, GRANDS MARCHÉS

## MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

### Comment attirer les emprunteurs japonais

La spéculation qui s'est portée contre le franc depuis le référendum du 20 septembre n'a permis le lancement d'aucune nouvelle émission en francs. Le compartiment français retient pourtant l'attention des spécialistes, qui attachent beaucoup d'importance aux dernières mesures de libéralisation décidées à Paris. Les pouvoirs publics viennent d'autoriser une série de banques étrangères de tout premier plan à diriger des transactions sur le marché des emprunts français. Un établissement allemand, la Deutsche Bank France SNC, et un autre d'origine britannique, qui fait partie du groupe SG Warburg, sont habilités à diriger toutes sortes d'opérations en francs qu'elles soient ou non ouvertes en souscriptions publiques. Ces deux banques partagent cette prérogative avec quatre autres établissements étrangers domiciliés à Paris qui avaient été promus au cours de ces dernières années, deux américains, JP Morgan & Cie et Bankers Trust France, un britannique, Barclays, et un suisse, CSFB.

A ces six banques qui ont toute latitude d'agir s'ajoutent trois institutions japonaises dont l'activité ne pourra se déployer que dans des segments bien précis. La filiale française de la banque IBI est désormais admise à diriger des euro-emissions en francs, pour autant que les opérations dont elle s'occupe ont un caractère privé. Deux filiales de maisons de titres nipponnes, celles de Nomura et de Yamachi, sont maintenant en mesure de gérer des emprunts en francs, mais seulement s'ils sont convertibles ou munis de bons de souscription permettant d'acquiescer des actions japonaises cotées en Bourse à Tokyo.

D'une façon générale, le compartiment de l'eurofranc français ne peut que profiter de cette ouverture aux banques étrangères. Il y gagnera en prestige, on ne pourra plus lui reprocher, comme on l'a fait parfois dans le passé, d'être replié sur lui-même. Les banques françaises, qui continueront très certainement de dominer ce marché, devraient en bénéficier et

elles peuvent espérer que dans d'autres pays des mesures de réciprocité seront prises en leur faveur. Pour ce qui est de l'animation que cette libéralisation pourrait susciter, c'est surtout de la part des établissements japonais qu'elle devrait venir. En fait, on veut croire à un retour des débiteurs japonais sur le marché du franc qu'ils désertaient depuis des mois, vraisemblablement parce que c'était un des seuls compartiments de l'euro-marché où leurs banques n'avaient pas le droit de diriger des émissions. Sur ce plan, le marché français est maintenant capable de lutter à armes égales avec les marchés suisses et allemands, ainsi qu'avec celui de l'euro-dollar qui, depuis des années, se partageait l'essentiel des opérations internationales japonaises qui débouchent sur des actions.

#### L'attrait du franc suisse

De telles émissions japonaises représentent une partie importante de l'activité déployée sur le marché international des capitaux. Il est significatif qu'en euros, la plus volumineuse émission du mois de septembre ait été pour débiteur une société du Japon, l'Amigami, et qu'elle soit dirigée par la filiale allemande de la plus grande maison de titres japonaise, Nomura. L'affaire se monte à 300 millions de marks. Elle consiste en obligations auxquelles sont associés des bons de souscription qui permettront d'acquiescer des actions du débiteur, une entreprise portuaire dont les titres sont cotés à Tokyo et à Osaka. La transaction a été très bien accueillie et elle devrait être suivie, le mois prochain, de cinq opérations du même genre. En dollars et en francs suisses, les emprunts de cette origine sont encore plus nombreux. Comme la Bourse japonaise est très volatile et que le yen a tendance à se raffermir, les investisseurs recommandent à s'intéresser à de telles transactions.

Pour leur part, les débiteurs français de qualité continuent à privilégier le marché suisse qu'ils ont redécouvert au début du mois d'août et où

on les accueille à bras ouverts. Le niveau de l'intérêt diminue rapidement, et dans des proportions importantes, et la monnaie gagne du terrain. On ne saurait rêver d'une meilleure conjoncture pour offrir des emprunts en souscriptions publiques. C'est ce qu'a fait, mercredi 24 septembre, la SNCF en augmentant de 150 millions de francs suisses, pour la porter à 450 millions, une transaction de douze ans de durée dont la première tranche avait été émise trois semaines auparavant. L'ajout dont s'est chargé le Crédit suisse ne coûtera à la SNCF que 6,67 % l'an alors que l'emprunt initial, lui, était revenu à 7,19 %.

Dans la foulée, une nouvelle collectivité locale française s'est présentée sur ce marché. La région Ile-de-France a lancé, vendredi, son premier emprunt international qui se monte à 50 millions de francs suisses. D'une durée de 7 ans, la transaction reviendrait au débiteur, si l'on conservait le produit tel quel, à 6,90 % l'an. En fait, la région a conclu avec Paribas, chef de file de l'emprunt, un contrat d'échange au terme duquel elle dispose de fonds en francs français qui lui coûtent un peu moins de 9,50 %. C'est en gros ce qu'il lui aurait fallu débiter si elle avait, de façon plus classique, obtenu un crédit bancaire. Le marché suisse a ceci d'intéressant pour les nouveaux débiteurs qu'il leur permet de lever des fonds sans avoir à justifier de leur qualité en faisant appel au jugement des quelques maisons internationales d'évaluation de crédit. Les spécialistes considèrent la signature de la région Ile-de-France comme une des plus belles du monde. Nombreux sont toutefois ceux qui prétendent que l'emprunteur aurait pu obtenir des conditions un peu plus favorables s'il pouvait se prévaloir du verdict d'une des grandes sociétés de notation de crédit. C'est un sujet dont on débat beaucoup en France actuellement.

CHRISTOPHE VETTER

## DEVISES ET OR

### Le franc vainqueur aux points

Dans sa partie de bras de fer avec la spéculation internationale, le franc était parvenu à vaincre aux points à la veille du week-end au terme d'une folle semaine.

Tout commença dimanche 20 septembre, lorsque la plupart des opérateurs sur les marchés, à Paris, Londres et même New-York se placèrent en position de tir dès 19 heures, une heure avant la proclamation des résultats du référendum français sur le traité de Maastricht. Ils étaient prêts à faire feu sur le franc en cas de réponse négative. En cas de réponse positive, « tout devait balayer dans l'huile », les pressions se relâchant sur notre monnaie et les marchés des changes retrouvant le calme.

Après le « oui » annoncé à vingt heures, au vif soulagement de la plupart des opérateurs, la descente des cours de l'eurodollar s'effectuait plutôt timidement : de 3,42 francs, le cours de la devise allemande revint, comme à regret, à 3,41 francs, puis à 3,40 francs. Lundi 21 septembre au matin, le mark toucha même 3,39 francs puis il se mit à remonter, atteignant 3,42 francs à midi, comme à la veille du week-end. C'était une très mauvaise surprise pour la Banque de France et le Trésor, dont les représentants étaient à Washington, au Fonds monétaire international : la spéculation contre le franc émettait cela pour toute une série de raisons.

Tout d'abord, la minceur du « oui » révélait une nette fracture du pays, inquiétante dans la perspective des élections législatives en mars, avec de folles rumeurs sur une dissolution anticipée de l'Assemblée nationale. Ensuite, les marchés s'imaginaient que tout le système de changes fixes du Système monétaire européen (SME) allait sauter, après l'effacement de la lire, puis de la livre, en vertu de la théorie des dominos. Enfin, beaucoup de détenteurs de titres nationaux s'inquiétaient sur leur avoir sans compter les implications et les exportateurs se hâtaient d'acheter ou de rapatrier leurs devises (le fameux remaniement).

Certes, les données « fondamentales » sur le franc et la France sont excellentes, que ce soit pour l'inflation, le budget, les salaires et le commerce extérieur. Encore fallait-il en persuader les marchés. Ces derniers accentuèrent leur poussée mardi 22 septembre dans un climat de grande nervosité, dans l'attente de la rencontre entre le chancelier Helmut Kohl et le président François Mitterrand. Comme le communiqué publié à l'issue des consultations ne comportait aucune allusion à la bataille des monnaies, la fébrilité devint extrême, certaines rumeurs donnant comme acquiescé une réévaluation de 7 % du mark et de 5 % seulement du

franc, ce qui « décrochait » un peu notre monnaie.

En fait, les marchés attendaient un « signal ». Ils ne furent pas déçus mardi matin. A 7 heures, divine surprise : un communiqué signé conjointement des ministères des finances allemand et français, du gouverneur de la Banque de France et du président de la Bundesbank assura qu'« aucun changement des cours centraux n'était justifié » et qu'« ils agiraient en conformité avec les règles du Système monétaire européen ». Aussitôt, le cours du mark redescendit à 3,39 francs pour remonter un peu à 3,41 francs. N'avait-on pas désormais un « certificat d'intervention » signé Helmut Schlesinger, président de la Buba, que certains considéraient comme extorqué, mais bien plus probablement négocié dans l'après-midi de mardi. En fait, si la Bundesbank voulait éviter l'effacement du SME, elle devait faire son strict devoir, c'est-à-dire intervenir pour empêcher le franc de sortir de ses parités, comme elle le désirait d'ailleurs, puisque le franc est une monnaie avec laquelle elle peut se lier.

#### Des galons de monnaie forte

L'effet du communiqué fut négatif, car, sur les marchés, certains mettaient en doute la volonté de la Buba de gonfler encore sa masse monétaire avec les milliards de marks créés en contrepartie des achats de francs. Ils rappelaient que ladite Buba avait jeté le gant pour la lire d'abord, puis pour la livre. Cette fois, elle s'était « moquée ». La Banque centrale allemande accentua encore l'effet de sa prise de position publique, une véritable première, en annonçant deux fois par jour qu'elle achetait du franc. L'effet d'annonce était plus important que les achats eux-mêmes : s'attaquer directement à la puissante Bundesbank devenait hasardeux. De fait, les jours suivants, la marche de la spéculation se ralentit, d'autant que la Banque de France avait relevé de 10 % à 13 % son taux d'intervention à 5-10 jours et laissé monter à près de 30 % le taux de l'argent au jour le jour et à 35-40 % celui de l'argent à huit jours. Certes, ce n'était pas assez pour « casser » vraiment une spéculation : il aurait fallu 100 %, 200 %, ou 500 % comme en Suède. Mais cela constituait une bonne pression sur les marchés et, à la veille du week-end, le cours du mark était redescendu aux environs de 3,38 francs, un véritable succès.

La crise est-elle totalement terminée ? Certains en doutent, notamment à Londres, où les commentaires sur les déboires du franc sont souvent perfides : il faut bien se consoler

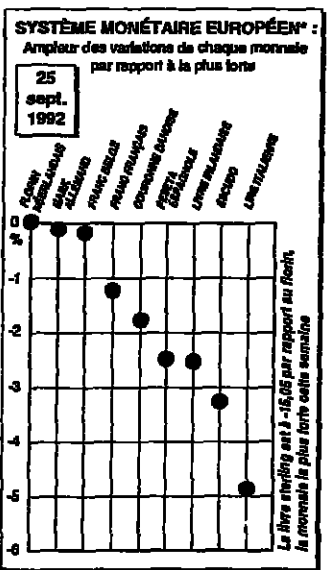
de cette horrible humiliation qu'a été la sortie peu glorieuse de la livre du SME. Mais d'autres font remarquer que l'horizon politique français n'est guère éclairci et que bien des choses peuvent se produire d'ici aux élections de mars 1993. C'est pourquoi, en fin de semaine, les marchés étaient assez calmes, et les ventes de marks contre francs encore timides. Toutefois, les chances de réussite d'une nouvelle attaque contre le franc étant nulles, ces ventes pourraient s'accroître.

Dans cette chaude affaire, on peut dire que le franc, avec l'aide de la Bundesbank, aura vraiment gagné ses galons de « monnaie forte », le point essentiel pour la baisse de ses taux à long terme (le seul véritable « juge de paix » sur l'état d'une monnaie) et permet d'attirer et de conserver les investissements étrangers, peu soucieux de prendre des risques de change. Il sort de la crise vainqueur « aux points » avant que les ventes de marks ramènent cette devise au-dessous de 3,37 francs. Il pourra alors, être proclamé vainqueur par K-O technique. Sa résistance a été d'autant plus méritoire que, depuis janvier 1990, tout contrôle des changes est levé, et que le gouvernement n'a pas voulu le rétablir, même temporairement, pour laisser aux marchés la possibilité de fonctionner librement.

Quant au dollar, après un recul initial, il a profité des difficultés du SME, s'élevant à 1,51 deutschemark et 5,14 francs pour reculer après l'échec de l'attaque contre le franc, et aussi, après l'annonce d'une baisse de 0,1 % des commandes de biens durables aux États-Unis en août. Les marchés tablèrent sur une hausse de 1,7 % de ces commandes, et recommencèrent à envisager une nouvelle diminution des taux d'escompte de la Réserve fédérale. Résultat : à la veille du week-end, le dollar ne valait plus que 1,48 DM et 4,99 francs.

Autre événement de la semaine, la vive avance du yen, vis-à-vis duquel le dollar a battu ses records de baisse à 119,5 yens, sous l'effet du rapatriement d'actifs japonais investis en Europe ou en valeurs européennes, par crainte du réajustement. Enfin, après leur mise en liquidation, la livre reculait en fin de semaine de près de 10 % par rapport à son cours précédent, fléchissant à un moment à 2,51 DM (l'ancien cours pivot était de 2,95 DM). La lire perdait plus de 10 %, le cours du mark à Milan se redressait toutefois à 838 liras après une pointe à 845 liras.

FRANÇOIS RENARD



## MATIÈRES PREMIÈRES

### Le zinc, matière grise, matière discrète

L'année 1991 s'était déroulée sur fond de grisaille : le prix du zinc avait chuté de 27 %. Alors que 1992 poursuivait sa baisse sous le signe attendu de la morosité (1154 dollars la tonne en moyenne au cours du mois de janvier à la Bourse des métaux de Londres), voilà que tout à coup le zinc renoue avec la hausse : les prix s'établissent à 1336 dollars la tonne en fin de semaine, soit une progression de 20 % par rapport à la même période de l'année dernière. Cette augmentation, il est vrai, est modérée par un dollar qui, depuis l'an dernier, se déprécie sans cesse face au franc, et les échanges mondiaux sont facturés en monnaie américaine.

« Les cours élevés sont artificiellement maintenus par des groupes de producteurs qui pratiquent une stratégie complexe à terme », suppose un opérateur. En clair, les producteurs limitent le volume de métal disponible sur le marché. L'approvisionnement pour les livraisons les plus proches suscite des inquiétudes.

En réalité, cette aménoraison des cours reflète un phénomène rare et peu tangible : le marché du zinc est un marché apparemment équilibré. Offres et demandes mondiales progressent à peu près de concert : au cours des sept premiers mois de 1992, estime le groupe d'études internationales plomb et zinc, la production s'est maintenue à 3 100 000 tonnes (le même volume que l'année dernière sur la même période). Parallèlement, la consommation a progressé de 2 % (3 208 000 tonnes en 1992, 3 146 000 tonnes en 1991). Cette consommation avait déjà augmenté de 2,3 % en 1991 par rapport à 1990.

Autre facteur interprété aussi par le marché comme l'élément de sagesse indispensable : la décision de certaines

sociétés de réduire leurs productions ; le groupe Union minière a fermé au début de l'année son usine belge Overpelt, d'une capacité annuelle de 110 000 tonnes.

#### Lourdeur des stocks

Si les cours du zinc ne s'envolent pas, c'est pour deux raisons : la lourdeur des stocks et une conjoncture internationale marquée du sceau de la récession.

Depuis 1990, les stocks pèsent sur les cours : de 50 000 tonnes, ils sont passés à 152 000 tonnes fin 1991 et 350 000 tonnes aujourd'hui. Une part de ce gonflement inquiétant revient aux pays de l'Est. Toujours à la recherche de devises pour honorer leurs factures énergétiques, en pleine désorganisation politique, ils vendent leurs entreprises qu'ils soient les financements des cours.

Mais, plus que des stocks, le zinc souffre de la situation économique défavorable que traversent de nombreux pays industriels habituellement consommateurs. Les États-Unis, fortement touchés par la récession, ont vu leur consommation reculer de 10 % (900 tonnes en 1991). Selon Studi Group, elle devrait de nouveau diminuer cette année et passer sous la barre des 800 000 tonnes. De son côté, l'Europe des Douze a légèrement augmenté ses achats l'an passé (2 011 000 tonnes en 1991 contre 1 912 000 tonnes en 1990), mais elle ne devrait guère les accroître en 1992.

Quant au Japon, il a connu depuis 1990 une sensible progression de l'utilisation du métal. Avec 815 000 tonnes, il franchissait cette année-là, pour la première fois de son histoire, le cap des 800 000 tonnes, et sa consommation atteignait 844 000 tonnes en 1991, soit une augmentation de 4 %. Mais les experts ne pensent pas que ce mouvement devrait se poursuivre en 1992 en raison des difficultés de l'économie japonaise.

Quels que soient les pays, le zinc est tributaire de marchés en récession, l'automobile et le bâtiment, car sous des formes, parfois invisibles mais astucieuses, le zinc se trouve partout. Si, selon la formule de Primo Levi (1) « le zinc n'est pas un véritable chargé de gloire comme le cuivre, bref c'est le métal ennuyeux », il n'en est pas moins précieux, voire indispensable, de l'automobile au génie civil en passant par la couverture des bâtiments, de la tôle galvanisée (pour une meilleure protection, les tôles sont immergées dans un bain de zinc fondu) à la peinture antirouille ou les huisseries.

Conscients de la précarité de la situation (car ce vent d'une progression de la consommation au regard des stocks), MM. Yves d'Arche, président, et Jean Levasseur, directeur général du Centre du zinc, s'efforcent de compenser les effets d'un marché fondamentalement en crise par la « conquête de nouveaux espaces d'application ». Les réelles qualités de ce matériau contre la corrosion ne sont plus à démontrer.

Il reste à prouver que ce métal caméléon de haute technologie est plus utile encore à notre vie quotidienne. L'évolution de l'emploi du zinc semble confirmer à ces deux responsables : chassé du bloc moteur des voitures parce qu'il résistait mal à la chaleur des carburateurs, le zinc réapparaît de plus en plus pour ses qualités de précision. Les pièces en zinc offrent l'avantage de ne pas nécessiter de reprise d'usinage - sous forme d'alliage « zamak » dans le confort dit « embourgué », système automatique des vitres et des ceintures, pivot des rétroviseurs, etc.

C'est ainsi qu'en France le zinc peut consolider le plan des « secteurs à croissance » (32,8 % du volume global d'utilisation des alliages de fonderie), se diversifier pour se maintenir : un espoir certain dans un contexte difficile.

MARIE DE VARNEY

(1) Le Système périodique, Albin Michel, 1987.

PRODUITS	COURS DU 25/9
Cuivre h. g. (Londres)	1 425 (+ 18)
Trois mois	
Aluminium (Londres)	1 296 (+ 26)
Trois mois	
Nickel (Londres)	4 940 (- 50)
Trois mois	
Soufre (Paris)	255,5 (- 2,9)
Novembre	
Café (Londres)	894 (+ 28)
Novembre	
Cacao (New-York)	942 (- 21)
Décembre	
Biz (Chicago)	344 (+ 3)
Décembre	
Mais (Chicago)	218 (-)
Décembre	
Soye (Chicago)	184 (- 2,30)
Octobre	
Pétrole (Londres)	20,40 (-)
Brent - Novembre	Dollars/baril

Le chiffre entre parenthèses indique la variation d'une semaine sur l'autre.

## COURS MOYENS DE CLÔTURE DU 21 SEPTEMBRE AU 25 SEPTEMBRE 1992

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Unité	\$ E.U.	Franc français	Franc suisse	D. mark	Franc belge	Florin	Unité italienne
Londres	£	1,7840	6,5439	2,215	2,5219	11,8988	2,8355	2118,07
New-York	\$	1,7840	6,5439	2,215	2,5219	11,8988	2,8355	2118,07
Paris	F	1,7840	6,5439	2,215	2,5219	11,8988	2,8355	2118,07
Zurich	S	1,7840	6,5439	2,215	2,5219	11,8988	2,8355	2118,07
Bruxelles	B	1,7840	6,5439	2,215	2,5219	11,8988	2,8355	2118,07
Amsterdam	g	1,7840	6,5439	2,215	2,5219	11,8988	2,8355	2118,07
Milan	li	1,7840	6,5439	2,215	2,5219	11,8988	2,8355	2118,07
Tokyo	¥	1,7840	6,5439	2,215	2,5219	11,8988	2,8355	2118,07

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 25 septembre, 4,1575456 contre 4,1007627 le vendredi 18 septembre 1992.

## MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

### Espoir débridé

Tout au long de la semaine, les cours du MATIF ont été soutenus par de folles rumeurs, toujours optimistes, sur le thème : « On va avoir de bonnes nouvelles, le mark et le franc vont fusionner, la Bundesbank va baisser ses taux directeurs, etc. » Des bonnes nouvelles, il y en a eu, certes, comme l'appui inconditionnel donné au franc par la Bundesbank (voir ci-dessus en rubrique « Devises et or ») et le redressement du franc qui s'est suivi. Quant aux rumeurs, elles n'ont pas manqué, comme celle d'un réajustement d'un SME « à cinq », pendant le week-end, ce qui semble un peu bâtif, tout de même. Ajoutons l'approche de la réunion du conseil d'administration de la Bundesbank, le 2 octobre, à Schwerin, dans le Land de Mecklenbourg-Schwerin.

Tout le monde en attend une nouvelle baisse des taux directeurs de la

Banque, après celle du 14 septembre, bien que des facteurs négatifs puissent contrarier toute décision en ce sens : persistance de l'inflation en août et septembre, progression plus forte de la masse monétaire à 9 % (accrochée, il est vrai, par les achats de devises au titre des interventions). Mais certains, comme M. Philippe Weber, à la Compagnie parisienne de réescompte, font remarquer qu'en réalité la Bundesbank a fait baisser de 0,9 point le taux de l'argent à court terme en Allemagne (8,80 % au jour le jour) et qu'elle pourrait ramener son taux lombard de 9,50 % à 9,25 % pratiquement sans conséquences pour elle. En plus, tout le monde serait content...

Tout cela a plongé le MATIF en plein ravissement, avec une hausse de point entier pour la seule journée de vendredi, à 109,80 sur l'échéance décembre avec un rende-

ment de 8,47 % pour l'OTAT dix ans, contre 108,40 il y a dix jours et un rendement de 8,59 %. En fait, les opérateurs jouent un réajustement spectaculaire de l'écart de rendement entre l'OTAT dix ans et le Bund allemand dix ans, qui est déjà revenu de 1,16 point jeudi à 0,96 point vendredi, et pourrait se contracter à 0,50 point et bien moins.

Sur le marché obligataire, une seule émission, celle du Crédit foncier de France, 2,5 milliards de francs dont une tranche de 500 millions de francs à taux zéro, le reste à 8,60 % nominal, avec une tranche internationale, le tout se plaçant fort bien sous l'égide du Crédit commercial de France, de Paribas et du Crédit lyonnais, notamment à l'étranger.

F. R.



En l'absence du président Djohar

Tentative de coup d'Etat  
aux Comores

Un tentative de coup d'Etat a eu lieu, samedi 26 septembre, dans la matinée, aux Comores, où une partie de l'armée a pris le contrôle de la radio nationale et quadrillé certains quartiers de la capitale, Moroni, pendant quelques heures, a indiqué Radio France Internationale. Selon la radio, ce coup de force était dirigé par deux des fils de l'ancien président Ahmed Abdallah, assassiné le 26 novembre 1989.

Aucun coup de feu, pas d'effusion de sang. C'est dans le calme que les deux fils de l'ancien chef d'Etat - des lieutenants, formés l'un à Saint-Cyr, l'autre à l'Académie royale du Maroc - appuyés par une partie de l'armée, ont tenté de renverser le président de la République fédérale islamique des Comores, M. Saïd Mohamed Djohar, selon Radio France Internationale.

En milieu de matinée, les «loyalistes» avaient repris la situation en main, les barbares érigés à Moroni par les militaires levés. En l'absence du président Djohar, en visite privée à Paris, le vice-président de la République a lu un communiqué à la radio nationale appelant la population au calme. Les instigateurs du coup de force auraient été interceptés, un seul ayant réussi à s'enfuir, selon RFI.

Quelques heures plus tôt, un

musicien avait lu un communiqué à la radio, déclarant : «Depuis quelques mois, le pays connaît une crise sans précédent. Vient d'ajouter des menaces de coup d'Etat venant de l'extérieur. La Force armée comorienne (FAC) a pris le pouvoir pour assurer la sécurité de l'Etat et mettre en place une véritable démocratie. Des élections libres seront organisées dans les meilleurs délais.»

Le président avait déjà dû faire face à une tentative de coup d'Etat en août 1991, près de deux ans après être arrivé au pouvoir «par accident» - en tant que président de la Cour suprême, il devint président par intérim à la suite de l'assassinat du président Abdallah par deux adjoints de Bob Denard, le fameux mercenaire qui dirigeait la garde présidentielle et qui vit maintenant en Afrique du Sud.

Personnalité effacée, Saïd Mohamed Djohar, soumis à de multiples pressions le poussant à un retour au «système Abdallah» (autoritaire et corrompu), n'a jamais réussi à asseoir son autorité. En janvier dernier, dans le cadre d'un «épisode de réconciliation nationale», il avait formé un gouvernement dirigé par son principal adversaire politique, M. Mohamed Taki. Celui-ci avait été destitué le 3 juillet dernier après avoir été accusé par M. Djohar d'avoir nommé un ancien mercenaire français, M. Patrice Klein, compagnon de baron de Bob Denard, comme conseiller spécial pour les investissements à l'étranger.

Après la réunion du comité directeur

M. Chevènement s'estime menacé  
d'un «règlement de comptes» au PS

M. Jean-Pierre Chevènement a publié, vendredi 25 septembre, un communiqué dans lequel il s'élève «qu'au moment où tous les dirigeants des partis politiques se félicitent de la qualité du débat référendaire, les mêmes semblent avoir plus d'une préoccupation que de régler leur compte à ceux qui, minoritaires au sein de leur parti, ont justement permis et porté ce débat».

Le député (PS) du Territoire de Belfort, maire de Belfort, rappelle les propos tenus dans sa ville, à son encounter, par M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères (le Monde du 19 septembre) et ajoute : «M. Laurent Fabius, par M. Claude Bartolone interposé, nous menace, moi et mes amis, d'être privés d'investiture», faisant ainsi allusion à l'entretien avec le responsable des relations extérieures du PS publié

par le Monde du 24 septembre. M. Chevènement juge, aussi, «piquant de voir M. Valéry Giscard d'Estaing refuser l'entrée dans un éventuel futur gouvernement de la droite de ceux qui récuseraient la logique du traité de Maastricht».

«Décidément, déclare l'ancien ministre de la défense, ils n'ont rien appris, rien oublié. Pourtant, rien ne sera plus comme avant. (...) Les Français (...) savent qu'il existe une continuité, qui va de leur vie quotidienne à la construction européenne, en passant par la politique économique et sociale de notre pays. Le grand débat qu'a ouvert la campagne référendaire ne se refermera pas, car il y a dans le pays des hommes et des femmes courageux, capables de le porter dans les temps qui viennent.»

## SOMMAIRE

## DATES

Il y a quatre-vingts ans, les cubistes au pilori ..... 2

## ÉTRANGER

Cinq dirigeants européens réaffirment leur ferme engagement envers le traité de Maastricht ..... 3  
Manifestation contre Moscou dans le nord du Caucase ..... 3  
M. Arafat redoute un accord séparé entre Israël et la Syrie ..... 6  
Afrique du Sud : M. de Klerk s'engage à organiser des élections pour «tous» dans les deux ans ..... 4

## POLITIQUE

M. Lalonde exclut toute participation des écologistes au gouvernement en cas de remaniement ..... 6  
Livres politiques : «Contrôle de gestion», par André Laurens ..... 6

## HEURES LOCALES

L'avenir au pied des tours : vingt ans après leur achèvement, deux villes des Yvelines célèbrent leur renouveau. Mantes-la-Jolie en démolissant, La Verrière en réhabilitant • Chers impôts locaux 7-8 • Supplément Limoges : la confiance retrouvée ; Lagrand, une multinationale fidèle ; trois hommes et un pari ; un label culturel fort ; université : la stratégie de l'excellence ; porcelaine et marbre gris ..... 9 à 12

## SOCIÉTÉ

Vaison-la-Romaine et ses voisins passent leurs plâtes ..... 13  
Une équipe anglo-américaine expé-

rimente une nouvelle technique de dépistage anténatal de la mucoviscidose ..... 13

## CULTURE

Photographies : les obsessions de Sophie Ristelhuber ..... 14  
Musiques : un portrait de la chanteuse Suzanne Vega, hypochondriaque de charme ..... 14  
Dance : Carmen, de Dominique Boivin, à la Biennale de Lyon ..... 14

## ÉCONOMIE

Référendum en Suisse : les électeurs se prononcent sur un nouveau réseau ferroviaire alpin ..... 17  
L'économie roumaine est suspendue aux élections ..... 18  
Revue des valeurs ..... 18  
Crédits, changes, grands marchés ..... 19

## COMMUNICATION

Démontage d'ARTE sur le réseau hertzien lundi 28 septembre ..... 17

## Services

Abonnements ..... 2  
Carnet ..... 16  
Météorologie ..... 16  
Mots croisés ..... 16  
Télévision ..... 16  
Spectacles ..... 16  
La télématique du Monde : 36 15 LEMONDE 36 15 LM

Ce numéro comporte un cahier «Sans visa» folio 27 à 36  
Le numéro du «Monde» daté samedi 26 septembre a été tiré à 492 001 exemplaires.

Tandis que M. Bush et M. Clinton lancent leurs premiers spots télévisés

M. Ross Perot menace de revenir dans la course  
à la Maison Blanche

En attendant M. Ross Perot, le milliardaire texan qui pourrait annoncer, lundi 28 septembre, son retour dans la course à la Maison Blanche, le candidat républicain George Bush et son rival démocrate Bill Clinton tentent de peaufiner leur image, dans les premiers spots d'une campagne de publicité télévisée encore paresseuse.

## WASHINGTON

de notre correspondant

Sur fond de musique country et d'imagerie d'un Bill Clinton jouant du saxophone ou signant des lois dans son bureau de gouverneur de l'Arkansas, la voix off raconte : «Pour payer l'augmentation de ses dépenses dans l'Arkansas, Bill Clinton a augmenté les impôts. Et pas seulement ceux des riches. Il a augmenté la taxe sur les ventes de 3,3 %. Il a imposé une taxe sur les caravanes, augmenté la taxe sur la bière, créé une taxe sur la télévision câblée, défendu la taxe sur les produits d'épicerie. Et, s'il est élu président, Bill Clinton a promis d'augmenter les dépenses du gouvernement (fédéral) de 220 milliards de dollars. Devinez où il va trouver l'argent?»

Pour sa première «publicité

«vision» nationale contre son concurrent démocrate, le président et candidat républicain a choisi de brandir l'épouvantail de l'impôt. Significativement, le camp des républicains évite le thème des «valeurs», mis en avant au moment de leur convention, et qui, selon tous les sondages, a suscité un rejet massif de l'électorat. L'opinion a orienté la campagne sur un débat sérieux : l'économie, toujours l'économie.

## «Welfare»

et... «workfare»

M. Bush se présente comme le candidat du «capitalisme entrepreneurial», celui du minimum d'intervention publique dans l'économie. A contrario, M. Clinton est présenté comme un démocrate traditionnel, qui «impose et dépense». Mais ce premier spot relève encore de l'artillerie légère : le ton est plus humoristique que véritablement agressif. C'est que les républicains doivent manier le thème de l'impôt avec prudence : le sujet est quelque peu piégé depuis que M. Bush, durant son premier mandat, a spectaculairement renié sa promesse de ne pas augmenter les impôts.

Le profil «positif» de la campagne publicitaire républicaine cherche à pallier l'absence de laisser-aller, d'absence de

«vision», pour l'Amérique qu'a donnée la Maison Blanche durant la présidence Bush quand il s'agissait de traiter des problèmes intérieurs. Le spot présente un George Bush en gros plan, très «présidentiel», martelant, mention en avant, que l'Amérique doit «rester une superpuissance militaire et économique» et devenir une «superpuissance exportatrice», assurant qu'elle sera «prête pour le vingt et unième siècle». Signe de ces temps de «repli sur les questions intérieures» : dans aucun de ces messages télévisés, les républicains n'évoquent l'opération «Tempête du désert» menée pour libérer le Koweït.

Les démocrates ont une autre stratégie. Jusqu'à présent, ils ne font pas de campagne publicitaire nationale ; ils privilégient les spots centrés sur tel ou tel État, dont le vote pourrait être décisif pour Bill Clinton en novembre. Cette semaine, c'était le Texas, État d'adoption de M. Bush, territoire rudement touché par la récession et éminemment disputé. Sur fond de discours muets de George Bush, le spot rappelle que le président avait promis de créer trente millions d'emplois en huit ans et souligne qu'il en manque vingt-neuf.

Côté positif, la tâche est plus difficile. Il s'agit de libérer M. Clinton de l'image du démo-

crate traditionnel, celui qui «impose et dépense», comme disent les républicains. M. Clinton est un démocrate nouvelle manière : il ne «dépense» pas, il «investit» ; il ne prône pas de massifs transferts des revenus d'une classe sociale à l'autre par l'impôt, il propose un programme de modernisation des infrastructures publiques pour favoriser la croissance. Il sait les limites de l'État-providence. Spot sur l'Arkansas : M. Clinton a développé un programme qui a mis au travail, dans le secteur privé, dix-sept mille personnes qui vivaient des allocations chômage. Message : il ne favorise pas l'assistance publique, le «welfare» ; il privilégie l'emploi, le «workfare».

## Apaiser

l'irascible Texas

L'affrontement ne satisfait pas M. Ross Perot, l'indépendant, qui s'était, plutôt piteusement, retiré de la course à la mi-juillet, après avoir mal encadré une batterie de sondages et d'articles de presse peu favorables. Le milliardaire texan joue les Cassandre : aucun des deux candidats, dit-il, ne s'attaque vraiment au mal profond de l'économie américaine - le déficit budgétaire - et le pays va à la catastrophe. Après s'être fâcheusement réplié, M. Perot avait, très académiquement, proposé un très sérieux et très drastique programme de lutte contre le déficit en gros, beaucoup d'impôts supplémentaires et beaucoup de réductions des dépenses publiques.

Constatant à regret que ni M. Bush ni M. Clinton ne se sont inspirés de l'austérité potiche qu'il propose, M. Perot tempête et menace de revenir dans la course. Il y était entré lors d'un show télévisé, en mai, dont il sera à nouveau l'hôte lundi soir. Pas rassuré, démocrate et républicain ont en délégation à Dallas, dans la journée, avant l'émission, pour rencontrer et tenter d'apaiser l'irascible petit Texas.

ALAIN FRACHON

## Au Pérou

Abimael Guzman  
en cage

LIMA

de notre correspondant

Douze jours après son arrestation, le chef et fondateur du Parti communiste-Sentier lumineux a été présenté, jeudi 24 septembre, à quelques deux cents journalistes, dans le couloir d'un commissariat de Lima. Abimael Guzman, dont le mouvement «maoïste» a provoqué la mort de milliers de personnes en douze ans, était enfermé dans une immense cage de fer, recouverte d'une toile. Lorsque celle-ci a été enlevée, le «président Gonzalo», comme il se fait appeler, est apparu dans le costume rayé noir et blanc des bagnards, avec un écriteau suspendu au cou portant le numéro 1509. Il a prononcé pendant un quart d'heure une violente harangue, faisant l'apologie de la lutte armée. Ses propos étaient quasiment incompréhensibles dans le vacarme créé par les questions des journalistes, les wombissements d'un hélicoptère qui survolait la scène et les insultes lancées par des policiers en civil : «Assassin, ivrogne, fou!» ou «A mort!». Quelques bribes audibles ont toutefois permis de saisir qu'il annonçait «une nouvelle vague de la révolution en hommage à Mao Zedong».

Les policiers ont mis fin à la présentation en entonnant l'hymne national, alors que M. Guzman, brandissant le poing, essayait son visage en sueur avec une serviette. Il semble qu'il faille s'attendre qu'il soit condamné, le 27 octobre, à la prison à vie par un tribunal militaire. Instance habilitée depuis peu à juger les terroristes.

N. B.

M. Desir réunit des socialistes, des communistes  
et des écologistes pour un appel commun

Des socialistes, des communistes, des écologistes, M. Harlem Désir, ancien président de SOS-Racisme, ont signé ensemble une déclaration, intitulée «Par-delà le «oui» et le «non» et rendue publique mardi 22 septembre, dans laquelle ils affirment «une ambition commune : [se] battre pour une Europe et une France plus sociales, plus écologiques, plus proches des citoyens, plus ouvertes sur le monde».

Parmi les signataires, certains ont voté pour la ratification du traité de Maastricht : c'est le cas de MM. Didier Anger (Verts), Jean-Luc Beaumais (Verts), Jean-François Desir (le Mouvement), Patrice Finel (PS, Gauche socialiste), Malek Bouthin (SOS-Racisme), Pierre Hériter (ex-CFDT) et

Patrick Vivier (PS, coradien). D'autres ont voté contre : MM. Marcel Rigout («reconstructeur» communiste), David Assouline (Ligue communiste révolutionnaire), Alain Lipietz (Verts) et M. Dominique Voyant (Verts).

«Chômage ou partage du travail ? Productivisme ou développement durable ? Citoyen ou ville déshabillée ? Autant de choix qu'il faut faire, aujourd'hui, pour la France comme pour l'Europe», affirme ce texte, qui conclut : «Nous affirmons que, par-delà le «oui» et le «non», dans le respect des choix politiques de chacun, il est urgent de rassembler les forces et les volontés de ceux qui aspirent au changement. Solidarité ou exclusion, là est le véritable choix.»

Un nouvel espace vert à Paris

Le parc André-Citroën  
ouvert aux promeneurs

M. Jacques Chirac, maire de Paris, a inauguré, vendredi 25 septembre, le parc André-Citroën, dans le quinzième arrondissement. D'une superficie égale à celle du parc Montsouris, l'ouverture au public de ce nouvel espace vert de 14 hectares marque l'ultime étape de la reconquête de la vieille plaine de Grenelle par la Ville de Paris.

Dans le quinzième arrondissement de Paris, où, au début du siècle, s'installait l'un des plus beaux fleurons de la révolution industrielle, on découvre aujourd'hui fleurs, eau, sentes, arbres, jardin sauvage et carrelés fleuris. En 1914, André Citroën obtint l'accord de l'Etat pour créer une usine afin de contribuer à l'effort de guerre. De ses ateliers sortaient des voitures aussi célèbres que la Tréfilé avant 1940 et la DS en 1957.

Mais, dès 1971, la Ville met à l'étude un plan d'aménagement du secteur entraînant la disparition des usines Citroën, rachetées 375 millions (23 hectares) et une rénovation totale du quartier. Aujourd'hui, ce sont 2 300 logements, dont 30 % de logements sociaux, un hôpital, des équipements scolaires, sportifs et culturels qui ont été construits aux abords du nouveau parc.

Œuvre des architectes Patrick Berger, Jean-Paul Vignier, Jean-François Vody et des paysagistes Gilles Clément et Alain Provost, ce parc, dont le coût est estimé à 388 millions de francs, n'est pas totalement achevé. Plus d'un hectare doit encore être aménagé en bordure de Seine, pour permettre aux promeneurs d'attein-

dre le fleuve. Les travaux s'achèveront en 1995. Cet espace vert offre à la fois de grandes espaces pour la récréation, des lieux propices à la détente et, pour les amateurs de plantes, une grande variété de végétaux qu'ils pourront notamment découvrir dans la grande serre voisine de l'ombrage.

L'eau est partout présente, dans le grand canal ou en lisière de la pelouse centrale, coulant coule en cascade dans les nymphéas et les grandes rigoles qui font jaillir les différents jardins. Avec le parc de Bercy, à l'est, qui s'étendra sur 13 hectares le long de la Seine en 1993, le parc André-Citroën est l'un des plus beaux fleurons de la politique de la Mairie de Paris en faveur des espaces verts. Depuis 1977, ont été créés 103 hectares de jardins, de parcs et de promenades dans la capitale, soit en quinze ans un patrimoine supérieur à celui aménagé au cours de ces cent dernières années.

JEAN PERRIN

□ Lancement de la sonde américaine Mars-Observer. Une fusée américaine Titan-3 a été lancée de Cap Canaveral (Floride), vendredi 25 septembre à 19 h 05 (heure française), emportant une sonde spatiale chargée d'effectuer une étude globale de la planète Mars. Construite par la division Astro-Space de General Electric pour le compte du Jet Propulsion Laboratory (JPL) de la Nasa, Mars-Observer devrait gagner en août 1993 son orbite définitive, où elle restera le temps d'une année martienne (687 jours). - (AFP, UPI)

La plupart  
des gardiens de prison  
ont repris le travail

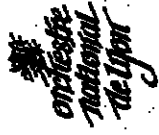
Après l'annonce par la chancellerie de la levée des sanctions prononcées depuis le début du conflit à l'égard des surveillants de prison, le service avait normalement repris, vendredi 25 septembre à 20 heures, dans la plupart des 174 établissements pénitentiaires. Douze établissements, dont les Ramennes (Marseille), Clairvaux (Aube) et la Santé (Paris), restent touchés par la grève, mais leurs responsables syndicaux admettent que tout pourrait rentrer dans l'ordre lundi matin.

Dans un communiqué, le syndicat Force ouvrière a estimé que cette décision permet «d'engager au plus tôt l'ouverture de négociations portant prioritairement sur les mesures sécuritaires». L'Union fédérale autonome pénitentiaire (UFAP) a déclaré que «les sanctions étaient excessives et que les surveillants soient encore dans l'attente des arrêtés levant les sanctions». Estimant que les «revendications majeures du conflit (effectif, sécurité, conditions de vie et de travail, dignité, droit d'expression) n'ont reçu aucune réponse immédiate», la CGT se dit convaincue que «les personnels reprendront l'action».

□ M. Mitterrand se repose à Belle-Ile (Morbihan). - M. François Mitterrand est arrivé vendredi 25 septembre en fin d'après-midi à Belle-Ile (Morbihan). Le président de la République, qui poursuit sa convalescence après son opération du 11 septembre, devrait séjourner quelques jours dans un hôtel de la chaïs Relais et Châteaux, le Castel-Claire, indique l'Agence France Presse, qui donne pour source la gendarmerie de Lorient. Selon l'usage adopté pour les déplacements privés du chef de l'Etat, l'Elysée ne confirme ni ne dément cette information.

NOUVELLE ÉMISSION





1 9 9 2 - 1 9 9 3  
orchestre national de lyon  
emmanuel krivine

12 chefs d'orchestre, 27 solistes internationaux invités...  
une véritable anthologie du grand répertoire classique...  
l'intégrale gustav mahler (2e partie)...  
5 créations mondiales pour la musique de notre temps...  
le piano romantique et le violon du XXe siècle...  
une illustration du patrimoine musical français...  
des cycles de conférences et concerts-lectures...  
les jardins musicaux pour les enfants...  
la carte orchestre plus pour les - de 28 ans...  
la carte sélection classique...

saison 92/93  
paris, lyon et région  
tournées :  
suisse (mars 93), autriche (juin 93)

projets discographiques  
sous le label demon distribué en france par b.m.g.  
bizet, debussy et tchaïkowsky  
prochaines sorties discographiques  
saint - saëns (octobre 92), franck (janvier 93)

informations et réservations par correspondance  
ou par téléphone au service des relations avec le public  
orchestre national de lyon  
auditorium maurice ravel  
82, rue de bonnel  
69431 lyon cedex 03  
78 60 37 13 / 78 60 01 54 - poste 207

envoi du programme complet de la saison 1992/1993 de l'orchestre national de lyon sur simple demande

nom ..... prénom .....

adresse .....

coupon à retourner à : l'orchestre national de lyon service des relations avec le public, 82, rue de bonnel 69431 lyon cedex 03

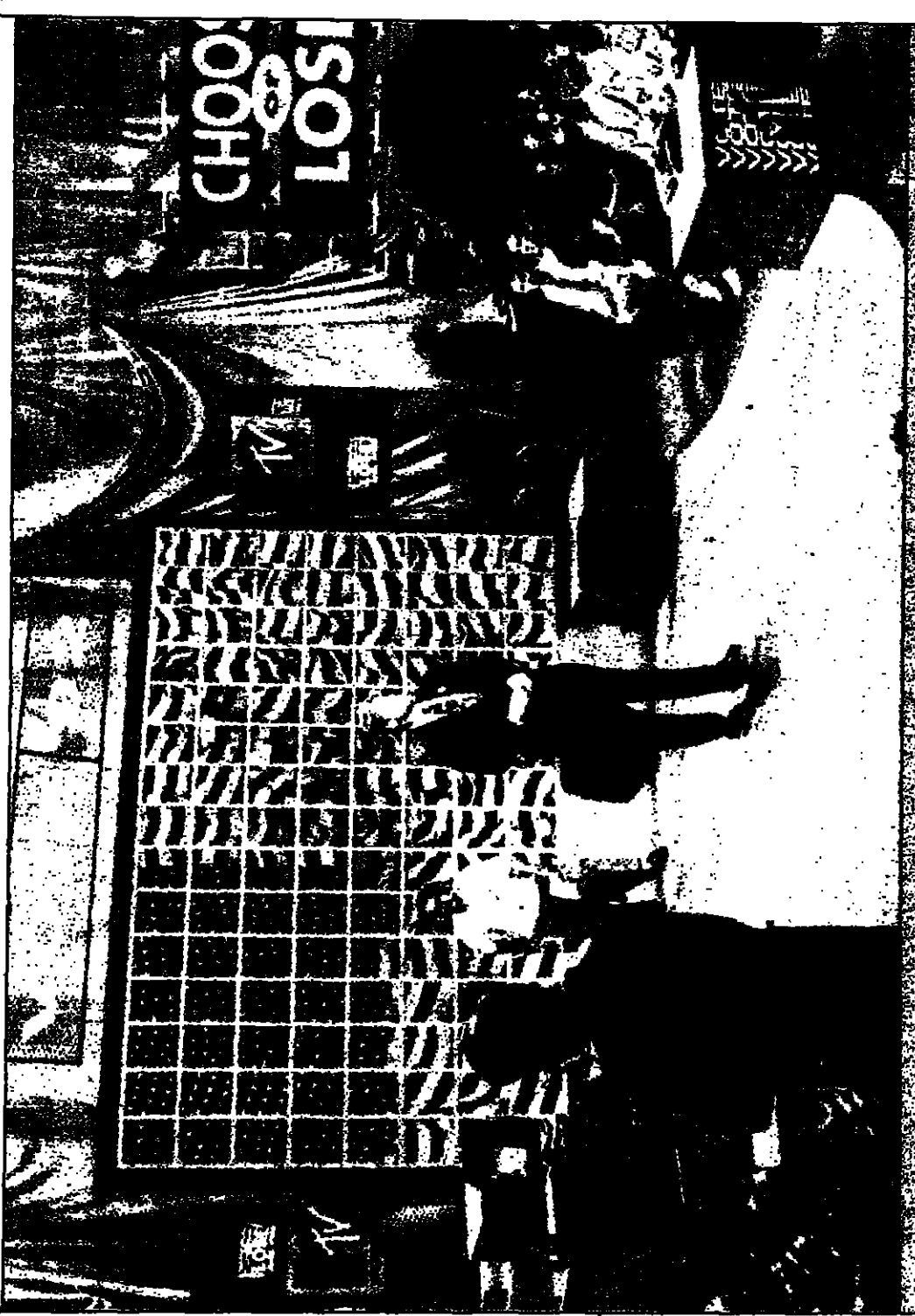
vent par l'académisme (la Plus Grande Histoire

Le Monde

RADIO TELEVISION

LA COURSE A LA MAISON BLANCHE

La télévision américaine  
en campagne



Saint-Petersbourg  
première soirée télévisuelle d'ART  
sur l'ex-réseau de la Cing

Un ballon dans la file  
un téléfilm de Michael Winter  
sur France 2

LE MONDE n° 14826. Dimanche 27 - lundi 28 septembre 1992.

مركز لمن الرحيل

# Les rendez-vous

28 septembre	29 septembre	30 septembre	1 <sup>er</sup> octobre
<p>20 h 45 TÉLÉFILM <b>Une famille formidable</b> Troisième et dernière partie. 22 h 35 MAGAZINE <b>Senti à la Une</b> La proesse.</p>	<p>20 h 40 SPORT <b>Football</b> Auxerre-Rouilly. 22 h 45 CINÉMA <b>La Vallée</b> Film d'espionnage sous forme de comédie policière.</p>	<p>20 h 50 VARIÉTÉS <b>Secrets soirée</b> Spécial « Journée mondiale des animaux ». 22 h 45 MAGAZINE <b>Ex libris</b> Autour de la justice.</p>	<p>20 h 45 SPORT <b>Football</b> Sarragoce-Caen. 22 h 50 MAGAZINE <b>L'Amour en danger</b> Les problèmes d'un couple.</p>
<p>20 h 50 JEU <b>Fort Boyard</b> 22 h 15 MAGAZINE <b>Servir plus</b> Polémiques 40 : un nouveau rendez-vous avec la science.</p>	<p>20 h 50 CINÉMA <b>L'Étricelle</b> Comédie de caractère. 22 h 35 MAGAZINE <b>Bas les masques</b> Intégrité avec Michelle Dumas.</p>	<p>20 h 50 TÉLÉFILM <b>Un ballon dans la tête</b> Une bouffée de tendresse. 22 h 30 DOCUMENTAIRE <b>Le Grand Jeu URSS-USA</b> Quatrième partie : 1954-1964.</p>	<p>20 h 50 MAGAZINE <b>Envoyé spécial</b> Les biéros, l'oreille et la Sécurité sociale. 22 h 20 TÉLÉFILM <b>Pénomhons</b> Cauchemars criminel.</p>
<p>20 h 45 CINÉMA <b>Mon oncle Benjamin</b> Un jeu d'interprétation. Un film grec. 22 h 50 MAGAZINE <b>Océaniques</b> Le Portugal des océans.</p>	<p>20 h 45 SÉRIE <b>Les Aventures de Tintin</b> Les Sept Boules de cristal. 21 h 40 MAGAZINE <b>Fait pas rêver</b> A Alexandre, le Rys-l'archaise et à Florence.</p>	<p>20 h 45 MAGAZINE <b>La Marche du siècle</b> Avec Guy Bedos. 22 h 50 DÉCROCHAGE <b>Marcodé chez vous</b> A chaque région son programme.</p>	<p>21 h CINÉMA <b>Le Corneil mandré</b> Un western de série. 23 h 25 CINÉMA <b>La Grande Évasion</b> Un tournant dans la carrière de Bogart.</p>
<p>20 h 35 CINÉMA <b>La Maison Russe</b> D'après John Le Carré. 22 h 40 CINÉMA <b>La Femme d'à côté</b> Henry Arden et Gérard Depardieu.</p>	<p>20 h 35 CINÉMA <b>In Bed with Madonna</b> Exhibitionnisme de la « star ». 22 h 35 CONCERT <b>Dino Straits</b> Dans les scènes de Nina.</p>	<p>19 h 30 SPORT <b>Football</b> Matchs-retour des Coupes d'Europe. 22 h 40 CINÉMA <b>Total Recall</b> -Avec Arnold Schwarzenegger dans un contre-espion.</p>	<p>20 h 30 CONCERT <b>Michael Jackson</b> En direct de Bucarest. 22 h 50 SPORT <b>Football</b> Sélections contre Pays-Bas-Saint-Germain.</p>
<p>20 h 40 CINÉMA <b>Les Alpes du désir</b> Superbe comédie intellectuelle. 22 h 55 CINÉMA <b>Minister Boo, détective privé</b> Infernale et calamiteux.</p>	<p>20 h 40 SORÉE THÉMATIQUE <b>Saint-Petersbourg</b> Des documentaires, des reportages sur l'histoire, la culture et à 21 h 50 un film « Vingt-neuf jours dans la vie de Dostoevsky ».</p>	<p>20 h 40 DOCUMENTAIRE <b>Muscleriches :</b> <b>Pablo Casals</b> 21 h 10 DOCUMENTAIRE <b>Pablo Casals,</b> <b>Song of the Birds.</b></p>	<p>20 h 40 SORÉE THÉMATIQUE <b>La Bande dessinée</b> Avec un portrait d'Art Spiegelman, des et un entretien avec Annie Goetzinger.</p>
<p>20 h 45 CINÉMA <b>L'Homme en colère</b> L'ino Ventura à Ottawa. 22 h 30 TÉLÉFILM <b>SOS citages</b> Après un hold-up raté.</p>	<p>20 h 45 TÉLÉFILM <b>Le Grand Voyage de Lassale</b> La célèbre collier de la recherche de son maître. 22 h 30 CINÉMA <b>Opération V 2</b> Film de guerre.</p>	<p>20 h 45 TÉLÉFILM <b>Rapt à New-York</b> Une mise tante de retrouver les ravisseurs de son fils. 22 h 30 TÉLÉFILM <b>Les Filles du RGB</b> Une jeune espionne soviétique.</p>	<p>20 h 45 CINÉMA <b>Le Kid de la plage</b> Matt Dillon est dirigé en dépit du bon sens. 22 h 40 TÉLÉFILM <b>Marguile à vie</b> Une jeune mariée tourmentée.</p>

# Dans la boue

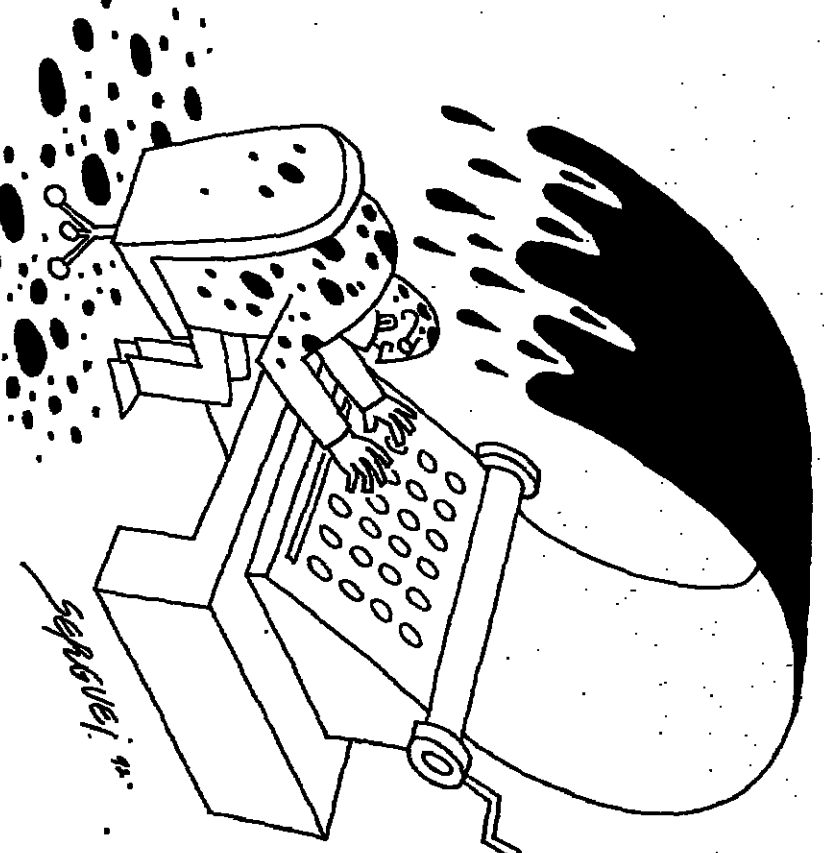
**par BRUNO FRAPPAT**

**A** Valaison-la-Romaine, le 20 septembre 1992, il y avait les pour et les contre. Meastrocht, Cinquante-sept pour cent de « non », quarante-deux pour cent de « oui ». Deux jours plus tard il n'y avait plus qu'une ville réunifiée, meurtrie et admirable. Une ville pour dire « non » au désarmement, devant la France étonnée, et accourue toutes

Il n'est pas de boue que matériel. La langue transcende les villages politiques et idéologiques. Deux exemples liés.

décence? Quelques jours plus tard, celui qui était encore que premier secrétaire du Parti socialiste écrivait : « Sans doute républicain, à en juger par ses lectures de *Le Monde*, à en juger par ses diagnostics qui courent tout Paris, à en juger par ses bouillottes qui exhibent la télévision, à en juger dans la liste des pamphlets qu'il écrit, à en juger dans le regard. Peut-être aussi, à en juger inconsciemment, l'évidence d'un refus de l'incrimination mal propre vue. »<sup>1</sup>

Dit-il, sans plus tard, qu'en sel la décence, la franchise. Elle est dans les blocques. A la fin d'une de la classe Bernia - « J'endo que l'une » de la classe Bernia -



l'ombre. Cette comptabilité cessa lorsque l'Ouvrière passa par-dessus le pont Romain. Il n'y en avait qu'une : émotive, généreuse, citoyenne.

Comme chacun sait, le chef de l'Etat est atteint d'un cancer de la prostate. Cela fait partie désormais de la problématique française. Politiquement et humanement. A la

nue-la France d'apporter éditorialement sa pierre à l'édifice de la restauration des traditions nationales que sont le bon goût, la mesure, l'art de raisonner et cette politesse







4

CANAL +

Les films de

La Pentite d'a côté

Film français de François Truffaut (1981), avec F. Arlet, M. Baumgartner, V. Silver, R. Van Lee.  
Un inspecteur venu s'installer avec sa femme et son fils dans les environs de Grenoble retrouve un séducteur, un homme à la fois séduisant et méchant, qui le pousse à la limite de la folie. Le film est une œuvre d'art, une œuvre de génie, une œuvre de maître. Le réalisateur a su créer une atmosphère de terreur, de suspense, de mystère. Le film est une œuvre d'art, une œuvre de génie, une œuvre de maître.

Le Bled

Film français de Jean-Paul Rappeneau (1980), avec M. Baumgartner, V. Silver, R. Van Lee.  
Un inspecteur venu s'installer avec sa femme et son fils dans les environs de Grenoble retrouve un séducteur, un homme à la fois séduisant et méchant, qui le pousse à la limite de la folie. Le film est une œuvre d'art, une œuvre de génie, une œuvre de maître. Le réalisateur a su créer une atmosphère de terreur, de suspense, de mystère. Le film est une œuvre d'art, une œuvre de génie, une œuvre de maître.

Le Bled

Film français de Jean-Paul Rappeneau (1980), avec M. Baumgartner, V. Silver, R. Van Lee.  
Un inspecteur venu s'installer avec sa femme et son fils dans les environs de Grenoble retrouve un séducteur, un homme à la fois séduisant et méchant, qui le pousse à la limite de la folie. Le film est une œuvre d'art, une œuvre de génie, une œuvre de maître. Le réalisateur a su créer une atmosphère de terreur, de suspense, de mystère. Le film est une œuvre d'art, une œuvre de génie, une œuvre de maître.

Le Bled

Film français de Jean-Paul Rappeneau (1980), avec M. Baumgartner, V. Silver, R. Van Lee.  
Un inspecteur venu s'installer avec sa femme et son fils dans les environs de Grenoble retrouve un séducteur, un homme à la fois séduisant et méchant, qui le pousse à la limite de la folie. Le film est une œuvre d'art, une œuvre de génie, une œuvre de maître. Le réalisateur a su créer une atmosphère de terreur, de suspense, de mystère. Le film est une œuvre d'art, une œuvre de génie, une œuvre de maître.

Le Bled

Film français de Jean-Paul Rappeneau (1980), avec M. Baumgartner, V. Silver, R. Van Lee.  
Un inspecteur venu s'installer avec sa femme et son fils dans les environs de Grenoble retrouve un séducteur, un homme à la fois séduisant et méchant, qui le pousse à la limite de la folie. Le film est une œuvre d'art, une œuvre de génie, une œuvre de maître. Le réalisateur a su créer une atmosphère de terreur, de suspense, de mystère. Le film est une œuvre d'art, une œuvre de génie, une œuvre de maître.

Le Bled

Film français de Jean-Paul Rappeneau (1980), avec M. Baumgartner, V. Silver, R. Van Lee.  
Un inspecteur venu s'installer avec sa femme et son fils dans les environs de Grenoble retrouve un séducteur, un homme à la fois séduisant et méchant, qui le pousse à la limite de la folie. Le film est une œuvre d'art, une œuvre de génie, une œuvre de maître. Le réalisateur a su créer une atmosphère de terreur, de suspense, de mystère. Le film est une œuvre d'art, une œuvre de génie, une œuvre de maître.

Le Bled

Film français de Jean-Paul Rappeneau (1980), avec M. Baumgartner, V. Silver, R. Van Lee.  
Un inspecteur venu s'installer avec sa femme et son fils dans les environs de Grenoble retrouve un séducteur, un homme à la fois séduisant et méchant, qui le pousse à la limite de la folie. Le film est une œuvre d'art, une œuvre de génie, une œuvre de maître. Le réalisateur a su créer une atmosphère de terreur, de suspense, de mystère. Le film est une œuvre d'art, une œuvre de génie, une œuvre de maître.



ECHOS

29

Quid d'ARTE sur le câble?

TV5 Afrique prend officiellement son envol le 27 septembre à Dakar, au Sénégal. Jusqu'à TV5, l'absence d'un service de télévision par câble était une lacune. Le projet de création d'une chaîne française sur le câble est une initiative de la télévision française. Le projet est une initiative de la télévision française. Le projet est une initiative de la télévision française.

DES LUNDI

Tout le monde pourra dire du mal de ARTE. Le projet de création d'une chaîne française sur le câble est une initiative de la télévision française. Le projet est une initiative de la télévision française. Le projet est une initiative de la télévision française.

DES LUNDI

Tout le monde pourra dire du mal de ARTE. Le projet de création d'une chaîne française sur le câble est une initiative de la télévision française. Le projet est une initiative de la télévision française. Le projet est une initiative de la télévision française.

DES LUNDI

Tout le monde pourra dire du mal de ARTE. Le projet de création d'une chaîne française sur le câble est une initiative de la télévision française. Le projet est une initiative de la télévision française. Le projet est une initiative de la télévision française.

DES LUNDI

Tout le monde pourra dire du mal de ARTE. Le projet de création d'une chaîne française sur le câble est une initiative de la télévision française. Le projet est une initiative de la télévision française. Le projet est une initiative de la télévision française.

DES LUNDI

Tout le monde pourra dire du mal de ARTE. Le projet de création d'une chaîne française sur le câble est une initiative de la télévision française. Le projet est une initiative de la télévision française. Le projet est une initiative de la télévision française.

DES LUNDI

Tout le monde pourra dire du mal de ARTE. Le projet de création d'une chaîne française sur le câble est une initiative de la télévision française. Le projet est une initiative de la télévision française. Le projet est une initiative de la télévision française.

TV 5 met le cap au sud

(Ottawa, 1983), conformément à sa nouvelle intention de créer une chaîne multinationale, TV5 a le souci de composer sa grille au sein de la télévision francophone. Le projet de création d'une chaîne française sur le câble est une initiative de la télévision française. Le projet est une initiative de la télévision française. Le projet est une initiative de la télévision française.

Sept minutes basques sur France 3-Aquitaine

Du la fin de l'année, on débutera la promotion de TV5-Afrique, pour la promotion de TV5-Afrique, pour la promotion de TV5-Afrique. Le projet de création d'une chaîne française sur le câble est une initiative de la télévision française. Le projet est une initiative de la télévision française. Le projet est une initiative de la télévision française.

D'une revue à l'autre

Le numéro 34 des Cahiers d'histoire de la radio-télévision présente un copieux et passionnant dossier établi par Bernard Lauzanne sur l'année radiophonique 1982 qui pour lui est prolongée par le numéro 30 qui traite pour l'année 1981. Le projet de création d'une chaîne française sur le câble est une initiative de la télévision française. Le projet est une initiative de la télévision française. Le projet est une initiative de la télévision française.

D'une revue à l'autre

Le numéro 34 des Cahiers d'histoire de la radio-télévision présente un copieux et passionnant dossier établi par Bernard Lauzanne sur l'année radiophonique 1982 qui pour lui est prolongée par le numéro 30 qui traite pour l'année 1981. Le projet de création d'une chaîne française sur le câble est une initiative de la télévision française. Le projet est une initiative de la télévision française. Le projet est une initiative de la télévision française.

D'une revue à l'autre

Le numéro 34 des Cahiers d'histoire de la radio-télévision présente un copieux et passionnant dossier établi par Bernard Lauzanne sur l'année radiophonique 1982 qui pour lui est prolongée par le numéro 30 qui traite pour l'année 1981. Le projet de création d'une chaîne française sur le câble est une initiative de la télévision française. Le projet est une initiative de la télévision française. Le projet est une initiative de la télévision française.





TF1

F 2

F 3

6.00 **Séto : Châc cour.**  
 6.27 **Mélie (et L.S.R.)**  
 6.30 **Pauline : Le Diction du docteur Cahier.**  
 7.00 **Journal.**  
 7.20 **Club Drogue à tout le monde.**  
 8.00 **Pauline : Histoire et passions.**  
 8.40 **Séto : Les Enquêtes de l'inspecteur Stélio.**  
 10.35 **Diversément : Héro et l'été.**  
 10.50 **Séto : Héro et l'été.**  
 11.20 **Jeu : Tournoi, mariage.**  
 11.55 **Jeu : La Meuse de la fortune.**  
 12.25 **Magazine : A tout le monde.**  
 13.00 **Journal : Les Faux de l'été.**  
 13.35 **Pauline : Histoire et passions.**  
 14.30 **Séto : Pour l'amour de l'été.**  
 15.25 **Pauline : Histoire et passions.**  
 16.15 **Club Drogue à tout le monde.**  
 17.25 **Jeu : Une famille en ex.**  
 17.55 **Séto : Histoire et passions.**  
 18.25 **Pauline : Histoire et passions.**  
 18.55 **Magazine : C'est tout ! Présenté par Christophe Deshayes.**  
 19.50 **Diversément : Le Balcon Show (et L.S.R.).**  
 20.00 **Journal et Mélo.**  
 20.45 **Téléfilm : Une famille formidable.**  
 21.00 **Jeu : Saison, avec Amy Diprey, Bernard Dreyer (départé).**  
 22.35 **Magazine : Santé à l'été.**  
 23.00 **Journal et Mélo.**  
 0.05 **Sport : F1 Magazine.**  
 0.40 **Magazine : Météo.**  
 1.25 **Magazine : F1, l'été, l'été, l'été.**  
 2.15 **Pauline : On ne voit que l'été.**  
 2.35 **Séto : Chasse au trésor.**  
 4.55 **Documentaire : Histoire naturelle.**  
 5.25 **Magazine : Histoire naturelle.**  
 5.40 **Séto : Tribunal de nuit.**

6.05 **Pauline : Julien Cost.**  
 6.30 **Téléjournal**  
 6.35 **Pauline : L'annuaire des célébrités.**  
 6.40 **Pauline : L'annuaire des célébrités.**  
 6.45 **Pauline : L'annuaire des célébrités.**  
 6.50 **Pauline : L'annuaire des célébrités.**  
 6.55 **Pauline : L'annuaire des célébrités.**  
 7.00 **Pauline : L'annuaire des célébrités.**  
 7.05 **Pauline : L'annuaire des célébrités.**  
 7.10 **Pauline : L'annuaire des célébrités.**  
 7.15 **Pauline : L'annuaire des célébrités.**  
 7.20 **Pauline : L'annuaire des célébrités.**  
 7.25 **Pauline : L'annuaire des célébrités.**  
 7.30 **Pauline : L'annuaire des célébrités.**  
 7.35 **Pauline : L'annuaire des célébrités.**  
 7.40 **Pauline : L'annuaire des célébrités.**  
 7.45 **Pauline : L'annuaire des célébrités.**  
 7.50 **Pauline : L'annuaire des célébrités.**  
 7.55 **Pauline : L'annuaire des célébrités.**  
 8.00 **Pauline : L'annuaire des célébrités.**  
 8.05 **Pauline : L'annuaire des célébrités.**  
 8.10 **Pauline : L'annuaire des célébrités.**  
 8.15 **Pauline : L'annuaire des célébrités.**  
 8.20 **Pauline : L'annuaire des célébrités.**  
 8.25 **Pauline : L'annuaire des célébrités.**  
 8.30 **Pauline : L'annuaire des célébrités.**  
 8.35 **Pauline : L'annuaire des célébrités.**  
 8.40 **Pauline : L'annuaire des célébrités.**  
 8.45 **Pauline : L'annuaire des célébrités.**  
 8.50 **Pauline : L'annuaire des célébrités.**  
 8.55 **Pauline : L'annuaire des célébrités.**  
 9.00 **Pauline : L'annuaire des célébrités.**  
 9.05 **Pauline : L'annuaire des célébrités.**  
 9.10 **Pauline : L'annuaire des célébrités.**  
 9.15 **Pauline : L'annuaire des célébrités.**  
 9.20 **Pauline : L'annuaire des célébrités.**  
 9.25 **Pauline : L'annuaire des célébrités.**  
 9.30 **Pauline : L'annuaire des célébrités.**  
 9.35 **Pauline : L'annuaire des célébrités.**  
 9.40 **Pauline : L'annuaire des célébrités.**  
 9.45 **Pauline : L'annuaire des célébrités.**  
 9.50 **Pauline : L'annuaire des célébrités.**  
 9.55 **Pauline : L'annuaire des célébrités.**  
 10.00 **Pauline : L'annuaire des célébrités.**  
 10.05 **Pauline : L'annuaire des célébrités.**  
 10.10 **Pauline : L'annuaire des célébrités.**  
 10.15 **Pauline : L'annuaire des célébrités.**  
 10.20 **Pauline : L'annuaire des célébrités.**  
 10.25 **Pauline : L'annuaire des célébrités.**  
 10.30 **Pauline : L'annuaire des célébrités.**  
 10.35 **Pauline : L'annuaire des célébrités.**  
 10.40 **Pauline : L'annuaire des célébrités.**  
 10.45 **Pauline : L'annuaire des célébrités.**  
 10.50 **Pauline : L'annuaire des célébrités.**  
 10.55 **Pauline : L'annuaire des célébrités.**  
 11.00 **Pauline : L'annuaire des célébrités.**  
 11.05 **Pauline : L'annuaire des célébrités.**  
 11.10 **Pauline : L'annuaire des célébrités.**  
 11.15 **Pauline : L'annuaire des célébrités.**  
 11.20 **Pauline : L'annuaire des célébrités.**  
 11.25 **Pauline : L'annuaire des célébrités.**  
 11.30 **Pauline : L'annuaire des célébrités.**  
 11.35 **Pauline : L'annuaire des célébrités.**  
 11.40 **Pauline : L'annuaire des célébrités.**  
 11.45 **Pauline : L'annuaire des célébrités.**  
 11.50 **Pauline : L'annuaire des célébrités.**  
 11.55 **Pauline : L'annuaire des célébrités.**  
 12.00 **Pauline : L'annuaire des célébrités.**  
 12.05 **Pauline : L'annuaire des célébrités.**  
 12.10 **Pauline : L'annuaire des célébrités.**  
 12.15 **Pauline : L'annuaire des célébrités.**  
 12.20 **Pauline : L'annuaire des célébrités.**  
 12.25 **Pauline : L'annuaire des célébrités.**  
 12.30 **Pauline : L'annuaire des célébrités.**  
 12.35 **Pauline : L'annuaire des célébrités.**  
 12.40 **Pauline : L'annuaire des célébrités.**  
 12.45 **Pauline : L'annuaire des célébrités.**  
 12.50 **Pauline : L'annuaire des célébrités.**  
 12.55 **Pauline : L'annuaire des célébrités.**  
 13.00 **Pauline : L'annuaire des célébrités.**  
 13.05 **Pauline : L'annuaire des célébrités.**  
 13.10 **Pauline : L'annuaire des célébrités.**  
 13.15 **Pauline : L'annuaire des célébrités.**  
 13.20 **Pauline : L'annuaire des célébrités.**  
 13.25 **Pauline : L'annuaire des célébrités.**  
 13.30 **Pauline : L'annuaire des célébrités.**  
 13.35 **Pauline : L'annuaire des célébrités.**  
 13.40 **Pauline : L'annuaire des célébrités.**  
 13.45 **Pauline : L'annuaire des célébrités.**  
 13.50 **Pauline : L'annuaire des célébrités.**  
 13.55 **Pauline : L'annuaire des célébrités.**  
 14.00 **Pauline : L'annuaire des célébrités.**  
 14.05 **Pauline : L'annuaire des célébrités.**  
 14.10 **Pauline : L'annuaire des célébrités.**  
 14.15 **Pauline : L'annuaire des célébrités.**  
 14.20 **Pauline : L'annuaire des célébrités.**  
 14.25 **Pauline : L'annuaire des célébrités.**  
 14.30 **Pauline : L'annuaire des célébrités.**  
 14.35 **Pauline : L'annuaire des célébrités.**  
 14.40 **Pauline : L'annuaire des célébrités.**  
 14.45 **Pauline : L'annuaire des célébrités.**  
 14.50 **Pauline : L'annuaire des célébrités.**  
 14.55 **Pauline : L'annuaire des célébrités.**  
 15.00 **Pauline : L'annuaire des célébrités.**  
 15.05 **Pauline : L'annuaire des célébrités.**  
 15.10 **Pauline : L'annuaire des célébrités.**  
 15.15 **Pauline : L'annuaire des célébrités.**  
 15.20 **Pauline : L'annuaire des célébrités.**  
 15.25 **Pauline : L'annuaire des célébrités.**  
 15.30 **Pauline : L'annuaire des célébrités.**  
 15.35 **Pauline : L'annuaire des célébrités.**  
 15.40 **Pauline : L'annuaire des célébrités.**  
 15.45 **Pauline : L'annuaire des célébrités.**  
 15.50 **Pauline : L'annuaire des célébrités.**  
 15.55 **Pauline : L'annuaire des célébrités.**  
 16.00 **Pauline : L'annuaire des célébrités.**  
 16.05 **Pauline : L'annuaire des célébrités.**  
 16.10 **Pauline : L'annuaire des célébrités.**  
 16.15 **Pauline : L'annuaire des célébrités.**  
 16.20 **Pauline : L'annuaire des célébrités.**  
 16.25 **Pauline : L'annuaire des célébrités.**  
 16.30 **Pauline : L'annuaire des célébrités.**  
 16.35 **Pauline : L'annuaire des célébrités.**  
 16.40 **Pauline : L'annuaire des célébrités.**  
 16.45 **Pauline : L'annuaire des célébrités.**  
 16.50 **Pauline : L'annuaire des célébrités.**  
 16.55 **Pauline : L'annuaire des célébrités.**  
 17.00 **Pauline : L'annuaire des célébrités.**  
 17.05 **Pauline : L'annuaire des célébrités.**  
 17.10 **Pauline : L'annuaire des célébrités.**  
 17.15 **Pauline : L'annuaire des célébrités.**  
 17.20 **Pauline : L'annuaire des célébrités.**  
 17.25 **Pauline : L'annuaire des célébrités.**  
 17.30 **Pauline : L'annuaire des célébrités.**  
 17.35 **Pauline : L'annuaire des célébrités.**  
 17.40 **Pauline : L'annuaire des célébrités.**  
 17.45 **Pauline : L'annuaire des célébrités.**  
 17.50 **Pauline : L'annuaire des célébrités.**  
 17.55 **Pauline : L'annuaire des célébrités.**  
 18.00 **Pauline : L'annuaire des célébrités.**  
 18.05 **Pauline : L'annuaire des célébrités.**  
 18.10 **Pauline : L'annuaire des célébrités.**  
 18.15 **Pauline : L'annuaire des célébrités.**  
 18.20 **Pauline : L'annuaire des célébrités.**  
 18.25 **Pauline : L'annuaire des célébrités.**  
 18.30 **Pauline : L'annuaire des célébrités.**  
 18.35 **Pauline : L'annuaire des célébrités.**  
 18.40 **Pauline : L'annuaire des célébrités.**  
 18.45 **Pauline : L'annuaire des célébrités.**  
 18.50 **Pauline : L'annuaire des célébrités.**  
 18.55 **Pauline : L'annuaire des célébrités.**  
 19.00 **Pauline : L'annuaire des célébrités.**  
 19.05 **Pauline : L'annuaire des célébrités.**  
 19.10 **Pauline : L'annuaire des célébrités.**  
 19.15 **Pauline : L'annuaire des célébrités.**  
 19.20 **Pauline : L'annuaire des célébrités.**  
 19.25 **Pauline : L'annuaire des célébrités.**  
 19.30 **Pauline : L'annuaire des célébrités.**  
 19.35 **Pauline : L'annuaire des célébrités.**  
 19.40 **Pauline : L'annuaire des célébrités.**  
 19.45 **Pauline : L'annuaire des célébrités.**  
 19.50 **Pauline : L'annuaire des célébrités.**  
 19.55 **Pauline : L'annuaire des célébrités.**  
 20.00 **Pauline : L'annuaire des célébrités.**  
 20.05 **Pauline : L'annuaire des célébrités.**  
 20.10 **Pauline : L'annuaire des célébrités.**  
 20.15 **Pauline : L'annuaire des célébrités.**  
 20.20 **Pauline : L'annuaire des célébrités.**  
 20.25 **Pauline : L'annuaire des célébrités.**  
 20.30 **Pauline : L'annuaire des célébrités.**  
 20.35 **Pauline : L'annuaire des célébrités.**  
 20.40 **Pauline : L'annuaire des célébrités.**  
 20.45 **Pauline : L'annuaire des célébrités.**  
 20.50 **Pauline : L'annuaire des célébrités.**  
 20.55 **Pauline : L'annuaire des célébrités.**  
 21.00 **Pauline : L'annuaire des célébrités.**  
 21.05 **Pauline : L'annuaire des célébrités.**  
 21.10 **Pauline : L'annuaire des célébrités.**  
 21.15 **Pauline : L'annuaire des célébrités.**  
 21.20 **Pauline : L'annuaire des célébrités.**  
 21.25 **Pauline : L'annuaire des célébrités.**  
 21.30 **Pauline : L'annuaire des célébrités.**  
 21.35 **Pauline : L'annuaire des célébrités.**  
 21.40 **Pauline : L'annuaire des célébrités.**  
 21.45 **Pauline : L'annuaire des célébrités.**  
 21.50 **Pauline : L'annuaire des célébrités.**  
 21.55 **Pauline : L'annuaire des célébrités.**  
 22.00 **Pauline : L'annuaire des célébrités.**  
 22.05 **Pauline : L'annuaire des célébrités.**  
 22.10 **Pauline : L'annuaire des célébrités.**  
 22.15 **Pauline : L'annuaire des célébrités.**  
 22.20 **Pauline : L'annuaire des célébrités.**  
 22.25 **Pauline : L'annuaire des célébrités.**  
 22.30 **Pauline : L'annuaire des célébrités.**  
 22.35 **Pauline : L'annuaire des célébrités.**  
 22.40 **Pauline : L'annuaire des célébrités.**  
 22.45 **Pauline : L'annuaire des célébrités.**  
 22.50 **Pauline : L'annuaire des célébrités.**  
 22.55 **Pauline : L'annuaire des célébrités.**  
 23.00 **Pauline : L'annuaire des célébrités.**  
 23.05 **Pauline : L'annuaire des célébrités.**  
 23.10 **Pauline : L'annuaire des célébrités.**  
 23.15 **Pauline : L'annuaire des célébrités.**  
 23.20 **Pauline : L'annuaire des célébrités.**  
 23.25 **Pauline : L'annuaire des célébrités.**  
 23.30 **Pauline : L'annuaire des célébrités.**  
 23.35 **Pauline : L'annuaire des célébrités.**  
 23.40 **Pauline : L'annuaire des célébrités.**  
 23.45 **Pauline : L'annuaire des célébrités.**  
 23.50 **Pauline : L'annuaire des célébrités.**  
 23.55 **Pauline : L'annuaire des célébrités.**  
 24.00 **Pauline : L'annuaire des célébrités.**  
 24.05 **Pauline : L'annuaire des célébrités.**  
 24.10 **Pauline : L'annuaire des célébrités.**  
 24.15 **Pauline : L'annuaire des célébrités.**  
 24.20 **Pauline : L'annuaire des célébrités.**  
 24.25 **Pauline : L'annuaire des célébrités.**  
 24.30 **Pauline : L'annuaire des célébrités.**  
 24.35 **Pauline : L'annuaire des célébrités.**  
 24.40 **Pauline : L'annuaire des célébrités.**  
 24.45 **Pauline : L'annuaire des célébrités.**  
 24.50 **Pauline : L'annuaire des célébrités.**  
 24.55 **Pauline : L'annuaire des célébrités.**  
 25.00 **Pauline : L'annuaire des célébrités.**

7.30 **C'est l'été ! Les Moonmies : Séamus ouvre l'ol.**  
 8.00 **Europe (1<sup>re</sup> partie) : France actualité ; Eurosport.**  
 8.15 **Europe (2<sup>e</sup> partie) : France actualité ; Eurosport.**  
 8.30 **Europe (3<sup>e</sup> partie) : France actualité ; Eurosport.**  
 8.45 **Europe (4<sup>e</sup> partie) : France actualité ; Eurosport.**  
 8.60 **Europe (5<sup>e</sup> partie) : France actualité ; Eurosport.**  
 8.75 **Europe (6<sup>e</sup> partie) : France actualité ; Eurosport.**  
 8.90 **Europe (7<sup>e</sup> partie) : France actualité ; Eurosport.**  
 9.05 **Europe (8<sup>e</sup> partie) : France actualité ; Eurosport.**  
 9.20 **Europe (9<sup>e</sup> partie) : France actualité ; Eurosport.**  
 9.35 **Europe (10<sup>e</sup> partie) : France actualité ; Eurosport.**  
 9.50 **Europe (11<sup>e</sup> partie) : France actualité ; Eurosport.**  
 10.05 **Europe (12<sup>e</sup> partie) : France actualité ; Eurosport.**  
 10.20 **Europe (13<sup>e</sup> partie) : France actualité ; Eurosport.**  
 10.35 **Europe (14<sup>e</sup> partie) : France actualité ; Eurosport.**  
 10.50 **Europe (15<sup>e</sup> partie) : France actualité ; Eurosport.**  
 11.05 **Europe (16<sup>e</sup> partie) : France actualité ; Eurosport.**  
 11.20 **Europe (17<sup>e</sup> partie) : France actualité ; Eurosport.**  
 11.35 **Europe (18<sup>e</sup> partie) : France actualité ; Eurosport.**  
 11.50 **Europe (19<sup>e</sup> partie) : France actualité ; Eurosport.**  
 12.05 **Europe (20<sup>e</sup> partie) : France actualité ; Eurosport.**  
 12.20 **Europe (21<sup>e</sup> partie) : France actualité ; Eurosport.**  
 12.35 **Europe (22<sup>e</sup> partie) : France actualité ; Eurosport.**  
 12.50 **Europe (23<sup>e</sup> partie) : France actualité ; Eurosport.**  
 13.05 **Europe (24<sup>e</sup> partie) : France actualité ; Eurosport.**  
 13.20 **Europe (25<sup>e</sup> partie) : France actualité ; Eurosport.**  
 13.35 **Europe (26<sup>e</sup> partie) : France actualité ; Eurosport.**  
 13.50 **Europe (27<sup>e</sup> partie) : France actualité ; Eurosport.**  
 14.05 **Europe (28<sup>e</sup> partie) : France actualité ; Eurosport.**  
 14.20 **Europe (29<sup>e</sup> partie) : France actualité ; Eurosport.**  
 14.35 **Europe (30<sup>e</sup> partie) : France actualité ; Eurosport.**  
 14.50 **Europe (31<sup>e</sup> partie) : France actualité ; Eurosport.**  
 15.05 **Europe (32<sup>e</sup> partie) : France actualité ; Eurosport.**  
 15.20 **Europe (33<sup>e</sup> partie) : France actualité ; Eurosport.**  
 15.35 **Europe (34<sup>e</sup> partie) : France actualité ; Eurosport.**  
 15.50 **Europe (35<sup>e</sup> partie) : France actualité ; Eurosport.**  
 16.05 **Europe (36<sup>e</sup> partie) : France actualité ; Eurosport.**  
 16.20 **Europe (37<sup>e</sup> partie) : France actualité ; Eurosport.**  
 16.35 **Europe (38<sup>e</sup> partie) : France actualité ; Eurosport.**  
 16.50 **Europe (39<sup>e</sup> partie) : France actualité ; Eurosport.**  
 17.05 **Europe (40<sup>e</sup> partie) : France actualité ; Eurosport.**  
 17.20 **Europe (41<sup>e</sup> partie) : France actualité ; Eurosport.**  
 17.35 **Europe (42<sup>e</sup> partie) : France actualité ; Eurosport.**  
 17.50 **Europe (43<sup>e</sup> partie) : France actualité ; Eurosport.**  
 18.05 **Europe (44<sup>e</sup> partie) : France actualité ; Eurosport.**  
 18.20 **Europe (45<sup>e</sup> partie) : France actualité ; Eurosport.**  
 18.35 **Europe (46<sup>e</sup> partie) : France actualité ; Eurosport.**  
 18.50 **Europe (47<sup>e</sup> partie) : France actualité ; Eurosport.**  
 19.05 **Europe (48<sup>e</sup> partie) : France actualité ; Eurosport.**  
 19.20 **Europe (49<sup>e</sup> partie) : France actualité ; Eurosport.**  
 19.35 **Europe (50<sup>e</sup> partie) : France actualité ; Eurosport.**  
 19.50 **Europe (51<sup>e</sup> partie) : France actualité ; Eurosport.**  
 20.05 **Europe (52<sup>e</sup> partie) : France actualité ; Eurosport.**  
 20.20 **Europe (53<sup>e</sup> partie) : France actualité ; Eurosport.**  
 20.35 **Europe (54<sup>e</sup> partie) : France actualité ; Eurosport.**  
 20.50 **Europe (55<sup>e</sup> partie) : France actualité ; Eurosport.**  
 21.05 **Europe (56<sup>e</sup> partie) : France actualité ; Eurosport.**  
 21.20 **Europe (57<sup>e</sup> partie) : France actualité ; Eurosport.**  
 21.35 **Europe (58<sup>e</sup> partie) : France actualité ; Eurosport.**  
 21.50 **Europe (59<sup>e</sup> partie) : France actualité ; Eurosport.**  
 22.05 **Europe (60<sup>e</sup> partie) : France actualité ; Eurosport.**  
 22.20 **Europe (61<sup>e</sup> partie) : France actualité ; Eurosport.**  
 22.35 **Europe (62<sup>e</sup> partie) : France actualité ; Eurosport.**  
 22.50 **Europe (63<sup>e</sup> partie) : France actualité ; Eurosport.**  
 23.05 **Europe (64<sup>e</sup> partie) : France actualité ; Eurosport.**  
 23.20 **Europe (65<sup>e</sup> partie) : France actualité ; Eurosport.**  
 23.35 **Europe (66<sup>e</sup> partie) : France actualité ; Eurosport.**  
 23.50 **Europe (67<sup>e</sup> partie) : France actualité ; Eurosport.**  
 24.05 **Europe (68<sup>e</sup> partie) : France actualité ; Eurosport.**  
 24.20 **Europe (69<sup>e</sup> partie) : France actualité ; Eurosport.**  
 24.35 **Europe (70<sup>e</sup> partie) : France actualité ; Eurosport.**  
 24.50 **Europe (71<sup>e</sup> partie) : France actualité ; Eurosport.**  
 25.05 **Europe (72<sup>e</sup> partie) : France actualité ; Eurosport.**

ARTE

MG

Sur le câble jusqu'à 18.00 —  
 17.00 **Documentaire : Les Tambours d'été.**  
 18.00 **Documentaire : Les Tambours d'été.**  
 19.00 **Documentaire : Les Tambours d'été.**  
 20.00 **Documentaire : Les Tambours d'été.**  
 21.00 **Documentaire : Les Tambours d'été.**  
 22.00 **Documentaire : Les Tambours d'été.**  
 23.00 **Documentaire : Les Tambours d'été.**  
 0.00 **Documentaire : Les Tambours d'été.**  
 0.10 **Documentaire : Les Tambours d'été.**  
 0.20 **Documentaire : Les Tambours d'été.**  
 0.30 **Documentaire : Les Tambours d'été.**  
 0.40 **Documentaire : Les Tambours d'été.**  
 0.50 **Documentaire : Les Tambours d'été.**  
 1.00 **Documentaire : Les Tambours d'été.**  
 1.10 **Documentaire : Les Tambours d'été.**  
 1.20 **Documentaire : Les Tambours d'été.**  
 1.30 **Documentaire : Les Tambours d'été.**  
 1.40 **Documentaire : Les Tambours d'été.**  
 1.50 **Documentaire : Les Tambours d'été.**  
 2.00 **Documentaire : Les Tambours d'été.**  
 2.10 **Documentaire : Les Tambours d'été.**  
 2.20 **Documentaire : Les Tambours d'été.**  
 2.30 **Documentaire : Les Tambours d'été.**  
 2.40 **Documentaire : Les Tambours d'été.**  
 2.50 **Documentaire : Les Tambours d'été.**  
 3.00 **Documentaire : Les Tambours d'été.**  
 3.10 **Documentaire : Les Tambours d'été.**  
 3.20 **Documentaire : Les Tambours d'été.**  
 3.30 **Documentaire : Les Tambours d'été.**  
 3.40 **Documentaire : Les Tambours d'été.**  
 3.50 **Documentaire : Les Tambours d'été.**  
 4.00 **Documentaire : Les Tambours d'été.**  
 4.10 **Documentaire : Les Tambours d'été.**  
 4.20 **Documentaire : Les Tambours d'été.**  
 4.30 **Documentaire : Les Tambours d'été.**  
 4.40 **Documentaire : Les Tambours d'été.**  
 4.50 **Documentaire : Les Tambours d'été.**  
 5.00 **Documentaire : Les Tambours d'été.**  
 5.10 **Documentaire : Les Tambours d'été.**  
 5.20 **Documentaire : Les Tambours d'été.**  
 5.30 **Documentaire : Les Tambours d'été.**  
 5.40 **Documentaire : Les Tambours d'été.**  
 5.50 **Documentaire : Les Tambours d'été.**  
 6.00 **Documentaire : Les Tambours d'été.**  
 6.10 **Documentaire : Les Tambours d'été.**  
 6.20 **Documentaire : Les Tambours d'été.**  
 6.30 **Documentaire : Les Tambours d'été.**  
 6.40 **Documentaire : Les Tambours d'été.**  
 6.50 **Documentaire : Les Tambours d'été.**  
 7.00 **Documentaire : Les Tambours d'été.**  
 7.10 **Documentaire : Les Tambours d'été.**  
 7.20 **Documentaire : Les Tambours d'été.**  
 7.30 **Documentaire : Les Tambours d'été.**  
 7.40 **Documentaire : Les Tambours d'été.**  
 7.50 **Documentaire : Les Tambours d'été.**  
 8.00 **Documentaire : Les Tambours d'été.**  
 8.10 **Documentaire : Les Tambours d'été.**  
 8.20 **Documentaire : Les Tambours d'été.**  
 8.30 **Documentaire : Les Tambours d'été.**  
 8.40 **Documentaire : Les Tambours d'été.**  
 8.50 **Documentaire : Les Tambours d'été.**  
 9.00 **Documentaire : Les Tambours d'été.**  
 9.10 **Documentaire : Les Tambours d'été.**  
 9.20 **Documentaire : Les Tambours d'été.**  
 9.30 **Documentaire : Les Tambours d'été.**  
 9.40 **Documentaire : Les Tambours d'été.**  
 9.50 **Documentaire : Les Tambours d'été.**  
 10.00 **Documentaire : Les Tambours d'été.**  
 10.10 **Documentaire : Les Tambours d'été.**  
 10.20 **Documentaire : Les Tambours d'été.**  
 10.30 **Documentaire : Les Tambours d'été.**  
 10.40 **Documentaire : Les Tambours d'été.**  
 10.50 **Documentaire : Les Tambours d'été.**  
 11.00 **Documentaire : Les Tambours d'été.**  
 11.10 **Documentaire : Les Tambours d'été.**  
 11.20 **Documentaire : Les Tambours d'été.**  
 11.30 **Documentaire : Les Tambours d'été.**  
 11.40 **Documentaire : Les Tambours d'été.**  
 11.50 **Documentaire : Les Tambours d'été.**  
 12.00 **Documentaire : Les Tambours d'été.**  
 12.10 **Documentaire : Les Tambours d'été.**  
 12.20 **Documentaire : Les Tambours d'été.**  
 12.30 **Documentaire : Les Tambours d'été.**  
 12.40 **Documentaire : Les Tambours d'été.**  
 12.50 **Documentaire : Les Tambours d'été.**  
 13.00 **Documentaire : Les Tambours d'été.**  
 13.10 **Documentaire : Les Tambours d'été.**  
 13.20 **Documentaire : Les Tambours d'été.**  
 13.30 **Documentaire : Les Tambours d'été.**  
 13.40 **Documentaire : Les Tambours d'été.**  
 13.50 **Documentaire : Les Tambours d'été.**  
 14.00 **Documentaire : Les Tambours d'été.**  
 14.10 **Documentaire : Les Tambours d'été.**  
 14.20 **Documentaire : Les Tambours d'été.**  
 14.30 **Documentaire : Les Tambours d'été.**  
 14.40 **Documentaire : Les Tambours d'été.**  
 14.50 **Documentaire : Les Tambours d'été.**  
 15.00 **Documentaire : Les Tambours d'été.**  
 15.10 **Documentaire : Les Tambours d'été.**  
 15.20 **Documentaire : Les Tambours d'été.**  
 15.30 **Documentaire : Les Tambours d'été.**  
 15.40 **Documentaire : Les Tambours d'été**

# L'odyssée des grands fonds

Depuis de nombreuses années, le docteur Jacques-Henri Baixe conserve une fabuleuse collection de films sur la mer. France 3-Méditerranée les présente dans une collection mensuelle. Bienôt sur le réseau national ?

sur support attelés, qui sont les infamements de l'Espect. Financer du budget est un obstacle à la réalisation de la souveraineté des auteurs. Les producteurs sur support magnétique (Vidéo) ont perdu le trébuchet : l'INA le suit bien, qui n'a pas de budget suffisant pour valider les cinq ans des films qui dépassent en sa déprogrammation. Des auteurs ont cependant eu la chance de films par attouchant la possibilité de sauver ces films par l'enseignement numérique ou le vidéo (Léon, Jacques-Clément dans l'effort de pouvoir « partager » avec le plus grand nombre cette mémoire par le biais de la télévision).

des documents (souvent inconnus) sur l'aventure sous-marine, les scaphandres et leur évolution.... *Vingt Mille Lieues sous les mers* (1916) est le premier film sous-marin réalisé au monde et comporte d'étonnantes séquences de l'aventure

des frères Williamson s'aventurent pesamment sur les fonds marins dans un banchonnet déguisé du capitaine Némo. Un autre document met aux prises quelques requins fantastiques avec des filloplages protégés par un scaphandre en corbe de maillots. Et, à l'occasion de son 50<sup>e</sup> anniversaire, un voilier sera entièrement consacré au sabotage de la flotte à Toulon.

De surprises en découvertes, cette scénaristique de la mer nous permettra d'avoir accès à cette prodigieuse collection de 150 films, dont certains sont de fidèles retranscriptions de documents originaux ou réalistes, témoins pélagiques que le docteur Bataillon protège amoureusement dans son «bunker» climatisé, mais qu'il est heureux de partager avec les téléspectateurs. Le réseau national pourrait reprendre cette série ayant la fin de l'année.

**JOSÉ LENZINI**

## Variations au château de Ferrières

**En choisissant d'adopter pour son film un genre hybride, la tragi-comédie, Jean-Louis Benoît, homme de théâtre, donne une nouvelle portée au roman d'Irène Nemirovsk**

**Iselle Azoulay et Danièle Eyraud.**

Volonté patriligne de reconnaissance sociale, mais des amitiés qui ourent les idées, complexité des rapports mère-fils, perversion de l'enfance... *Il y a donc ce scénario tout les hypocrisies d'un très grand auteur, qui se traduit dans une œuvre d'art, l'œuvre d'un génie. Homme de théâtre, puisqu'il est directeur du théâtre de l'Aquarium, Jean-Louis Barrault a finalement préféré pour son film un genre hybride : le tragédie-comédie. Le liçard de la famille et la destruction des personnages s'effaçent donc avec le sourire. Derrière le chaos de conflits dans lesquels tout le monde saure, un mélange des genres, tout le fait merveille : Danielle Vannou et Michèle*

**Autmont.** Cette lecture personnelle, qui donne une nouvelle portée au roman d'Irène Nemtsovski, ne peut que nous réjouir. Jean Naimark, producteur de *La grande collection*, L'œuvre avait déjà été portée à l'écran en 1931, avec Danielle Darrieux, âgée de quatorze ans... Elle se réduisait alors à une fable dans laquelle la gente inconsciente d'une enfant rappelle à toute la famille la vanité du désir d'ascension sociale.

« On voit bien là, explique Jean Nèhlich, l'intention de la déformer qui est à l'origine de *La grande collection* : *renvoyer au livre ou à la plume de l'auteur, mettre en scène ce qu'il faut pour l'exercice pédagogique*. Il ne s'agit pas, d'ailleurs, d'une traduction. La recette est efficace, mais qu'elle a déjà permis la création de grande films ou le roman *Levi*, chez Pressat, de Pierre Boulle, ou, chez Fernand et Paulin, de Michel Cussac. Ça succède, pourtant, mesure à l'Autisme, le pas décisif de la sécularisation marquée tribulations : commenté par l'ATP le temps d'Henri Bourges, elle est servie passée par le Cinq avant d'arriver chez le service public : un premier passage sur Antenne 2, un second sur FR3 devenue France 3...

Aujourd'hui bien installé sur la chaîne, Jean Nèhlich, qui a déjà produit six premiers films, en a mis une dizaine d'autres en chantier. *Le Bal des maris*, il y aura des polars *La cour, pendant les Sœurs Grises, le Chât de l'archevêché* et des classiques *les Cécile, les Médée après-décalé*, *Asses*, toujours, affirme Jean Nèhlich, cette même volonté de restituer à l'œuvre toute sa modernité.











# Des inconnus dans la Maison

## HISTOIRE

est authentique et cependant elle paraît à peine croyable. Il faut dire qu'un million des années 70, on peut dire que la Maison de la radio avec une facilité dont on n'a pas idée aujourd'hui. Un soir de novembre, alors que le système était, désolé par tous ceux qui l'occupent de musique, s'apprêtait à recevoir la visite de l'archevêque de Metz, on a pu voir, à l'écoute de l'antenne, qu'on n'avait pas eu le temps de faire un seul programme, et que l'archevêque n'était pas venu. Elle ouvrait, les uns après les autres, les portes non verrouillées des bureaux où d'ordinaire on n'entrât qu'en étant ramolli, regardant dans les armoires et respirant en murmure : « C'est terrible, il y a tant rien à manger, depuis le temps qu'il se sont là. Il y a tellement de gens dans les placards de cette maison ».

La vision de cette armoire n'était pas tout à fait absurde dans la Maison morte où l'on peut tourner à l'endroit, où l'on se peut encore après des années et la malheureuse éternité à l'horizon, dans la comparaison sans objet que l'idée ne serait pas venue d'écrire les paroles. De ce fait, les visites de la vieille dame, qui ressemblait sans doute quelques restes de la chaîne où elle avait ses entrées et redoublait par le chemin des écoliers, ont dû se prolonger pendant quelque temps à l'heure des véritables occupants des lieux.

On sait qu'à Radio-France il n'y a personne dans les placards, mais on trouvait dans les archives beaucoup de musiques en boîte, autrement dit beaucoup de compositeurs dans les tiroirs, dont personne ne s'occupe. Jusqu'à présent, seule l'emission de Michèle Laigneau et Jean-

Claude Bilets, « L'oiseau rare » (de dimanche à 22 h 35), permettait de redécouvrir des œuvres bien délaissées depuis la mort de leurs auteurs. Depuis la rentrée, une nouvelle émission, « Retrouvailles », explore plus systématiquement les cartons empietés. Il y a vingt ou trente ans, au programme descriptif figurait, les noms de musiciens encore illustres à l'époque mais tout à fait à demi presque oubliés l'évidence : Paul Le Prieux, Marcel Malloirel, Jean Rivier, Henri Tournai, Paul Arns, Tony Aubert, Alexandre Tansman, Jean Martinon, Claude Arrieu.

La liste serait longue, un peu désorientante à établir, car ces compositeurs n'étaient pas de talentueux polytechniciens de potées mais de passionnés. On n'entrevoit pas que d'autres titres sont encore vivants, qu'ils écourent peut-être Franco-Musique, qu'ils aient écrit tout temps pendant l'habileté de l'archevêque, leur nous les programmes. On ne rend pas Radio-France responsable de cet état de choses au moment où elle songe à exploiter plus efficacement ses archives, voire à les enrichir comme l'ensemble récemment Claude Samuël, directeur de la musique (on a pu se convaincre qu'il Franco-Musique) et à la décider à boire et à manger.

L'idée d'embrayer en studio, pour les diffuser à l'antenne, des œuvres méconnues qui n'étaient pas défilé en cassette, est plus que louable, surtout si elle se réalise. Mais il serait mieux encore d'aller jusqu'en bout un plaisir, à petites doses, dans de véritables concerts, quelque-une des partitions qu'on desire entendre à l'oreille.

Reste à savoir si compte tenu de l'urgence de la radio du public, il y a un quelconque intérêt à la révéler des œuvres qui n'obtiendraient jamais la notoriété du *Boléro*. Alors, oublions la foule des mélomanes pour prendre en considération la minorité de ceux qui ressentent le besoin non pressenti de savoir que d'éprouver ce qu'il est, mais que des années 50 ou 60, en dehors de ce qu'ils en ont. Car on peut bien dire que toute une génération a été mise devant le fait accompli quand elle est arrivée, les « modernes » ayant tout simplement été (notamment) les « modernes » en affirmant que leur musique était mille et novante, inutile, réactionnaire, immorale.

Grâce à ces « Retrouvailles », on se rendit compte qu'elle n'était ni plus ni moins passionnante que les productions de l'après-guerre, mais que certaines œuvres nous touchent, elles nous réjouissent qu'il est malade de confondre, comme on l'a fait, le choix d'une esthétique déterminée avec la valeur d'un artiste. Alors que Schoenberg et Berg pouvaient apprécier les méthodes de Mahler et de Poulenc, et vice versa, leurs esthétiques n'ont pas semblé à tort incommensurables. C'était la grande difficulté des années 30 sur les années 60, et c'est ce qui pouvait être celle de notre fin de siècle, si l'on n'avait pas evoir à réfléchir, dans vingt ans, des compositeurs bien réels avec des créations de plus en plus placées.

● Vendredi 2 octobre, 14 h 45.

### GERARD CONDÉ

## Samedi 3 octobre

**2.00** Les Nuits de France-Musique. Programme France-Musique. Georges de Herrmann, Darius Milhaud, Henri, Henric, Bernas, Saint-Saëns, Debussy, enregistre (Gaston Brunel, Heerde), Schumann.

**7.02** Les Chants de l'année. Par Georges de Herrmann. Dans la même émission, Henri, Henric, Bernas, Saint-Saëns, Debussy, enregistre (Gaston Brunel, Heerde), Schumann.

**9.00** L'année. Par Alain Lacombe. Sélection de la semaine.

**9.33** Il est une fois. Par Dominique Wavre. Der Fieschitz, de Wavre.

**11.30** Dépendances. 11.33 Concert donné le 18 juillet lors du Festival de Montreux. Programme de la semaine. 11.35 Concert donné le 18 juillet lors du Festival de Montreux. Programme de la semaine. 11.37 Concert donné le 18 juillet lors du Festival de Montreux. Programme de la semaine. 11.39 Concert donné le 18 juillet lors du Festival de Montreux. Programme de la semaine. 11.41 Concert donné le 18 juillet lors du Festival de Montreux. Programme de la semaine. 11.43 Concert donné le 18 juillet lors du Festival de Montreux. Programme de la semaine. 11.45 Concert donné le 18 juillet lors du Festival de Montreux. Programme de la semaine. 11.47 Concert donné le 18 juillet lors du Festival de Montreux. Programme de la semaine. 11.49 Concert donné le 18 juillet lors du Festival de Montreux. Programme de la semaine. 11.51 Concert donné le 18 juillet lors du Festival de Montreux. Programme de la semaine. 11.53 Concert donné le 18 juillet lors du Festival de Montreux. Programme de la semaine. 11.55 Concert donné le 18 juillet lors du Festival de Montreux. Programme de la semaine. 11.57 Concert donné le 18 juillet lors du Festival de Montreux. Programme de la semaine. 11.59 Concert donné le 18 juillet lors du Festival de Montreux. Programme de la semaine. 12.01 Concert donné le 18 juillet lors du Festival de Montreux. Programme de la semaine. 12.03 Concert donné le 18 juillet lors du Festival de Montreux. Programme de la semaine. 12.05 Concert donné le 18 juillet lors du Festival de Montreux. Programme de la semaine. 12.07 Concert donné le 18 juillet lors du Festival de Montreux. Programme de la semaine. 12.09 Concert donné le 18 juillet lors du Festival de Montreux. Programme de la semaine. 12.11 Concert donné le 18 juillet lors du Festival de Montreux. Programme de la semaine. 12.13 Concert donné le 18 juillet lors du Festival de Montreux. Programme de la semaine. 12.15 Concert donné le 18 juillet lors du Festival de Montreux. Programme de la semaine. 12.17 Concert donné le 18 juillet lors du Festival de Montreux. Programme de la semaine. 12.19 Concert donné le 18 juillet lors du Festival de Montreux. Programme de la semaine. 12.21 Concert donné le 18 juillet lors du Festival de Montreux. Programme de la semaine. 12.23 Concert donné le 18 juillet lors du Festival de Montreux. Programme de la semaine. 12.25 Concert donné le 18 juillet lors du Festival de Montreux. Programme de la semaine. 12.27 Concert donné le 18 juillet lors du Festival de Montreux. Programme de la semaine. 12.29 Concert donné le 18 juillet lors du Festival de Montreux. Programme de la semaine. 12.31 Concert donné le 18 juillet lors du Festival de Montreux. Programme de la semaine. 12.33 Concert donné le 18 juillet lors du Festival de Montreux. Programme de la semaine. 12.35 Concert donné le 18 juillet lors du Festival de Montreux. Programme de la semaine. 12.37 Concert donné le 18 juillet lors du Festival de Montreux. Programme de la semaine. 12.39 Concert donné le 18 juillet lors du Festival de Montreux. Programme de la semaine. 12.41 Concert donné le 18 juillet lors du Festival de Montreux. Programme de la semaine. 12.43 Concert donné le 18 juillet lors du Festival de Montreux. Programme de la semaine. 12.45 Concert donné le 18 juillet lors du Festival de Montreux. Programme de la semaine. 12.47 Concert donné le 18 juillet lors du Festival de Montreux. Programme de la semaine. 12.49 Concert donné le 18 juillet lors du Festival de Montreux. Programme de la semaine. 12.51 Concert donné le 18 juillet lors du Festival de Montreux. Programme de la semaine. 12.53 Concert donné le 18 juillet lors du Festival de Montreux. Programme de la semaine. 12.55 Concert donné le 18 juillet lors du Festival de Montreux. Programme de la semaine. 12.57 Concert donné le 18 juillet lors du Festival de Montreux. Programme de la semaine. 12.59 Concert donné le 18 juillet lors du Festival de Montreux. Programme de la semaine. 13.01 Concert donné le 18 juillet lors du Festival de Montreux. Programme de la semaine. 13.03 Concert donné le 18 juillet lors du Festival de Montreux. Programme de la semaine. 13.05 Concert donné le 18 juillet lors du Festival de Montreux. Programme de la semaine. 13.07 Concert donné le 18 juillet lors du Festival de Montreux. Programme de la semaine. 13.09 Concert donné le 18 juillet lors du Festival de Montreux. Programme de la semaine. 13.11 Concert donné le 18 juillet lors du Festival de Montreux. Programme de la semaine. 13.13 Concert donné le 18 juillet lors du Festival de Montreux. Programme de la semaine. 13.15 Concert donné le 18 juillet lors du Festival de Montreux. Programme de la semaine. 13.17 Concert donné le 18 juillet lors du Festival de Montreux. Programme de la semaine. 13.19 Concert donné le 18 juillet lors du Festival de Montreux. Programme de la semaine. 13.21 Concert donné le 18 juillet lors du Festival de Montreux. Programme de la semaine. 13.23 Concert donné le 18 juillet lors du Festival de Montreux. Programme de la semaine. 13.25 Concert donné le 18 juillet lors du Festival de Montreux. Programme de la semaine. 13.27 Concert donné le 18 juillet lors du Festival de Montreux. Programme de la semaine. 13.29 Concert donné le 18 juillet lors du Festival de Montreux. Programme de la semaine. 13.31 Concert donné le 18 juillet lors du Festival de Montreux. Programme de la semaine. 13.33 Concert donné le 18 juillet lors du Festival de Montreux. Programme de la semaine. 13.35 Concert donné le 18 juillet lors du Festival de Montreux. Programme de la semaine. 13.37 Concert donné le 18 juillet lors du Festival de Montreux. Programme de la semaine. 13.39 Concert donné le 18 juillet lors du Festival de Montreux. Programme de la semaine. 13.41 Concert donné le 18 juillet lors du Festival de Montreux. Programme de la semaine. 13.43 Concert donné le 18 juillet lors du Festival de Montreux. Programme de la semaine. 13.45 Concert donné le 18 juillet lors du Festival de Montreux. Programme de la semaine. 13.47 Concert donné le 18 juillet lors du Festival de Montreux. Programme de la semaine. 13.49 Concert donné le 18 juillet lors du Festival de Montreux. Programme de la semaine. 13.51 Concert donné le 18 juillet lors du Festival de Montreux. Programme de la semaine. 13.53 Concert donné le 18 juillet lors du Festival de Montreux. Programme de la semaine. 13.55 Concert donné le 18 juillet lors du Festival de Montreux. Programme de la semaine. 13.57 Concert donné le 18 juillet lors du Festival de Montreux. Programme de la semaine. 13.59 Concert donné le 18 juillet lors du Festival de Montreux. Programme de la semaine. 14.01 Concert donné le 18 juillet lors du Festival de Montreux. Programme de la semaine. 14.03 Concert donné le 18 juillet lors du Festival de Montreux. Programme de la semaine. 14.05 Concert donné le 18 juillet lors du Festival de Montreux. Programme de la semaine. 14.07 Concert donné le 18 juillet lors du Festival de Montreux. Programme de la semaine. 14.09 Concert donné le 18 juillet lors du Festival de Montreux. Programme de la semaine. 14.11 Concert donné le 18 juillet lors du Festival de Montreux. Programme de la semaine. 14.13 Concert donné le 18 juillet lors du Festival de Montreux. Programme de la semaine. 14.15 Concert donné le 18 juillet lors du Festival de Montreux. Programme de la semaine. 14.17 Concert donné le 18 juillet lors du Festival de Montreux. Programme de la semaine. 14.19 Concert donné le 18 juillet lors du Festival de Montreux. Programme de la semaine. 14.21 Concert donné le 18 juillet lors du Festival de Montreux. Programme de la semaine. 14.23 Concert donné le 18 juillet lors du Festival de Montreux. Programme de la semaine. 14.25 Concert donné le 18 juillet lors du Festival de Montreux. Programme de la semaine. 14.27 Concert donné le 18 juillet lors du Festival de Montreux. Programme de la semaine. 14.29 Concert donné le 18 juillet lors du Festival de Montreux. Programme de la semaine. 14.31 Concert donné le 18 juillet lors du Festival de Montreux. Programme de la semaine. 14.33 Concert donné le 18 juillet lors du Festival de Montreux. Programme de la semaine. 14.35 Concert donné le 18 juillet lors du Festival de Montreux. Programme de la semaine. 14.37 Concert donné le 18 juillet lors du Festival de Montreux. Programme de la semaine. 14.39 Concert donné le 18 juillet lors du Festival de Montreux. Programme de la semaine. 14.41 Concert donné le 18 juillet lors du Festival de Montreux. Programme de la semaine. 14.43 Concert donné le 18 juillet lors du Festival de Montreux. Programme de la semaine. 14.45 Concert donné le 18 juillet lors du Festival de Montreux. Programme de la semaine. 14.47 Concert donné le 18 juillet lors du Festival de Montreux. Programme de la semaine. 14.49 Concert donné le 18 juillet lors du Festival de Montreux. Programme de la semaine. 14.51 Concert donné le 18 juillet lors du Festival de Montreux. Programme

## Des inconnus dans la Maison

L'HISTOIRE est antédiluvienne et cependant elle paraît à peine croyable. Il faut dire qu'en milieu des années 70, on pensait dans la Maison de la radio avec une facilité dont on n'a pas idée aujourd'hui. Un soir de novembre, alors que le système était, déserté par tous ceux qui l'occupent de musique, s'opéra à recevoir la valde d'archives de *radioyves* quotidien, on a pu voir une femme d'un certain âge qui portait dans chaque main un sac rempli de crottes de pain. Elle ouvrit, les unes après les autres, les portes non verrouillées des bureaux où s'ordonnaient le travail, qu'en tremblant, regardait dans les armoires et ressortit en murmurant : « C'est terrible, là, on n'en a ni manger, depuis le temps qu'ils sont là, c'est la famine de gens dans les placards de cette maison ».

La vision de cette femme n'était pas si fatigante dans la Maison norde où l'on peut tourner à l'indigne, où l'on se port encore après des années, et la malheureuse semblait à l'échec dans sa compassion sans objet que l'idée ne serait pas venue d'acheter les garçons. Ce sa fait, les Vistes de la vieille dame, qui découvrit sans doute quelques restes de la cantine où elle avait ses entrées et redescendant par le chemin des écoliers, on dit se prolonger pendant quinze temps à l'heure des vétérinaires occupant des lieux.

On sait qu'à Radio-France il n'y a personne dans les placards, mais on trouvait dans les archives beaucoup de musiques so belles, autrefois.

Claudio Bieffe, « L'Oiseau rare » (le dimanche à 23 h 35), permettait de redécouvrir des œuvres bannies depuis la mort de leurs auteurs. Depuis la rentrée, une nouvelle audition, « Récitonnelle », expose plus systématiquement les compositeurs égarés à y a vingt ou trente ans, au programme desquels figuraient : les noms de musiciens alors illustres à l'époque mais dont le public a défilé presque oublié l'existence : Paul Le Flem, Marcel Malraux, Jean Rivier, Henri Tomasi, Paul Armis, Tony Aubin, Alexandre Tanman, Jean Mathon, Claude Arrieu.

La liste serait longue, un peu désespérante à établir, car ces compositeurs n'étaient pas de célèbres, poètes ou de portés mais des gens talentueux. On s'étonnait aussi que d'auteurs oubliés sont encore vivants, qu'ils écrivirent peut-être Franco-Musique, qu'on avait écrit depuis longtemps perdu l'habitude de chercher leur nom dans les programmes. On ne rendra pas Radio-France responsable de cet état de choses au moment où elle songe à exploiter plus efficacement ses archives, voire à les sanctifier comme l'a annoncé récemment Claude Sami, directeur de la musique lors d'une conférence de presse au cours de laquelle on a pu se convaincre qu'à Franco-Musique il y a défilé à boire et à manger.

L'idée d'émigrer en studio, pour les diffuser à l'antenne, des œuvres méconnues qui s'étaient effacées au fil du temps, est plus que louable, surtout si elle se réalise. Mais il serait mieux.

Reste à savoir si, compte tenu de l'énigme des goûts du public, il y a un quelconque intérêt à le révéler des œuvres qui n'obtiennent jamais la notoriété du *Beflo*. Alors, oublions la foule des mineurs pour prendre un considérable pour la minorité de ceux qui ressentent le besoin non pas tant de savoir que de découvrir ce qu'était la musique des années 50 ou 60, en dehors de ce qu'on lit partout. Car on peut bien dire que toute une génération a été mise devant le fait accompli quand elle est arrivée, les « modernes » avaient tout simplement tout (monnaie) les auteurs se sont effaçant que leur musique était nulle et morte, aveugle, inutile, réactionnaire, larmoyante.

Grâce à ces « Récitonnelles », on se rendrait compte qu'elle n'était ni plus ni moins passionnante que les productions de l'après-guerre, mais si certaines œuvres nous touchent, elles nous rappellent qu'il est malade de confondre, comme on l'a fait, le choix d'un style esthétique déterminé avec la valeur d'un artiste. Alors que Schoenberg et Berg pouvaient apprécier les mérites de Mahler et de Poulenc, et vice versa, leurs esthétiques n'ont pas semblé à tort incongrues. C'était la grandeur et supériorité des années 30 sur les années 60, et ce n'est pas elle de notre fin de siècle, si l'on ne veut pas voir à nouveau, dans vingt ans, des compositeurs bien réels avec des crottes de pain symboliques parce qu'on les aurait mis trop tôt au placard.

## 5. GÉRARD CONDÉ

**Samedi 3 octob**

[illegible]





# 12 Jeudi 1<sup>er</sup> octobre

TF 1	F 2	F 3
<p>6.00 <b>Série : Passions.</b> 6.27 <b>Médo</b> (à 6.58, 8.20). 6.30 <b>Faust</b> : Le Diable du docteur Calvert. 7.00 <b>Journal.</b> 7.20 <b>Club D'après la nuit</b> (Félicie, Bill, et Bill) : Capitaine M. C. C. 8.25 <b>Télé-athlétique.</b> 8.30 <b>Faust</b> : Histoires et paraboles. 8.40 <b>Série : Les Enquêtes de Remington Steele.</b> 10.35 <b>Diversité</b> : Rue en l'air et les autres. 10.50 <b>Série : Médo et Sophie.</b> 11.20 <b>Jeu : La Roue de la fortune.</b> 11.55 <b>Jeu : La Roue de la fortune.</b> 12.25 <b>Jeu : La Roue de la fortune.</b> 12.55 <b>Magazine : A tout dire.</b> 13.00 <b>Journal, Médo et Sophie.</b> 13.35 <b>Faust</b> : Les Fous de l'amour. 14.30 <b>Série : Pour l'amour du risque.</b> 15.25 <b>Faust</b> : Histoires et paraboles. 16.15 <b>Club D'après la nuit</b> : Histoires et paraboles. 17.25 <b>Série : Médo et Sophie.</b> 17.55 <b>Faust</b> : Histoires et paraboles. 18.55 <b>Magazine : Coucou, c'est moi!</b> 19.50 <b>Diversité</b> : La Sécurité (à 10.10). 20.45 <b>Série : Faust.</b> Coup d'Europe de l'UEFA : Singapour-Cambodge. 22.50 <b>Magazine : L'Annuaire en danger.</b> Présenté par Jean-François et Catherine Mollat. Un reportage sur les problèmes de l'école. 0.05 <b>Série : Médo.</b> 0.10 <b>Série : Médo.</b> 0.35 <b>La Dèche.</b> 1.10 <b>Faust</b> : On ne vit qu'une fois. 1.30 <b>Série : Dans la chaleur de la nuit.</b> 2.15 <b>TF 1 Médo</b> : 7 Ans à la Une. 2.50 <b>Documentaire : Histoires et paraboles.</b> 3.40 <b>Faust</b> : Histoires et paraboles. 4.10 <b>Documentaire : Histoires et paraboles.</b> 5.30 <b>Documentaire : Histoires et paraboles.</b> </p>	<p>6.05 <b>Faust</b> : Histoires et paraboles. 6.30 <b>Télé-athlétique</b> : Avec le journal à 7.00, 7.20, 8.00. 6.30 <b>Faust</b> : Histoires et paraboles. 8.00 <b>Faust</b> : Histoires et paraboles. 8.20 <b>Club D'après la nuit</b> (Félicie, Bill, et Bill) : Capitaine M. C. C. 8.30 <b>Magazine : Médo et Sophie.</b> 8.40 <b>Série : Les Enquêtes de Remington Steele.</b> 10.35 <b>Diversité</b> : Rue en l'air et les autres. 10.50 <b>Série : Médo et Sophie.</b> 11.20 <b>Jeu : La Roue de la fortune.</b> 11.55 <b>Jeu : La Roue de la fortune.</b> 12.25 <b>Jeu : La Roue de la fortune.</b> 12.55 <b>Magazine : A tout dire.</b> 13.00 <b>Journal, Médo et Sophie.</b> 13.35 <b>Faust</b> : Les Fous de l'amour. 14.30 <b>Série : Pour l'amour du risque.</b> 15.25 <b>Faust</b> : Histoires et paraboles. 16.15 <b>Club D'après la nuit</b> : Histoires et paraboles. 17.25 <b>Série : Médo et Sophie.</b> 17.55 <b>Faust</b> : Histoires et paraboles. 18.55 <b>Magazine : Coucou, c'est moi!</b> 19.50 <b>Diversité</b> : La Sécurité (à 10.10). 20.45 <b>Série : Faust.</b> Coup d'Europe de l'UEFA : Singapour-Cambodge. 22.50 <b>Magazine : L'Annuaire en danger.</b> Présenté par Jean-François et Catherine Mollat. Un reportage sur les problèmes de l'école. 0.05 <b>Série : Médo.</b> 0.10 <b>Série : Médo.</b> 0.35 <b>La Dèche.</b> 1.10 <b>Faust</b> : On ne vit qu'une fois. 1.30 <b>Série : Dans la chaleur de la nuit.</b> 2.15 <b>TF 1 Médo</b> : 7 Ans à la Une. 2.50 <b>Documentaire : Histoires et paraboles.</b> 3.40 <b>Faust</b> : Histoires et paraboles. 4.10 <b>Documentaire : Histoires et paraboles.</b> 5.30 <b>Documentaire : Histoires et paraboles.</b> </p>	<p>7.30 <b>C'est l'été</b> : Les Histoires et paraboles. De 6.00 à 6.30 <b>Documentaire</b> : 8.00 <b>Magazine : Médo et Sophie.</b> 8.15 <b>Magazine : Médo et Sophie.</b> 8.30 <b>Magazine : Médo et Sophie.</b> 8.40 <b>Série : Les Enquêtes de Remington Steele.</b> 10.35 <b>Diversité</b> : Rue en l'air et les autres. 10.50 <b>Série : Médo et Sophie.</b> 11.20 <b>Jeu : La Roue de la fortune.</b> 11.55 <b>Jeu : La Roue de la fortune.</b> 12.25 <b>Jeu : La Roue de la fortune.</b> 12.55 <b>Magazine : A tout dire.</b> 13.00 <b>Journal, Médo et Sophie.</b> 13.35 <b>Faust</b> : Les Fous de l'amour. 14.30 <b>Série : Pour l'amour du risque.</b> 15.25 <b>Faust</b> : Histoires et paraboles. 16.15 <b>Club D'après la nuit</b> : Histoires et paraboles. 17.25 <b>Série : Médo et Sophie.</b> 17.55 <b>Faust</b> : Histoires et paraboles. 18.55 <b>Magazine : Coucou, c'est moi!</b> 19.50 <b>Diversité</b> : La Sécurité (à 10.10). 20.45 <b>Série : Faust.</b> Coup d'Europe de l'UEFA : Singapour-Cambodge. 22.50 <b>Magazine : L'Annuaire en danger.</b> Présenté par Jean-François et Catherine Mollat. Un reportage sur les problèmes de l'école. 0.05 <b>Série : Médo.</b> 0.10 <b>Série : Médo.</b> 0.35 <b>La Dèche.</b> 1.10 <b>Faust</b> : On ne vit qu'une fois. 1.30 <b>Série : Dans la chaleur de la nuit.</b> 2.15 <b>TF 1 Médo</b> : 7 Ans à la Une. 2.50 <b>Documentaire : Histoires et paraboles.</b> 3.40 <b>Faust</b> : Histoires et paraboles. 4.10 <b>Documentaire : Histoires et paraboles.</b> 5.30 <b>Documentaire : Histoires et paraboles.</b> </p>

## ARTE

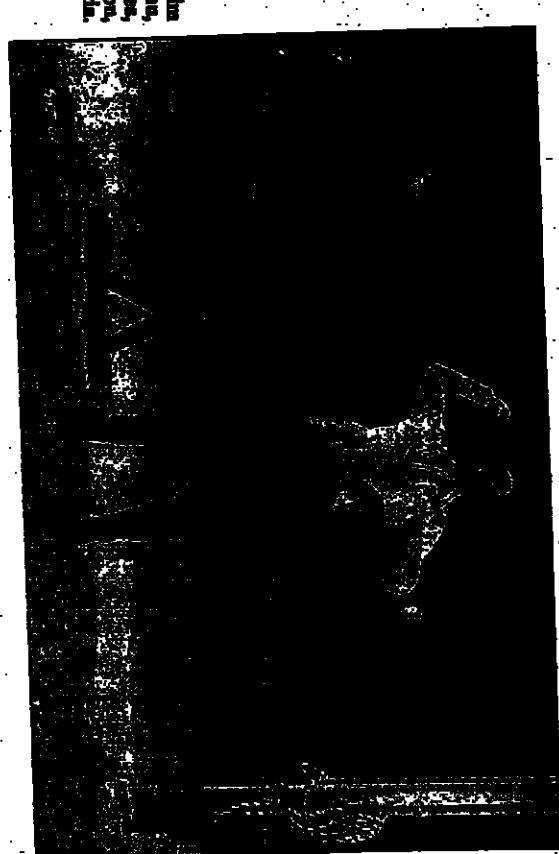
<p>17.00 <b>Château de la Roche</b> : Film de Hong Kong de Michael Hui. 19.00 <b>Documentaire : Les Histoires et paraboles.</b> 20.30 <b>8 1/2 Journal.</b> 20.40 <b>Série thématique.</b> 20.45 <b>Documentaire : Les Histoires et paraboles.</b> 21.30 <b>Château de la Roche</b> : Film de Hong Kong de Michael Hui. 22.55 <b>Documentaire : Les Histoires et paraboles.</b> 23.05 <b>Vidéo : Les Histoires et paraboles.</b> 23.25 <b>Documentaire : Les Histoires et paraboles.</b> </p>	<p>6.45 <b>Informations</b> : 6.55 <b>Documentaire : Les Histoires et paraboles.</b> 7.15 <b>Documentaire : Les Histoires et paraboles.</b> 7.20 <b>Série : Les Histoires et paraboles.</b> 7.45 <b>Médo</b> : 8.15 <b>Magazine : Médo et Sophie.</b> 8.30 <b>Magazine : Médo et Sophie.</b> 8.40 <b>Série : Les Enquêtes de Remington Steele.</b> 10.35 <b>Diversité</b> : Rue en l'air et les autres. 10.50 <b>Série : Médo et Sophie.</b> 11.20 <b>Jeu : La Roue de la fortune.</b> 11.55 <b>Jeu : La Roue de la fortune.</b> 12.25 <b>Jeu : La Roue de la fortune.</b> 12.55 <b>Magazine : A tout dire.</b> 13.00 <b>Journal, Médo et Sophie.</b> 13.35 <b>Faust</b> : Les Fous de l'amour. 14.30 <b>Série : Pour l'amour du risque.</b> 15.25 <b>Faust</b> : Histoires et paraboles. 16.15 <b>Club D'après la nuit</b> : Histoires et paraboles. 17.25 <b>Série : Médo et Sophie.</b> 17.55 <b>Faust</b> : Histoires et paraboles. 18.55 <b>Magazine : Coucou, c'est moi!</b> 19.50 <b>Diversité</b> : La Sécurité (à 10.10). 20.45 <b>Série : Faust.</b> Coup d'Europe de l'UEFA : Singapour-Cambodge. 22.50 <b>Magazine : L'Annuaire en danger.</b> Présenté par Jean-François et Catherine Mollat. Un reportage sur les problèmes de l'école. 0.05 <b>Série : Médo.</b> 0.10 <b>Série : Médo.</b> 0.35 <b>La Dèche.</b> 1.10 <b>Faust</b> : On ne vit qu'une fois. 1.30 <b>Série : Dans la chaleur de la nuit.</b> 2.15 <b>TF 1 Médo</b> : 7 Ans à la Une. 2.50 <b>Documentaire : Histoires et paraboles.</b> 3.40 <b>Faust</b> : Histoires et paraboles. 4.10 <b>Documentaire : Histoires et paraboles.</b> 5.30 <b>Documentaire : Histoires et paraboles.</b> </p>
---	--

## M6

<p>6.45 <b>Informations</b> : 6.55 <b>Documentaire : Les Histoires et paraboles.</b> 7.15 <b>Documentaire : Les Histoires et paraboles.</b> 7.20 <b>Série : Les Histoires et paraboles.</b> 7.45 <b>Médo</b> : 8.15 <b>Magazine : Médo et Sophie.</b> 8.30 <b>Magazine : Médo et Sophie.</b> 8.40 <b>Série : Les Enquêtes de Remington Steele.</b> 10.35 <b>Diversité</b> : Rue en l'air et les autres. 10.50 <b>Série : Médo et Sophie.</b> 11.20 <b>Jeu : La Roue de la fortune.</b> 11.55 <b>Jeu : La Roue de la fortune.</b> 12.25 <b>Jeu : La Roue de la fortune.</b> 12.55 <b>Magazine : A tout dire.</b> 13.00 <b>Journal, Médo et Sophie.</b> 13.35 <b>Faust</b> : Les Fous de l'amour. 14.30 <b>Série : Pour l'amour du risque.</b> 15.25 <b>Faust</b> : Histoires et paraboles. 16.15 <b>Club D'après la nuit</b> : Histoires et paraboles. 17.25 <b>Série : Médo et Sophie.</b> 17.55 <b>Faust</b> : Histoires et paraboles. 18.55 <b>Magazine : Coucou, c'est moi!</b> 19.50 <b>Diversité</b> : La Sécurité (à 10.10). 20.45 <b>Série : Faust.</b> Coup d'Europe de l'UEFA : Singapour-Cambodge. 22.50 <b>Magazine : L'Annuaire en danger.</b> Présenté par Jean-François et Catherine Mollat. Un reportage sur les problèmes de l'école. 0.05 <b>Série : Médo.</b> 0.10 <b>Série : Médo.</b> 0.35 <b>La Dèche.</b> 1.10 <b>Faust</b> : On ne vit qu'une fois. 1.30 <b>Série : Dans la chaleur de la nuit.</b> 2.15 <b>TF 1 Médo</b> : 7 Ans à la Une. 2.50 <b>Documentaire : Histoires et paraboles.</b> 3.40 <b>Faust</b> : Histoires et paraboles. 4.10 <b>Documentaire : Histoires et paraboles.</b> 5.30 <b>Documentaire : Histoires et paraboles.</b> </p>	<p>19.00 <b>Série : Les Histoires et paraboles.</b> 19.15 <b>Documentaire : Les Histoires et paraboles.</b> 19.30 <b>Série : Les Histoires et paraboles.</b> 19.45 <b>Médo</b> : 20.00 <b>Magazine : Médo et Sophie.</b> 20.15 <b>Magazine : Médo et Sophie.</b> 20.30 <b>Série : Les Enquêtes de Remington Steele.</b> 22.40 <b>Téléfilm : Les Histoires et paraboles.</b> 23.05 <b>Vidéo : Les Histoires et paraboles.</b> 23.25 <b>Documentaire : Les Histoires et paraboles.</b> </p>
--	---

## DIMANCHE 4 OCTOBRE

### Baladins, paladins



COLLECTION CHRISTOPHE L.

**1882 : Buffalo Bill organise les festivités du 4 juillet de North-Platte.**  
**Le « Wild West Show » est né.**  
**1902 : Clint Eastwood, dans « Impitoyable », fait voler en éclats cette légende de l'Ouest dont il s'était fait, douze ans auparavant, avec « Bronco Billy », le chanteur nostalgique.**

Le 17 mai 1883 à l'âge de 16 ans, Buffalo Bill organise les festivités du 4 juillet de North-Platte. Le « Wild West Show » est né. 1902 : Clint Eastwood, dans « Impitoyable », fait voler en éclats cette légende de l'Ouest dont il s'était fait, douze ans auparavant, avec « Bronco Billy », le chanteur nostalgique.

Les frères Miller, qui possèdent un ranch immense, y reçoivent, dès 1902, de riches jeunes gens de l'est venant jouer aux cow-boys. Un an plus tard, le 16 septembre, le plus important spectacle de l'Ouest a lieu dans leur ranch avec plus de deux mille participants, dont la moitié sont des Indiens.

Le 10 janvier 1917, Buffalo Bill meurt à Denver. Le titre est alors plus aux spectacles de cirque, le cirque a vu le jour. Mais c'est au tournant du siècle, le début du 20<sup>ème</sup> siècle, que le western a véritablement commencé à se développer. C'est à cette époque que les frères Miller ont créé le « Wild West Show ». C'est à cette époque que les frères Miller ont créé le « Wild West Show ». C'est à cette époque que les frères Miller ont créé le « Wild West Show ».

CLAUDE AZIZA











# La télévision américaine en campagne

Quarante ans après son entrée dans les foyers américains, la télévision joue plus que jamais un rôle décisif dans la course à la Maison Blanche. Mais elle évalue, et les candidats doivent suivre... L'élection présidentielle de 1992 est marquée par l'entrée du câble en politique, l'interaction avec les électeurs, les talk-shows et l'« info-divertissement ». Quant au contenu... ?

EN 1968, à l'heure du journal télévisé, un candidat politique américain pouvait espérer que l'on cite ses propos pendant environ quarante-trois secondes. En 1988, le record bat (un segment d'interview en Japon télé) était passé à moins de neuf secondes (!). En admettant que le mot d'ordre continue à se répéter, les candidats de 1992 auront que le temps de dire : « *Vous savez, moi, j'aurais pu, pour passer sans coupure,*

[illegible][illegible]

rie, obtenue au fonction de son audience : BET (Black Entertainment Television), destinée au public afro-américain ; la chaîne financière CNBC (Consumer News and Business Coverage) et son « Money Politics » (émission 92) ; NewsLife Channel (la chaîne des gens âgés) ; The Learning Channel (le programme de formation continue) ; Jentry à l'heure du rire, Comedy Central (du au h.c.). Il s'avell dernière qui, avec « Invention 92 », n'a pas été au premier degré présidentielle, résumant elle aussi les conventions en prime-time, avec commentaires belotiers et insolents – et, fausses pils politiques. Quand les discours officiels deviennent ennuyeux, le « zappeur » peut expérimenter la gamme complète des styles de couvertures décrochées, mais celles font une déformation, « Nobody

traces qu'il laisse, Jean-Pierre Pernaut ne couvre la *coûte politique libre câble* ? (Personne ne couvre la politique comme le câble), clame l'association qui chaînes câblées. Le câble apporte une diversité qui pourrait bien être la marque des élections à venir, avec micro-campagnes adaptées aux différents profils de téléspectateurs, et publicitaires créant des messages plus ciblés et plus différenciés.

[illegible]

Richard Nixon, qui avait pourtant perdu contre le Kennedy, le premier démocrate à avoir osé utiliser la publicité politique, grognait avant de passer à l'audiovisuel : « Ce n'est pas normal, qu'un type à l'extérieur d'un gâchis comme la télévision pour se faire élire (2) ». « La télévision n'est pas un gâchis », répondit-il (3). « La télévision est une révolution, une révolution en production. C'est tout Van Gogh, surréalisme, expressionnisme, cubisme, futurisme, retour à la nature, à la convention repoussée tout droit devant, même : la télévision est une œuvre d'art, capable de toutes les formes de la communication humaine, ce qui signifie : « passer la temps ! » classe politique, ce qui signifie : « passer la temps ! » classe politique, la télévision est « quantitative, et les premiers *TV Ads*, qui ont grandi devant le poste, ont campagne électoraux.

Plusieurs fils nouveaux ont marqué cette élection présidentielle. D'abord un classe-croisé entre politiciens (républicains) et hommes de télévision : John Sununu, ayant à peine quitté son poste de secrétaire général de la Maison Blanche, a remplacé sur « *Crossfire* » le présentateur de CNN, Pat Buchanan, devenu candidat à l'investiture républicaine. Ensuite, les candidats se sont livrés à interviewant dans des émissions d'un format moins traditionnel : en février dernier, l'indépendant Ross Perot a annoncé sa candidature en direct pendant le *Perot* et samedi de Larry King sur CNN. Quant à Bill Clinton, il a annoncé sa renouée la semaine de juin où il est passé sur la chaîne musicale MTV, et a joué du saxo (et parlé) au « *Arsenio Hall Show* » (dans une très bonne émission d'interviews et de jeux) et même en compagnie d'un amateur de nouvelles (pour franc-parler et ses idées libérales) sur

Sur MTV (qui avec sa campagne « Choose or Lose » incite les jeunes à s'inscrire sur listes électorales), le gouvernement de l'Arkansas a répondu pendant une heure et demie aux questions souvent pertinentes d'un public de dix-huit à vingt-quatre ans. Ces programmes offrent une tribune que le candidat démocrate, tenu d'être plus créatif s'il veut



Les conventions démocrate ou républicaine (photos ci-dessus) font de moins en moins d'audience. La télévision est aux messages et émissaires bien ciblés. Comme « Choone or Lose », sur MTV (photo de couverture), durant les 15-24 ans.

remonter le handiicap de départ face au président sortant, n'a pas dédaigné. Après la présentation de Clinton à l'Université d'Arroyo Hueli, le président Bush a déclaré qu'il n'a pas mangé plus de ce pain-là. Invité par MTV, il n'a pas encore donné sa réponse.

Talk-shows interactifs où les auditeurs peuvent converser librement par téléphone avec les candidats invités, émissions-journaux ouvertes au public, des formats nouveaux ouvrent une ligne directe entre les candidats et les électeurs et changent la dynamique de la campagne électorale. Analysant la façon des sujets politiques diffuser à l'antenne, le Center for Media and Public Affairs de Washington

allusée que la couverture négative de Bush par les networks depuis octobre 1991 est en contradiction avec ce qu'a dité dans les sondages : « Les réseaux n'ont rien fait pour les politiques en général, et leur définition de l'information les pousse à souligner tout ce qui est négatif et conflictuel. La médiation joue le rôle des candidats et électeurs à rendre le processus électoral très incertain », explique Richard Noyes, directeur politique du centre, qui juge notamment l'actuelle diversification de la communication télévisuelle. De leur côté, les tenants du journalisme pur et durs critiquent ce qu'ils qualifient de « info-business » (« information », disent-ils).

**CLAUDINE MILLARD**  
**exacte.**

- (1) *Sound Bite News: Television Coverage of Elections*, 1968-1988, part Daniel C. Hallin, UCSD.
- (2) "The Living Room Candidate, A History of Presidential Campaigns on Television", exposition du Museum of the Moving Image, a New-York.

## La « productrice » de Bill Clinton

## Qui conseille le challenger

Linda Bloodworth-Thomason,  
productrice de « sitcoms ».

QUAND le soir de sa nomination par la convention démocrate, en juillet dernier, Bill Clinton revêtit à pied par une rue de New-York, Justu ou Madison Square Garden, il relança un geste accompli par John F. Kennedy en 1960, le 14<sup>ème</sup> de ce bain de foule, qui captive les badauds. « Je suis heureux d'être ici, à pied, à la Kennedy... » dans l'esprit du travail à

1960, l'attention des médias, vient de Linda Bove, l'actrice du film *«Mort sur le trottoir»*. Avec cette compagne des Clinton, *«Mort sur le trottoir»* est le film de convention non conventionnel réalisé le plus souvent en anglais, qui se souvient avoir été écrit par le gars de Kennedy. Cette amie de longue date des Clinton a mis son savoir-faire au service de la politique, en la disposition du candidat malheureux de première ligne, en la disposition du candidat démocrate, et c'est tout même de savoir ce qui va

Avec cette compagne des Clinton, *«Mort sur le trottoir»* est le film de convention non conventionnel réalisé le plus souvent en anglais, qui se souvient avoir été écrit par le gars de Kennedy. Cette amie de longue date des Clinton a mis son savoir-faire au service de la politique, en la disposition du candidat malheureux de première ligne, en la disposition du candidat démocrate, et c'est tout même de savoir ce qui va

*«L'effort a été plusieurs fois beaucoup de gens ont*

les Américains) cette information fut absorbée en même temps à divers. Mais que proposer aux émissions de variétés qui devraient à l'avenir, au cœur de ce débat opposant journalistes et spectateur, privilèges intellectuels et culture populaire, les romans et experts politiques se sentaient-ils concernés ? Les d'artistes posent des (bonnes) questions ?

Benjamin Shaw : « C'est qui se passe en ce moment et là-bas pour le processus démocratique, répond-il en présentant au CNN, nous n'avons pas le droit de poser des questions nouvelles et intelligentes. Si les candidats s'exposent devant les électeurs, mieux vaut que les électeurs, Bob Fernald, vice-président du CNN, réponde : « Quand il s'agit de poser des questions, les gens parlent de leur propre expérience. Ils veulent savoir ce qui vont devenir les expériences médicales, les tumeurs d'adultes, les problèmes de chômage. La public est plus préoccupé des problèmes liés au terrorisme politique, »

De présidentielle, au présidentielle, la télévision change et les candidats doivent s'adapter rapidement au médium et à ses valeurs de production. Devant la sophistication technologique du mur vidéo servant de fond de scène aux commentaires des experts, on voit que la façon de télévision commence à être assimilé. En cet cas, ses techniques : intracativité, talk-show, débat, pour être les nouvelles de 1992. Quant au contenu, l'histoire nous dit que les élections sont souvent gérées avec des messages simplés. D'idéologie, publicitaires et consultants vont fournir au leader politique quelques « fleurs » médiatiques, mais sans quelques messages qui passent. De quel sens viendront-ils ? La communication télévisée n'est pas une science exacte.

(1) *Saved Alibi, New : Time/Dimension Coverage of Electorates*, 1968-1969, by Daniel C. Hallin, USDO.

(2) *Campania on Television*, exposition du Museum on the Moving Image, à New-York.

Leurs conseils à Bill se contiennent à l'aveugle dans tous les forums, que ce soit l'information ou les vérités, expliquent la productivité. Culturellement, nous ne sommes pas des nobs. Ce pays est immense, vous ne pouvez pas aller partout, ni compter sur les médias pour vous définir, vous devez le faire vous-même, et passer au petit écran encore et encore. La télévision au sol n'est-elle pas en déclin ? La télévision est en plein déclin, ni le déclin d'un candidat. L'important, c'est ce que vous en faites ».

Si l'épisode présidentiel finit avec l'élection de Bill Clinton, la productivité-schématisé y sera pour quelque chose. « Je ne voudrais pas tromper les Américains en empaquetant une coquette idée. Mais j'ai le bonheur d'avoir un produit... fabuleux ».

C. M.

**G. M.**